2e ANNÉE — T. XLVII N° 1079 — 8 octobre 1950



LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

MAISON DE LA BONNE PRESSE
5, rue Bayard, Paris-8e
Chèques postaux : Paris Compte n° 1668

Le numéro : 25 francs
Abonnement { Un an : 600 francs / Six mois : 325 francs }

ACTES DU SAINT-SIÈGE

MESSAGE DE S. S. PIE XII
au XXIe Congrès de « Pax Romana »

Du 19 au 27 août a eu lieu, à Amsterdam, le XXIe Congrès international de Pax Romana. *On sait que depuis Pâques* 1947, Pax Romana *se compose de deux sections autonomes : le Mouvement international des intellectuels catholiques* (*M. I. I. C.*) *et le Mouvement international des étudiants catholiques* (*M. I. E. C.*).

Le 20 *août, lecture a été donnée d'une lettre autographe de S. S. Pie XII qui rappelle les devoirs des intellectuels catholiques dans le monde d'aujourd'hui* (1).

A Nos chers Fils et chères Filles du Congrès mondial de Pax Romana.

Nous venons à vous avec joie, chers Fils et chères Filles qui, sous la présidence du cardinal-archevêque d'Utrecht, êtes assemblés dans l'antique cité d'Amsterdam pour le XXIe Congrès mondial de *Pax Romana.* Et Notre première parole sera pour invoquer sur les travaux que vous inaugurez l'abondance des dons spirituels de lumière et de force !

Aujourd'hui, en effet, votre titre d'étudiants et d'intellectuels catholiques est lourd de responsabilités, comme il le fut rarement au cours de l'histoire ; et c'est pourquoi, dans le pacifique combat pour la défense et le rayonnement de la vérité, Nous vous exhortons, selon les termes mêmes de l'Apôtre, « à tenir bon dans un même esprit, luttant de concert et d'un cœur unanime pour la foi de l'Evangile, sans vous laisser intimider en rien par les adversaires » (*Philip.*, I, 27-28). S'il en était d'ailleurs besoin, le programme de vos diverses réunions vous serait une preuve que vous ne vous dérobez ni aux problèmes qui s'imposent à la pensée moderne, ni, en particulier, aux tâches qui incombent aux penseurs chrétiens. Soyez-en félicités, et que les vœux du Père commun vous soient le gage d'un labeur fraternel et fructueux.

Dans l'unité de votre double Mouvement international, vous symbolisez à Nos yeux non seulement la diversité des professions littéraires et scientifiques qui se partagent le champ de l'activité intellectuelle, mais encore la richesse ancestrale des traditions propres à chacune de vos contrées d'origine ; votre seule présence, au surplus, témoigne des patients efforts de tant de prêtres et de laïques qui, en chaque ville, chaque Université, ont suscité ces groupes d'Action catholique dont la vitalité reste la condition et la garantie de la valeur de votre Assemblée. Aussi, en saluant le Congrès de *Pax Romana,* Nous voyons se profiler à vos côtés l'immense foule de Nos fils, les étudiants et les intellectuels catholiques du monde entier : à eux tous, comme à vous-mêmes, Nous rappelons, comme une impérieuse exigence, ces deux devoirs : présence à la pensée contemporaine, service de l'Eglise.

Oui, soyez partout présents à la pointe du combat de l'intelligence, à l'heure où celle-ci s'efforce d'envisager les problèmes de l'homme et de la nature aux dimensions nouvelles où ils se posent désormais. Nul, sans doute, ne se dissimule les écueils particuliers qui guettent aujourd'hui l'esprit humain du fait de l'ampleur des questions soulevées ; et pourtant, les fils de l'Eglise pourraient-ils délaisser la recherche et la réflexion, quand précisément des applications désordonnées de la science et les prestiges du relativisme philosophique ébranlent, en des esprits fragiles et inquiets, les principes les plus fondamentaux et les valeurs les plus essentielles ?

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 30. 8. 1950.

Que notre présence en cette arène de la pensée y porte au contraire un témoignage de fermeté et de prudence. Le progrès scientifique ne saurait comme tel déconcerter le croyant qui, bien plutôt, se plaît à le servir et salue en toute découverte une éclatante manifestation de la sagesse et de la grandeur du Créateur. Mais, face à la séduction des systèmes nouveaux, il est plus que jamais nécessaire, pour l'avenir même de l'esprit, d'assurer les bases d'une saine philosophie et d'affirmer la transcendance de la vérité ; hors de là, la raison humaine ne peut que s'affoler dans l'instabilité, à moins quelle ne s'érige elle-même en principe suprême, contempteur des droits souverains de Dieu.

Que votre présence y porte également un témoignage de charité et d'union : sans doute l'ampleur du savoir contemporain exige-t-elle désormais, sur le seul plan des connaissances techniques, une collaboration, trop souvent paralysée, hélas ! par des considérations étrangères au souci de la vérité. Mais, plus encore, l'urgence des problèmes humains posés à notre génération appelle tous les esprits droits et sincères à la communauté des efforts dans la compréhension réciproque : étudiants de divers pays, intellectuels catholiques de toutes professions, multipliez entre vous, autour de vous, les échanges fructueux et les contacts pacificateurs !

Une telle action et de tels témoignages sont déjà, à vrai dire, de la part de catholiques appréciés pour leur compétence et leur conscience, un authentique service de l'Eglise.

Mais ce service, vous l'accomplirez plus précisément encore dans le cadre de votre profession, en apportant à l'élaboration de la pensée chrétienne l'appoint nécessaire de vos expériences et de votre culture. Aujourd'hui, les théologiens catholiques doivent pouvoir compter sur Nos fils, savants ou techniciens, philosophes ou juristes, historiens, sociologues ou médecins, pour fournir à leurs travaux l'assistance de connaissances profanes éprouvées. Au sein de l'Eglise et en votre qualité d'intellectuels, c'est là votre mission privilégiée.

Et c'est pourquoi, ce service vous l'accomplirez avec le sens de votre responsabilité mais aussi d'un cœur filial et avec une confiante docilité. L'enseignement que l'Eglise vous délivre, les directives qu'elle vous donne, la prudence qu'elle vous impose parfois, sont pour vos labeurs autant de sources de fécondité, autant de garanties de sécurité, autant d'assurances de vraie liberté. Nous souhaitons de tout cœur que, dans l'exercice de votre tâche professionnelle, vous découvriez chaque jour davantage avec quel respect et quelle vigilance l'Eglise maternelle soutient vos efforts en ces temps difficiles que vous vivez.

A ces conditions, étudiants et intellectuels chrétiens, vous participerez selon votre propre vocation à l'œuvre de la Rédemption, dans le monde qui naît sous nos yeux. La coopération à cette œuvre de salut — dont vous avez tenu à faire le thème central de votre Congrès — n'exige-t-elle pas, en effet, que vous vous insériez au cœur même de l'effort intellectuel contemporain, à l'image du Christ, en tout semblable à nous, hormis le péché ? Et n'exige-t-elle pas également que vous portiez, féconde en vos esprits, la vertu salvatrice de ce Christ seul Rédempteur, dont la vie nous est communiquée dans l'Eglise !

Poursuivez donc vos travaux, animés d'un même esprit, forts d'une même espérance, sûrs de la confiance que vous font l'Eglise et son chef. C'est en gage de Notre paternelle bienveillance et de Nos vœux que Nous vous accordons de grand cœur une large Bénédiction Apostolique, source de grâces abondantes sur vos personnes et vos labeurs.

Du Vatican, le 6 août 1950.

PIUS PP. XII.

ALLOCUTION DE S. S. PIE XII
aux élèves de l'École normale supérieure

Le 2. 9. 1950, *le Saint-Père a reçu en audience un groupe important d'élèves de l'Ecole normale supérieure et des cours préparatoires à cette Ecole. Ils étaient accompagnés de leur aumônier, l'abbé André Brien. Le Saint-Père leur a adressé l'allocution suivante* (1) *:*

Votre groupe, chers normaliens, petit par le nombre, compte à Nos yeux parmi les plus importants. Aussi, dans l'impossibilité de vous entretenir plus au long, comme Nous l'aurions souhaité, Nous tenons néanmoins à vous adresser deux mots d'affection et d'encouragement. Votre recrutement, votre formation, votre propre travail personnel, vous destinent un jour à être dans les premiers rangs de ceux qui exercent en France une influence intellectuelle prépondérante. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des hommes sortis de l'Ecole normale supérieure, pour se rendre compte que, s'ils occupent dans l'enseignement universitaire ce qu'on a appelé dans une heureuse formule les postes-clés, leur prestige et leur autorité morale débordent largement les limites des grandes chaires professorales. Dans le nombre des écrivains, des critiques les plus en vue, des guides de l'orientation philosophique, des diplomates les plus considérés, des hommes politiques conducteurs de l'opinion, partout l'on trouve les noms d'illustres normaliens.

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 2. 9. 1950.

En faut-il davantage pour faire entrevoir les raisons de Notre particulier intérêt ? Vous devez diriger le courant de la pensée ; fort bien, mais dans quel sens ? N'est-ce pas là une question de gravité capitale ? Bien souvent et trop longtemps — Nous pouvons devant vous parler avec une entière franchise, — ce courant, unique et sans dérivation, demeurait étranger, hostile même, au courant catholique ou tout simplement religieux. En ces temps-là même, bon nombre de vos aînés ont donné l'exemple de la fermeté dans leurs principes, de la fière énergie de leur conduite chrétienne. Il fallait alors du courage, presque de l'héroïsme.

Depuis, le mouvement catholique au sein même de l'Ecole, et sans détriment, tant s'en faut, de la fraternelle camaraderie, s'est accentué, malgré des éclipses passagères dues aux circonstances extérieures, et votre présence ici est un signe évident des plus heureuses dispositions. Le plus grand nombre d'entre vous sont ouvertement croyants, pratiquants et zélés, membres du groupe des « Talas ». Il en est d'autres qu'amène ici une saine et loyale curiosité ; d'autres encore, peut-être, qui viennent ici avec le désir et l'espoir d'y trouver « ce qu'on vient chercher à Rome ».

A vous tous, tant que vous êtes, très chers fils — car à vous tous Notre cœur aime à donner ce nom, — Nos souhaits de lumière et de juvénile ardeur à chercher la vérité pour la donner à votre tour aux autres. Que l'Esprit-Saint vous illumine, que la Vierge immaculée, siège de la sagesse, vous éclaire et vous guide, que sur vous descende l'abondance des grâces divines, en gage desquelles Nous vous donnons, avec l'affection la plus paternelle, Notre Bénédiction apostolique.



ALLOCUTION DE S. S. PIE XII

aux membres du Congrès international des pharmaciens catholiques

Le samedi 2 *septembre* 1950, *le Saint-Père a adressé l'allocution suivante aux quelque quatre cents membres du Congrès international des pharmaciens catholiques, qui venait de se dérouler à Rome* (1) *:*

Maintes fois déjà Nous avons eu l'occasion de manifester notre intérêt pour tous ceux et celles qui, à des titres divers, et dans les activités les plus variées, consacrent leur vie et leur dévouement au soulagement des souffrances, à la guérison des infirmités, et, dans la mesure du possible, à la défense préventive contre les maladies par tous les moyens et grâce à tous les progrès de l'hygiène et de la prophylaxie.

Dans l'ensemble de ce corps sanitaire, vous tenez une place fort importante par les continuelles fatigues qu'elle vous impose, par les lourdes responsabilités dont elle vous charge. Et c'est pourtant la première fois que Nous Nous adressons expressément et particulièrement à vous, chers fils pharmaciens catholiques. Aussi aurions-Nous eu plaisir à vous entretenir un peu plus au long, si les multiples et pressants devoirs de cette Année Sainte ne Nous obligeaient à Nous imposer des limites.

Vos fatigues et vos responsabilités, disions-Nous. Elles ne sont pas toujours, ni par tout le monde, connues et appréciées à leur juste mérite. On ne saurait cependant en faire reproche à personne : votre activité attentive s'exerce en grande partie dans le silence de vos laboratoires. Le public n'en est pas témoin, et vous n'avez pas, comme le médecin ou l'infirmier, le réconfort psychologique que donne, si pénible qu'il soit parfois, le contact intime, permanent, avec les patients.

Pour achever de voiler aux yeux des profanes l'intensité et la valeur de votre travail, le développement extraordinaire qu'a pris la thérapeutique par les spécialités donne l'impression, bien injustifiée, que la partie commerciale tient, sinon l'unique, du moins la première place dans vos occupations. Il faut pourtant reconnaître que bon nombre d'entre vous ont contribué notablement à la découverte et au perfectionnement de ces mêmes spécialités. Mais le domaine propre de votre profession déborde ce champ restreint. Malgré tout, les manipulations pour l'exécution des ordonnances médicales n'ont pas cédé tout le terrain aux spécialités, précisément dans les cures les plus délicates, et, dans bien des cas aussi, dans celui, par exemple, de graves opérations chirurgicales, les préparations destinées à l'asepsie, à l'antisepsie, à la narcose, à l'anesthésie, requièrent de vous le plus grand soin.

Il suffit de songer un instant aux conséquences de la plus petite erreur, non seulement sur la substance, mais sur la qualité, le dosage, la durée de validité, pour entrevoir la responsabilité qui vous incombe. Qui donc oserait la prendre sur ses épaules, sans s'y être préparé par l'étude et par la pratique des sciences physiques, chimiques, botaniques, biologiques, dont peu de gens supposent l'ampleur et la difficulté ? Une chose rend encore cette responsabilité plus pesante, c'est que votre attention ne peut se relâcher, pour ainsi dire, un instant, c'est qu'elle doit s'exercer au delà de vos propres actions, sur celles de tous vos collaborateurs, aides, préparateurs,

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* de 4-5. 9. 1950.

« élèves », parce que, si le pharmacien peut et doit se faire assister, il n'a droit de se reposer sur personne.

Votre responsabilité s'étend plus loin : outre son aspect technique, l'effet heureux ou funeste des remèdes, elle revêt aussi un aspect moral, auquel la déviation et le désarroi actuel des consciences donnent aujourd'hui une gravité plus grande que jamais.

Parfois vous avez à lutter contre l'importunité, la pression, les exigences de clients qui recourent à vous en vue de faire de vous les complices de leurs desseins criminels. Or, vous le savez, dès lors qu'un produit, par sa nature et dans l'intention du client, est indubitablement destiné à une fin coupable, sous n'importe quel prétexte, sous n'importe quelles sollicitations, vous ne pouvez accepter de prendre part à ces attentats contre la vie ou l'intégrité des individus, contre la propagation ou la santé corporelle et mentale de l'humanité. Vous aurez, au contraire, fort à cœur d'unir vos efforts en vue de rallier l'opinion à la doctrine et à la morale catholiques, qui ne font que promulguer avec l'autorité de la religion la doctrine même de la raison et la morale de la simple honnêteté.

C'est avec confiance que Nous attendons de vous ce zèle à réveiller et éclairer les consciences, et que Nous appelons de tout cœur sur vous-mêmes, sur votre Congrès, sur vos collègues, sur vos familles, les plus précieuses grâces de Dieu, en gage desquelles Nous vous donnons Notre Bénédiction apostolique.

ALLOCUTION DE S. S. PIE XII
aux artistes catholiques

Lors de l'audience qu'il a accordée, à Castel-Gandolfo, aux artistes catholiques qui tenaient à Rome leur premier Congrès international, le Saint-Père a prononcé l'allocution suivante (1):

C'est une opportune et utile initiative que vous avez prise, très chers fils, en suscitant et organisant parmi vous le premier Congrès international des artistes catholiques, dont Nous sommes heureux de saluer ici les distingués représentants.

On a déjà tant parlé de l'art, sujet inépuisable ! Votre présente démarche Nous invite à mettre en relief — très brièvement — la part de l'art dans l'œuvre de la paix.

Pax Romana !

Les agitations d'un monde ébranlé dans son fondement, les mésintelligences des esprits, les oppositions des intérêts, les ombrages d'un particularisme hypersensible, ont, malgré la multiplication des contacts et des rapprochements matériels, accentué les isolements, élargi et approfondi les distances morales. L'excès même du mal a mis petit à petit en plus vive lumière la nécessité d'unir dans une communauté d'action toutes les forces dispersées des nations et des peuples désireux de la paix.

Ce n'est pas d'aujourd'hui ni d'hier que datent partout les efforts persévérants et habiles en vue de se ménager l'alliance ou la coopération des autres pays. Les événements actuels en ont souligné, non pas la vanité et l'inutilité, mais bien l'insuffisance et l'instabilité. Alors on s'est mis avec une louable ardeur à promouvoir, en dépit des difficultés de toutes sortes, des Unions internationales d'ordre politique, juridique, économique, social. Bien vite on a constaté qu'il était encore besoin de quelque chose de plus intime, de plus humain, et l'union — tout au moins des unions partielles, — ont commencé à se former sur le terrain technique, scientifique, culturel.

Dans cet ordre intellectuel, l'Union des artistes catholiques, qui célèbre actuellement son premier Congrès, tient une place des plus estimables. Cela va de soi, étant donné d'abord que l'art est, à certains égards, l'expression la plus vivante, la plus synthétique, de la pensée et du sentiment humain, la plus largement intelligible aussi, puisque, parlant directement aux sens, l'art ne connaît pas la diversité des langues, mais seulement la diversité extrêmement suggestive des tempéraments et des mentalités. De plus, par sa finesse, sa délicatesse, l'art, auditif ou visuel, pénètre dans l'intelligence et la sensibilité du spectateur ou de l'auditeur à des profondeurs où la parole, soit écrite, soit parlée, avec sa précision analytique, insuffisamment nuancée, ne saurait atteindre.

Pour ces deux raisons, l'art aide les hommes, nonobstant toutes les différences de caractères, d'éducation, de civilisation, à se connaître, à se comprendre, du moins à se deviner mutuellement, et, par suite, à mettre en commun leurs ressources respectives en vue de se compléter les uns par les autres.

Une première condition s'impose pour que l'art puisse produire un si désirable résultat : à savoir sa valeur expressive, faute de laquelle il cesse d'être un art véritable. La remarque n'est pas superflue aujourd'hui où trop souvent, en certaines écoles, l'œuvre d'art ne suffit pas par elle-même à traduire la pensée, à extérioriser le sentiment, à révéler l'âme de son auteur. Mais dès lors qu'elle a besoin d'être expliquée en langage verbal, elle perd sa valeur de signe pour ne servir à procurer aux sens qu'une jouissance physique, qui ne dé-

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 6. 9. 1950.

passe pas leur niveau, ou à l'esprit celle d'un jeu subtil et vain. Autre condition pour que l'art accomplisse avec dignité et fruit sa glorieuse mission d'entente, de concorde, de paix, c'est que, par lui, les sens, loin d'appesantir l'âme et de la clouer au sol, lui servent d'ailes, au contraire, pour s'élever des petitesses et des mesquineries passagères, vers l'éternel, vers le vrai, vers le beau, vers le seul vrai bien, vers le seul centre où se fait l'union, où se réalise l'unité, vers Dieu. N'est-ce pas ici que s'applique à la lettre le splendide manifeste de l'apôtre : *Invisibilia enim ipsius a creatura mundi per ea quae facta sunt, intellecta conspiciuntur, sempiterna quoque ejus virtus et divinitas* (*Rom.*, I, 20).

C'est pourquoi toutes les maximes qui font déchoir l'art de son rôle sublime, le profanent et le stérilisent. « L'art pour l'art » : comme s'il pouvait être à lui-même sa propre fin, condamnée à se mouvoir, à se traîner au ras des choses sensibles et matérielles ; comme si par l'art les sens de l'homme n'obéissaient à une vocation plus haute que celle de la simple appréhension de la nature matérielle, la vocation d'éveiller dans l'esprit et dans l'âme de l'homme, grâce à la transparence de cette nature, le désir des « choses que l'œil n'a point vues, que l'oreille n'a point entendues et qui ne sont pas montées jusqu'à son cœur » (*I Cor.*, II, 9).

D'un art immoral, qui fait profession d'abaisser et asservir aux passions charnelles les puissances spirituelles de l'âme, Nous ne dirons rien ici. Du reste, « art » et « immoral » : ce sont là deux mots en criante contradiction, et votre programme ignore leur jonction. Soyez donc félicités, Messieurs, d'avoir compris la tâche qui vous incombe et d'avoir voulu, en face d'une « culture sans espérance », considérer l'art comme « source d'une espérance nouvelle ». Faites donc sourire sur la terre, sur l'humanité, le reflet de la beauté et de la lumière divine, et vous aurez, en aidant l'homme à aimer « tout ce qu'il y a de vrai, de pur, de juste, de saint, d'aimable », contribué grandement à l'œuvre de la paix, et *Deus pacis erit vobiscum* (Cf. *Phil.*, IV, 8-9). Que la Vierge immaculée, miroir de la justice et de la splendeur de Dieu, Reine de la paix, et qu'on peut bien appeler la Reine des arts, vous inspire et vous assiste ; qu'elle fasse descendre sur vous, dont elle est l'idéal amoureusement contemplé, les grâces de son Fils, en gage desquelles Nous vous donnons, à vous, à tout le groupe des artistes catholiques, à tous ceux qui vous sont chers, Notre Bénédiction apostolique.

LETTRE DU SAINT-PÈRE

à l'Union catholique internationale du Service social

A l'occasion du 25e anniversaire de la fondation de l'Union catholique internationale du Service social, le Saint-Père a adressé la lettre suivante à Mlle Baers, secrétaire générale du mouvement (1).

Parmi les nombreux Congrès qui, durant l'Année Sainte, attestent à Rome même la diversité et l'ampleur de l'activité catholique dans le monde, la VIIe Conférence organisée, en septembre prochain, par l'Union catholique internationale de Service social, à l'occasion de son 25e anniversaire, s'inscrit à une place de choix. Une telle assemblée ne manquerait pas, en tout temps, de susciter l'intérêt que lui confèrent les développements croissants du Service social ; mais, en cette circonstance particulière, ne porte-t-elle pas aussi témoignage du travail réalisé par cette Union, depuis un quart de siècle ? Nous le pensons, et c'est pourquoi Nous tenons à vous exprimer Nous-même Notre paternelle satisfaction et Nos encouragements les plus bienveillants.

L'œuvre accomplie est aujourd'hui tout à l'honneur de ceux qui, comme le chanoine Belpaire et vous-même, en furent dès la fondation les artisans infatigables et dévoués. A travers quelque trente pays, de nombreuses écoles catholiques du Service social ont été fondées dans le cadre de cette Union internationale, et celle-ci groupe déjà, par ailleurs, tant en Enrope qu'en Amérique et en Australie, vingt Associations professionnelles d'assistants sociaux et d'assistantes sociales. Résultats tangibles et substantiels, certes ; mais Nous savons, en outre, la valeur inestimable des contacts établis, des expériences confrontées, des efforts stimulés et orientés, en un mot la valeur de cette communauté d'action pour le progrès du Service social, dans le respect de la diversité des conditions locales. C'est, enfin, jusque dans le plan de la vie internationale que, grâce à l'autorité qu'elle s'y est acquise, votre Union catholique a pu faire respecter, en plusieurs rencontres, les principes doctrinaux dont elle se réclame.

Nul ne saurait contester, en effet, le double caractère de compétence professionnelle et de fidélité chrétienne qui doit qualifier une action telle que la vôtre. Dans le monde moderne, aux rouages lourds et complexes, le Service social ne conquiert-il pas, en fait, une place toujours plus considérable ? Ses ambitions aujourd'hui sont vastes et ses techniques rigoureuses ; depuis longtemps, il a franchi le stade des initiatives spontanées et tend à se fonder sur les données les plus récentes de la science.

Face à un tel état de choses, vous avez heureusement saisi l'impérieux devoir, pour les écoles et les Associations de Service social, d'assurer aux élèves et d'entretenir, chez tous, une formation de qualité : cette préoccupation, Nous le savons, vous animait dès l'origine ; elle inspire les programmes du prochain Congrès, et Nous en espérons les meilleurs fruits.

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 10. 9. 50.

Mais, au terme de ces vingt-cinq années, il Nous plaît également de souligner avec quel zèle l'Union catholique internationale n'a cessé de rappeler à tous fidèlement les principes moraux et religieux qui doivent guider Nos fils et Nos filles dans l'accomplissement de leur si noble tâche sociale. Celle-ci, en effet, parce qu'elle est par excellence le service de la famille, de la profession et de la cité, ne peut se réaliser chrétiennement si elle n'est sans cesse éclairée des lumières que la foi projette sur ces cadres essentiels de la vie humaine. Or, il n'est que trop facile, hélas ! dans une société qui méconnaît la destinée surnaturelle de ses membres, de se laisser guider par une technique du Service social conçue à l'encontre et au mépris des lois de la morale chrétienne. Un tel risque n'est pas illusoire aujourd'hui, et pour le combattre efficacement, vous aimez à multiplier les écoles et les Associations professionnelles catholiques de Service social, là où elles peuvent être fondées.

A la veille du Congrès qui, Nous l'espérons, verra affluer dans la Ville Eternelle de nombreux participants de toutes contrées, Nous formons le vœu de fructueux travaux, point de départ de nouveaux progrès. N'est-ce pas le meilleur souhait que Nous puissions formuler d'un cœur paternel en cette date anniversaire, et en gage duquel Nous vous accordons à vous-même, à vos collaborateurs, aux organisateurs de la Conférence, à tous les membres, enfin, de l'Union catholique internationale de Service social, une large Bénédiction apostolique.

PIUS PP. XII

ACTES DE L'ÉPISCOPAT

UNE NOTE DE S. EM. LE CARDINAL GERLIER sur l'Encyclique « Humani generis »

S. Em. le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, primat des Gaules, a fait précéder de la note suivante la publication par la Semaine religieuse de Lyon *de l'Encyclique* Humani generis (1) :

La parole du Pape n'a besoin d'aucun commentaire. Je n'écris ici ces quelques lignes que pour fixer d'un mot des positions sur lesquelles on ne saurait hésiter.

Ce grave document était attendu. Depuis quelque temps déjà, une sorte d'effervescence intellectuelle déconcertait quelques âmes. Certaines audaces de pensée fusaient ici ou là. Dans la sereine sollicitude de son magistère, le Docteur suprême intervient. Immédiatement, deux conclusions s'imposent à tous.

Cet enseignement du Vicaire de Jésus-Christ nous trouvera tous humblement, filialement dociles. Quelques-uns pourront être émus. Ils seront les premiers à s'incliner devant l'Autorité qu'on ne discute pas. Chacun se souviendra que c'est ainsi qu'on sert l'Eglise et la vérité.

Tous, d'autre part, voudront garder devant cet acte solennel le souci de totale charité fraternelle qui, seul, peut correspondre à sa gravité et au désir certain du Père commun. Nous nous réjouissons de voir le Pape affirmer la vérité, en des problèmes où tant de controverses risquaient de l'obscurcir. Mais nul n'oubliera pour autant le mérite de ceux qui ont cherché avec loyauté, dans le désir du bien des âmes, et que le successeur de Pierre ne veut certes pas décourager, ni entraver dans leur effort, mais seulement préserver de certaines déviations périlleuses. Que pas un mot ne soit donc prononcé qui puisse aigrir ou attrister.

Ainsi l'acte du Pape resserrera notre union autour de lui, et nous rapprochera tous fraternellement dans l'amour de l'Eglise et la reconnaissance envers son Chef.

(1) Cf. *la Croix* des 10-11. 9. 50.

S. EXC. MGR FELTIN jette l'interdit sur M. l'abbé Boulier

La Semaine religieuse de Paris, *du 9 septembre publie le communiqué officiel suivant de S. Exc. Mgr Feltin :*

M. l'abbé Boulier avait reçu de l'autorité ecclésiastique de nombreux avertissements privés ou publics, et le dernier sous forme canonique. Malgré ceux-ci, il a repris ouvertement les activités qui lui avaient été défendues.

En conséquence et en conformité avec l'article 2 269 du Code de droit canonique, nous interdisons personnellement M. l'abbé Boulier. A dater du 10 septembre, il n'aura plus le pouvoir de célébrer la sainte messe, d'administrer ou de recevoir les sacrements.

Ce n'est pas sans une peine profonde que nous prenons cette décision. Nous avons longtemps temporisé, multipliant, directement ou par intermédiaire, les démarches, dans l'espoir que M. l'abbé Boulier reviendrait à une exacte compréhension de son devoir.

Les articles qu'il a publiés, les conférences qu'il a données en ces derniers temps ne nous permettent plus de patienter et nous obligent à sévir.

Nous continuerons à prier pour ce frère égaré.

Nous invitons nos fidèles à partager notre peine et à s'associer à nos prières.

Paris, le 6 septembre 1950.

† MAURICE FELTIN,
archevêque de Paris.

UN COMMUNIQUÉ DE L'ARCHEVÊCHÉ DE PARIS

La Semaine religieuse de Paris du 30. 9. 50 *a publié le communiqué suivant de S. Exc. Mgr Feltin, archevêque de Paris :*

Par lettre datée du 12 août 1950, la S. C. du Saint-Office nous a informés que les ouvrages de M. Paul Chanson : *L'art d'aimer* (Paris, 1950) et *Art d'aimer et continence conjugale*, avec postface du P. H.-M. Feret, *Art d'aimer et vie spirituelle chrétienne* (Paris, 1950), devaient être retirés du commerce et qu'aucune nouvelle édition ou traduction ne devait être autorisée en raison de « l'orientation générale et des conseils particuliers » que donnent ces ouvrages.

Nous en avons avisé les auteurs et, à la demande de la S. Congrégation, nous en informons, par ce communiqué, les fidèles.

MAURICE FELTIN,
archevêque de Paris.

CHRONIQUE DE LA PRESSE

Autour de l'Encyclique « Humani generis »

La presse française

La Croix.

Sous ce titre : « La pureté de la foi », Emile GABEL *livre dans* la Croix *du* 26. 8. 50 *une série de réflexions destinées à préparer à l'intelligente lecture de l'Encyclique, alors que le texte intégral n'était pas encore paru en France et qu'on ne disposait que de résumés d'agences.*

C'est dans le calme lumineux des côtes du Midi que j'apprends la parution de l'Encyclique *Humani Generis.*

Il est assez difficile de parler d'une Encyclique osant aborder d'aussi graves et délicats problèmes, quand on n'a pas sous les yeux le texte intégral et que l'on doit se contenter d'un résumé d'agence. Les réflexions que je livre aux lecteurs de *la Croix* effleurent donc à peine les opinions des systèmes mis en cause. Et je voudrais simplement préparer nos amis à l'intelligente lecture du texte même de l'Encyclique.

***

Rappelons, d'abord, le droit de l'Eglise à nous donner des directives doctrinales et de mise en garde contre le goût de la nouveauté. Elle exerce de la sorte son magistère ordinaire, veillant au développement et à la sauvegarde de notre foi.

L'Eglise, ayant reçu le dépôt révélé, ne peut accepter ni de le diminuer, ni de l'altérer, mais elle doit le conserver en son intégrité et en sa pureté. Grandiose responsabilité qui est celle de redire à toutes les générations des hommes le seul et identique message du Christ !

Tout au long de son histoire, l'Eglise a exercé son magistère avec un égal amour de la vérité et des âmes.

A certaines heures tragiques elle a été placée devant l'alternative qui semblait lui être imposée ou de changer son enseignement ou de perdre ses enfants.

Mais cette alternative n'existe pas, puisque changer quelque chose à son enseignement serait perdre ses enfants et se perdre elle-même. L'Eglise n'aime les chrétiens que dans la mesure où elle les nourrit de la pure et intégrale vérité du Christ.

Il nous faut donc accueillir ses directives avec soumission et confiance filiale. L'Eglise sait comment et quand il faut parler. Les hommes sont parfois surpris ou scandalisés. On l'a vu après le *Syllabus* et le décret *Lamentabili.* Que l'on lise maintenant avec les yeux de la foi et l'expérience des victoires ! Il faut, en outre, se faire comme une âme vierge pour accueillir ce document pontifical sans idée préconçue et pour y voir *tout ce que et seulement ce que* l'Eglise y a mis. Ce n'est donc pas service authentique d'Eglise et amour réel de son magistère que de minimiser ou de majorer les enseignements de cette Encyclique.

***

Du résumé qui nous a été présenté semble se dégager une première préoccupation : c'est le goût des hommes de science de lancer inconsidérément dans le public des opinions qui déboussoleraient les fidèles.

L'Eglise n'est pas une assemblée d'intellectuels qui peuvent jouer avec les hypothèses les plus audacieuses, parce qu'ils savent toujours (du moins c'est leur métier) distinguer entre ces hypothèses théologiques et les données certaines de la foi.

L'Eglise est l'assemblée de tout le peuple fidèle. Or, un peuple est fait, en sa grande majorité, non pas de savants ou d'intellectuels, mais d'humbles gens, dans leur culture comme dans leur fortune. Elle ne refuse sa place à personne, mais, parce que Mère, elle se penche avec plus de tendresse sur les membres les plus faibles de sa famille. Beaucoup de chrétiens ne sont évidemment pas assez instruits pour comprendre les subtilités de certaines positions. Il y aurait donc danger à diffuser chez eux des opinions que des cercles fermés peuvent et doivent même discuter ; lancer dans le grand public ces nouveautés ou ces audaces sèmerait le trouble, ébranlerait la foi.

L'Eglise ne condamne pas nécessairement ces thèses. Mais elle estime qu'il est imprudent de les répandre, parce que la masse des fidèles n'est pas capable de les saisir. Un pur intellectuel regimbera, mais un chrétien qui n'accepte pas de scandaliser ses frères comprendra.

L'Eglise n'est pas contre le progrès scientifique. Le Saint-Père n'invitait-il pas encore tout récemment les membres de *Pax Romana* à être à la pointe du combat de l'intelligence ? (1) Mais, en même temps, elle sait que les esprits ont d'abord besoin de la vérité. Elle redoute un peu que, dans les circonstances actuelles, des hommes qui préfèrent l'inconnu des chemins de traverse, ou le découvert de terres inexplorées, deviennent des guides attitrés des fidèles et même des futurs prêtres.

A la base de toute vie chrétienne et même de toute vie intellectuelle, plaçons des certitudes et non des opinions, des principes absolus et non des hypothèses. S'il règne dans les esprits un tel désarroi, c'est qu'ils n'ont plus aucun point d'appui ou de repère qui les maintienne dans leur assiette ou leur imprime une orientation stable.

Devant le pullulement des systèmes, il importe de demeurer fidèle, avec la nécessaire adaptation en tenant compte de tout l'apport des connaissances profanes et éprouvées, aux principes de la philosophie traditionnellement reçus dans l'Eglise pour l'étude scientifique de la foi.

Devant la vogue de certaines hypothèses, il importe de ne pas les transformer précipitamment en certitudes scientifiques que l'on opposera aux données révélées. Le Pape attire notre attention plus particulièrement sur les théories de l'évolution et des origines de l'homme. Des avatars passés devraient nous rendre plus circonspects et surtout nous faire accepter avec docilité l'enseignement de l'Eglise en une matière où sont engagés des points essentiels de la foi : la création libre de l'univers matériel et la création de l'homme.

***

La grande tentation par laquelle passe maintenant l'esprit humain est celle du relativisme. Cela n'apparaît pas, parce qu'on lui donne des noms plus reluisants.

On n'accepte plus la transcendance de la vérité. Frappé par les besoins particuliers d'une époque et sensible aux colorations que prend une vérité

(1) Cf. *supra,* col. 1281, le texte du message du Pape à *Pau Romana.* (*N. D. L. R.*)

dans les diverses civilisations, on est porté à croire que la vérité change et s'adapte. C'est bien le triomphe du concret, du fluent et du relatif sur l'abstrait, l'immuable et l'absolu. De l'existentiel sur l'essentiel, pour parler dans le goût du jour.

Nous avons peur de la vérité en elle-même dans sa fulgurante intransigeance et son immuable sérénité. Le buisson ardent nous effraye.

Aussi estime-t-on que les formules dogmatiques n'expriment plus correctement les mystères, parce que l'ambiance philosophique et religieuse, morale et sociale, n'est plus la même qu'au moment où ces formules ont été élaborées.

Ailleurs on sera tenté de sacrifier, pour les douceurs de la charité, les exigences de la vérité et on cherchera une unité des cœurs en marge de l'unité des esprits.

Ailleurs encore, on se laissera entraîner par une dialectique susceptible d'ébranler les fondements de la morale : on n'aura plus devant les yeux la loi éternelle pour juger son action, mais les nécessités sociologiques qui imposeraient les moyens pour parvenir à une fin.

Cette Encyclique invite les savants à poursuivre leurs efforts d'investigation dans tous les domaines et, par là, elle est un encouragement. Mais en même temps elle leur rappelle à quelles conditions leur travaux seront fructueux, et, par là, elle est une mise en garde. Œuvre de sagesse d'une Eglise qui depuis toujours allie la prudence et l'audace, la fidélité et le renouveau.

Il nous faudra lire attentivement ce document et recevoir, avec la docilité d'un fils et d'un disciple, ces directives de notre Eglise, Mère des âmes et Maîtresse de vérité.

*
**

La Croix *du 7. 9. 50 a publié un article de Mgr* FONTENELLE, *intitulé : « Honneur au magistère ». Avant d'exposer le rôle du magistère pontifical, l'auteur explique que l'Encyclique* Humani Generis *est une « affectueuse mise en garde, plutôt qu'une dure condamnation », et qu'on ferait fausse route en la présentant « comme un nouveau* Syllabus *».*

La lecture attentive et sereine de l'Encyclique *Humani generis* dans son texte complet aura dissipé certaines préventions qu'avaient pu faire naître les premiers communiqués qui la représentaient comme un nouveau *Syllabus*. Certes, c'est un document doctrinal de première importance, mais qui est dans l'ensemble une affectueuse mise en garde plutôt qu'une dure condamnation. Pie IX, en 1864, et Pie X, en 1907, étant donné le grave péril que courait la foi, à leur époque, spécialement au moment du modernisme, avaient dû rédiger un recueil de propositions réprouvées et proscrites. Il fallait que, d'urgence, le fer fût mis à la racine. Et quel soulagement n'en résulta-t-il pas pour l'exercice et le progrès d'une saine intelligence catholique ! Il en va, grâces à Dieu, tout autrement aujourd'hui. Le Pape rend hommage, à plusieurs reprises, aux mérites et à l'orthodoxie des maîtres à penser dans l'Eglise. Quand il signale des imprudences, voire des erreurs, il s'empresse d'en relever le caractère plutôt exceptionnel. Mais sa suprême charge de Docteur et ses entrailles de Père commun l'obligent à intervenir et à prévenir, avec autant de fermeté que de délicatesse [...]

L'Époque.

Sous ce titre : « L'Encyclique Humani Generis *et le temps présent », Gaëtan* BERNOVILLE *insiste, dans* l'Epoque *du 4. 9. 50, sur l'opportunité de cette Encyclique dans un monde désaxé, déshabitué de croire à la transcendance de la vérité et où des catholiques paraissent plus soucieux de suivre coûte que coûte, au lieu de guider.*

Le texte intégral de l'Encyclique *Humani generis* est maintenant connu. La somme des matières qu'elle embrasse, leur importance vitale quant à l'intégrité du dépôt de la foi, leur complexité sont telles qu'il ne saurait être question d'en donner une idée suffisante dans le cadre d'une chronique. Il faut se référer au texte même de ce document insigne et l'étudier longuement, la plume à la main.

Ce que je voudrais simplement marquer ici après une première lecture, c'est l'inégalable service que le Saint-Père vient de rendre à un monde désaxé, l'opportunité supérieure de son intervention. Trop de catholiques ont accoutumé — cela s'est vu aux temps du modernisme, du Sillon, de l'Action française et en d'autres occasions — de témoigner, quand certaines tendances se trouvent ainsi condamnées, qui leur déplaisent, d'une joie d'assez basse qualité, car elle est partisane et non désintéressée. Il importe ici, plus que jamais d'élever nos pensées aux hauteurs où se situe celle du Souverain Pontife et où il nous convie. Une seule chose compte : une multitude d'esprits profondément troublés par des courants d'idées qui leur semblaient dissoudre, ou du moins émietter, certaines certitudes essentielles où ils s'arc-boutaient, avaient besoin de lumière comme de pain. La lumière est venue.

*
**

Il faut dire avec force que l'affaire n'intéresse pas seulement les théologiens, les philosophes, les hommes d'études, mais tous les catholiques, mais l'ensemble des peuples chrétiens. C'est une éclatante évidence que l'histoire présente du monde se ramène — et avec quelle netteté tragique ! — au combat entre les forces spirituelles et celles du matérialisme athée. Les perspectives elles-mêmes d'une nouvelle guerre, par delà les conflits des intérêts économiques et financiers, s'insèrent dans ce combat. Or, dans l'ensemble des forces spirituelles, c'est la foi catholique, telle qu'l'exprime et la sauvegarde l'Eglise romaine, qui représente l'intégrale vérité, l'intégrale solidité, le roc, déjà battu des flots furieux et reconnu comme le seul obstacle vraiment valable par les ennemis du genre humain.

C'est assez dire comme importent son intégrité et sa pureté. Qu'elles soient dangereusement menacées, c'est un fait. Déjà, les célèbres mandements du cardinal Suhard : « Essor ou déclin de l'Eglise ? » sur « le sens de Dieu », où « le rôle du prêtre dans la cité », avaient gravement attiré l'attention des catholiques français sur d'inquiétantes déviations de l'intelligence chrétienne. Tout se passait comme si celle-ci n'avait plus grand souci que de suivre au lieu de guider, que de s'adapter coûte que coûte, et aussi promptement que possible, aux grands courants d'idées contemporains, moins soucieuse d'en vérifier la valeur que de ne pas se laisser dépasser par eux, alors que leur caractéristique majeure est bien de jeter l'esprit dans le pire confusionnisme et le pire désarroi.

Les moins redoutables effets de cette mentalité néfaste n'étaient certes pas le discrédit croissant où était rejetée la Tradition, source de vie et garantie de l'avenir, non plus que l'affaiblissement progressif de l'attention révérente et de la soumission pratique dues aux actes du magistère doctrinal de l'Eglise, notamment aux Encycliques pontificales. Ainsi, du même coup, se trouvaient atteintes non seulement la foi, mais l'Eglise, gardienne de la foi. Sur ces deux points : la Tradition, le magistère de l'Eglise, S. S. Pie XII a insisté avec une force singulière [...].

L'auteur cite ensuite quelques passages de l'Encyclique qui mettent en valeur le rôle de la Tradition et du magistère.

Le Monde.

Après avoir fait remarquer que l'Encyclique est « un document qui fera date, à n'en pas douter, dans l'histoire du christianisme moderne », le Monde *du 2. 9. 50 lui consacre un important article signé d'André* FONTAINE *et intitulé : « En face de certaines tendances doctrinales, l'Encyclique* Humani Generis *réaffirme l'autorité du magistère de l'Eglise ».*

Notre époque, plus qu'aucune autre, remet tout en question. Philosophes, savants, hommes d'action émettent les hypothèses les plus audacieuses, piétinent allégrement les postulats sur lesquels ont vécu des générations, préconisent dans tous les ordres d'idées les solutions les plus révolutionnaires. A ce bouleversement des idées et des institutions, nul individu, nulle société ne saurait rester insensible. La révolution du xx[e] siècle s'est fait sentir dans l'Eglise catholique autant que partout ailleurs. Elle a provoqué dans son sein un vaste débat dont la manifestation la plus remarquable a été sans doute la fameuse lettre pastorale du cardinal Suhard de 1947 : « Essor ou déclin de l'Eglise ? »

En face des courants qui agitent la planète, certains se cabrent dans une attitude de refus catégorique communément désignée par le terme d'intégrisme, et dont les origines hispaniques, comme le regain d'influence, ne sont un mystère pour personne. Le plus grand nombre se contentent de suivre les directives de la hiérarchie. Mais il existe une troisième tendance : à l'opposé des intégristes, des hommes peu enclins par nature à se satisfaire des idées reçues, tentent sur tous les plans un vigoureux effort qui vise, en dernière analyse, à déterminer les points d'insertion du christianisme dans la réalité contemporaine. Les uns se montrent plus particulièrement préoccupés d'une articulation de leur science et de leur foi ; d'autres s'inquiètent de l'absence de l'Eglise dans les masses prolétarisées ; d'autres enfin, sensibles à cette blessure permanente qu'est la séparation des chrétiens en rameaux divergents, et conscients du profond désir d'unité qui anime de nombreux protestants, explorent patiemment le difficile chemin de la réconciliation. C'est, *grosso modo*, autour de ces trois soucis majeurs que s'est constituée dans l'Eglise, et surtout en France, une sorte d'avant-garde catholique, que seule une vue bien superficielle des choses pourrait habiller d'une couleur politique. Avant-garde qui n'est guère composée pour le moment que de petits groupes et de chercheurs plus ou moins isolés, mais dont l'influence s'exerce bien au delà de ses modestes effectifs, le don de soi y étant sans doute plus total, la conviction plus chaleureuse, l'intelligence plus séduisante qu'ailleurs.

La situation de ces pionniers est périlleuse. La prudence habituelle de leurs écrits, contrastant, comme le remarque Pie XII, avec des propos moins réservés dans le privé, montre qu'ils en ont bien conscience. Comme tous les combattants d'avant-poste, ils courent des risques particuliers. C'est contre ces risques qu'entend les prémunir l'Encyclique, et qu'elle entend avec eux prémunir la chrétienté tout entière.

La première tentation du franc-tireur c'est évidemment l'indiscipline. Elle est particulièrement vive à une époque où, comme l'a très justement noté le R. P. Congar, le respect de la fonction a disparu pour faire place au respect de la seule valeur personnelle. Toute la hiérarchie sociale s'en trouve ébranlée. Et la papauté n'a pas été sans en ressentir le coup. Pie XII note que *le devoir qu'ont les fidèles d'éviter les erreurs qui voisinent plus ou moins avec l'hérésie, et par conséquent d'observer même les constitutions et les décrets par lesquels le Saint-Siège proscrit et prohibe de telles opinions mauvaises, est parfois aussi ignoré* (de certains) *que s'il n'existait pas.* C'est donc, avant tout à une réaffirmation de l'autorité du magistère de l'Eglise que le Souverain Pontife a entendu consacrer *Humani Generis.* Il ne s'agit ici que de questions doctrinales ; il n'est pas exclu qu'un jour ou l'autre d'autres matières soient évoquées dans le même esprit.

Dieu, déclare le Saint-Père, *a donné à son Eglise un magistère vivant pour éclairer et dégager ce qui n'était contenu dans le dépôt de la foi que d'une manière obscure et, pour ainsi dire, implicite. Ce dépôt, ce n'est pas à chacun des fidèles ni même aux théologiens eux-mêmes que Notre divin Rédempteur en a confié l'interprétation, mais au seul magistère de l'Eglise.* Il n'est donc pas question de revenir sur les points sur lesquels l'Eglise a pris position. Et, pour que nul ne s'y trompe, Pie XII ajoute : *Il ne faut pas estimer que ce qui est proposé dans les Encycliques ne demande pas de soi l'assentiment puisque les Papes n'y exercent pas le pouvoir suprême de leur magistère. A ce qui est enseigné par le magistère ordinaire s'applique aussi la parole : « Qui vous écoute m'écoute », et, la plupart du temps, ce qui est exposé dans les Encycliques appartient déjà d'autre part à la doctrine catholique.*

Cette dernière affirmation est particulièrement fondée en ce qui concerne *Humani Generis.* Ce texte est beaucoup plus un rappel de précisions nécessaires, parce que négligées ici ou là, que l'énoncé de principes nouveaux. Ceux qui espèrent contre toute vraisemblance un « assouplissement du dogme » seront évidemment déçus. Que pourrait signifier d'ailleurs un tel assouplissement pour un catholique, sinon une atteinte au contenu même de la Révélation dont l'Eglise revendique le dépôt ? Ceux qui, au contraire, craignent le « nouveau *Syllabus* », dont il a tant été question depuis trois mois, penseront que l'Encyclique n'a de commun avec le *Syllabus* que son aspect de « catalogue d'erreurs ». Elle n'en a ni le ton ni la portée, qui étaient ceux d'un héroïque refus. Elle a pour objet essentiel de redresser l'enseignement dans les Séminaires ; on peut donc dire qu'elle fait suite aux mesures prises contre certains Jésuites de Fourvière.

Parmi les erreurs énumérées, des commentateurs pressés ont relevé pêle-mêle un certain nombre de mots en isme, dont l'existentialisme. Et de présenter M. Gabriel Marcel comme l'une des victimes du texte romain. Or, dans ce texte n'est touché, en réalité, que *l'existentialisme qui professe l'athéisme* ou *rejette la valeur du raisonnement métaphysique.* Ce qui, on en conviendra, limite singulièrement la portée de la condamnation. Il importe, en revanche, de souligner les deux déviations auxquelles le Pape consacre les plus longs développements : le « relativisme dogmatique » et le mépris de la philosophie traditionnelle [...].

Ensuite l'auteur résume les principaux enseignements de l'Encyclique sous les titres suivants : 1° relativisme dogmatique ; 2° comment interpréter la Bible ; 3° mépris de la philosophie traditionnelle. Voici sa conclusion :

[...] Tel est le contenu d'un texte dont la lecture intégrale demeure indispensable à quiconque veut en apprécier pleinement la portée. Les non-catholiques, et spécialement ceux des protestants et des orthodoxes qui sont actuellement engagés dans le mouvement œcuménique, déploreront probablement ce qu'ils considéreront comme une nouvelle preuve du « raidissement » de Rome. Pour l'immense majorité des catholiques dans le monde, l'Encyclique apparaîtra au contraire comme un encouragement à la fidélité, comme une confirmation de la confiance de l'Eglise de Pierre dans les promesses divines. Les intellectuels catholiques, clercs ou laïques, dont — son récent message au congrès de *Pax Romana* l'a montré (1) — le Pape

---

(1) Voir plus haut, col. 1281, le texte de ce document. (*N. D. L. R.*)

suit avec beaucoup d'intérêt et d'espoir les travaux, relèveront les invitations à l'action et à la recherche que contient le document pontifical. Ils auront même beau jeu de souligner la liberté que l'Eglise laisse à ses enfants sur toutes les questions qui ne touchent ni au dogme ni à la morale, et de l'opposer à l'empire de plus en plus grand que, de la linguistique à la biologie, le maître du Kremlin paraît vouloir exercer sur ses fidèles. Quant à ceux que vise en propre l'exhortation pontificale, ils accueilleront, avec quelque peine sans doute, une décision qui peut paraître ruiner une œuvre à laquelle ils ont bien souvent consacré le meilleur d'eux-mêmes. Le ton volontairement paternel qu'emploie Pie XII ne peut cependant manquer d'adoucir leur amertume. Ils n'ignorent pas que, plus que jamais, l'Eglise a besoin d'eux, et que, comme l'a si bien dit un auteur peu suspect d'hérésie, Mgr Gillet, *on se tromperait fort en croyant que l'évolution de la pensée chrétienne s'est faite sans encombre et sans opposition* (1).

Combat.

Dans Combat *du* 24. 8. 50, *André* BRISSAUD *se demande : « Après l'Encyclique de Pie XII, le dialogue avec les catholiques est-il toujours possible ? » L'auteur répond par l'affirmative en s'attachant à faire comprendre aux non-catholiques l'attitude de l'Eglise catholique.*

Par sa Lettre encyclique *Humani Generis*, publiée lundi, Pie XII met en garde les chrétiens contre les doctrines philosophiques et théologiques qui menacent l'intégrité de la foi catholique. Le monisme évolutionniste, l'existentialisme et l'historicisme se voient condamnés.

Portée réelle de l'Encyclique.

Nous ne possédons pas encore le texte intégral de l'Encyclique qui serait nécessaire à un examen approfondi, seules les dépêches d'agence en ayant reproduit les principaux points. Cependant, il est remarquable que cette Encyclique importante se présente sous une forme nuancée, qu'elle est plus une mise en garde qu'une condamnation formelle et qu'enfin elle s'adresse plus spécialement aux théologiens et aux professeurs catholiques qui enseignent dans les séminaires et instituts libres, ainsi qu'aux catholiques qui tentent d'instaurer l'unité des Eglises.

Pie XII n'interdit pas aux philosophes et aux théologiens catholiques l'étude des systèmes qu'il condamne.

Il recommande, au contraire, l'étude, « par des recherches très approfondies » effectuées « avec la prudence et le soin nécessaires », des « nouvelles questions que la culture et les progrès modernes ont amenées au premier plan des préoccupations ».

Mais Pie XII insiste beaucoup sur la nécessité pour les fidèles à faire preuve de prudence en ce domaine et, surtout, à ne pas tomber dans l'erreur qui consisterait à abandonner certains points de doctrine « par zèle imprudent ».

Les dialogues sont-ils encore possibles ?

Une des questions qui se posent alors est de savoir si Pie XII a entendu condamner toutes possibilités de dialogue au niveau des philosophies de l'esprit et aussi au niveau de certaines philosophies qui repoussent la foi.

Sans parler du matérialisme, historique ou dialectique, et de l'existentialisme sartrien, la philosophie catholique s'interdit-elle, à présent, d'œuvrer pour une prise de conscience plus intense des problèmes du monde moderne, en liaison avec les philosophies de l'esprit telles qu'elles se développent par exemple dans les travaux de MM. René Le Senne, Louis Lavelle ou Gabriel Marcel ?

(1) St-M. Gillet : *Thomas d'Aquin* (Dunod).

En refusant des accommodements ou en cessant de mettre en lumière les seules concordances, les théologiens catholiques seront-ils amenés à affirmer que les philosophies du XXe siècle ne sont que des courants éphémères et à nier l'influence de celles-ci sur notre vision du monde, celle-ci émanant indifféremment d'une pensée religieuse ou profane ?

Ce qui était acquis.

Les rencontres entre intellectuels catholiques au cours de ces dernières années, avaient admis un certain nombre d'évidences compatibles avec le dogme catholique.

C'est ainsi qu'il était admis que l'homme avait une mission historique à remplir et que la vie intérieure ne devait pas être un prétexte de fuite devant les tâches de ce monde.

C'est ainsi qu'il était admis que les valeurs au service desquelles nous nous sommes placés devaient s'incarner dans nos œuvres, devenir notre chair et notre sang.

C'est ainsi qu'il était admis et légitime d'espérer une orientation selon l'esprit des techniques qui doivent être le puissant moyen de libération de l'homme.

La présente Encyclique invite-t-elle les intellectuels catholiques à reviser ces points de vue ? Il ne me semble pas qu'un esprit aussi éminent que Pie XII écarte la possibilité — indispensable à notre temps — d'une synthèse philosophique et sans doute, théologique chrétienne, comparable à celle qui fut réalisée par saint Augustin et saint Thomas d'Aquin. L'appel philosophique profond du XXe siècle ne me paraît nullement inconciliable avec la permanente vérité chrétienne, mais exige une formulation nouvelle de cette vérité, accessible à l'esprit de notre temps.

La philosophie catholique est « mouvement ».

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que la philosophie chrétienne se trouve conviée à une sorte d'examen de conscience et à un effort de compréhension de la situation doctrinale du monde. La philosophie chrétienne présente une continuité qu'il serait vain de nier. Mais, comme toute philosophie, elle change sans cesse, tout en effectuant un effort pour pénétrer davantage la sagesse du Christ.

Ainsi, saint Thomas d'Aquin, en créant une philosophie nouvelle, s'est-il attaché à respecter l'essence, à pousser jusqu'au terme de cette essence les principes augustiniens qu'il métamorphosait.

Ainsi, certains philosophes chrétiens de notre temps nous invitent-ils à pénétrer plus profondément à l'intérieur des principes thomistes pour — tout en conservant, en maintenant intacte la vérité révélée et léguée par deux mille ans de christianisme — créer et inventer une vision métaphysique du monde, en accord avec le dogme catholique et la conscience actuelle de l'humanité.

Le chrétien du XXe siècle.

L'attitude du chrétien dans le monde moderne n'est pas une attitude abandonnée. « On n'est pas chrétien pour être complaisant, flexible et malléable, prêt à tout compromis et à tout effacement..., pour être ballotté à tout vent de doctrine. » (*Ephes.* IV, 14.) Mais le chrétien refuse aussi bien l'intégrisme : « N'éteignez pas l'Esprit, dit saint Paul, mais éprouvez tout et retenez ce qui est bon. » Ainsi, le chrétien du XXe siècle s'avance-t-il entre le modernisme et l'intégrisme, soucieux de ne pas confondre tradition et routine, progrès et nouveauté éphémère.

A la pointe du combat de l'intelligence.

Pie XII, en adressant au congrès de *Pax Romana* qui s'est ouvert dimanche à Amsterdam, une lettre autographe dans laquelle il rappelle à tous le

intellectuels catholiques du monde, « comme une impérieuse exigence, ces deux devoirs : présence à la pensée contemporaine, service de l'Eglise », les a invités à être présents « à la pointe du combat de l'intelligence » (1).

Ainsi, l'Encyclique — toute négative — de Pie XII, tout en incitant les fidèles à la prudence, ne semble-t-elle pas fermer la porte aux dialogues éventuels, bien qu'elle précise pourtant que sur le plan religieux, l'Eglise catholique est seule appelée à rassembler le peuple de Dieu et, de ce fait, qu'elle ne peut admettre aucune alliance avec d'autres religions ; sur le plan politique, elle condamne les doctrines, les erreurs et se refuse à se laisser entraîner par l'un ou l'autre camp.

Cette attitude de l'Eglise — explicable par sa théologie, qui présente un double aspect : transcendant et temporel — n'est pas toujours sensible à ceux qui ne sont pas catholiques.

Le mystère de l'Eglise ne pourra se dissiper que par une explication franche des problèmes que lui pose le monde moderne, une explication qui serait formulée par les catholiques eux-mêmes, religieux ou laïques, et dont l'Encyclique *Humani generis* serait une des bases.

Presque tous les quotidiens ont signalé la parution de l'Encyclique et en ont donné, plus ou moins exactement, les idées essentielles d'après les dépêches d'agences.

Inutile de citer l'article : « L'affaire Adam rebondit », d'Albert BAYET, *dans* Franc-Tireur *du* 19. 9. 50. *Article d'un sectaire, à base d'extraits tronqués d'un article, vieux de plus de quarante ans, du* Dictionnaire de théologie catholique. *Si Albert Bayet prétend renseigner ses lecteurs, il faut les plaindre. On attendait d'un « laïque » et d'un universitaire plus d'esprit scientifique et de tolérance.*

Témoignage chrétien.

Un article non signé, paru dans Témoignage Chrétien *du* 1. 9. 50, *sous le titre : « L'Encyclique* Humani Generis *», montre comment le document pontifical s'insère dans le dialogue entre l'Eglise et le monde moderne, et il souligne les dispositions dans lesquelles il faut l'accueillir.*

Nous n'avons pas voulu parler de cet important document avant d'avoir sous les yeux le texte intégral et correctement traduit. Les premiers extraits donnés par les dépêches d'agences nous invitaient à une prudente patience, ainsi que certains commentaires, aussi tendancieux que prématurés, de la presse.

Datée du 12 août, la Lettre encyclique du Pape Pie XII, adressée au clergé catholique du monde entier, met en garde la chrétienté contre les doctrines philosophiques et théologiques qui menacent l'intégrité de la foi. Ce n'est pas le nouveau *Syllabus*, que d'aucuns attendaient avec impatience pour en stigmatiser l'intransigeance et que d'autres craignaient, dans un sincère souci d'apostolat, de voir utilisé à des fins trop partisanes et polémiques pour être au service désintéressé de la Vérité qui libère. Dans un monde aussi douloureusement divisé et menacé, il serait inquiétant pour le rayonnement du message de la Vérité du Christ, dont l'Eglise a la charge, que la condamnation nécessaire des erreurs ou la mise en garde contre les tendances qui risquent de favoriser la contagion de ces erreurs, soit interprétée comme une fin de non-recevoir aux efforts les plus ouverts d'une authentique fidélité ou comme la revanche de ressentiments polémiques.

Comme toute Encyclique, mais avec une intention plus explicite, la nouvelle Encyclique s'insère dans le nécessaire dialogue Eglise-monde moderne. N'oublions pas que ce dialogue qui, pour les hommes de notre génération, semble remonter au début du siècle avec l'ouverture de la crise moderniste et ses remous intégristes, est en réalité vieux comme l'Eglise. L'Eglise ne peut pas ne pas être en perpétuel dialogue avec le monde, ce qui signifie non seulement en perpétuelle discussion avec lui et, souvent, en opposition à lui, mais aussi en incessant travail intérieur pour approfondir les conditions de fidélité intégrale à son Seigneur, devant les hommes qu'il veut sauver.

En effet, un dialogue est, par définition, un balancement : « oui, mais... ». Oui, j'ai bien concédé, tout à l'heure, tout cela, mais il faut aussi tenir compte de ceci. Un dialogue qui « marche » comme le mouvement même de la marche, est, ainsi qu'on l'a dit, une « succession de chutes retenues », une suite de pertes d'équilibres rattrapées.

Qu'on ne s'étonne donc pas de voir l'Eglise successivement ressaisir les chutes de la pensée humaine pour les redresser alternativement en des sens différents. Peu importe que cela se fasse à une ou à dix décades d'intervalle. Qu'il ait fallu plus d'un siècle pour balancer tel Concile par un autre Concile, ou un an seulement pour balancer *Essor ou déclin de l'Eglise ?* par *Le sens de Dieu* (1), cela ne change rien à la question.

Ne pas admettre cette nécessité serait pratiquement vouer l'Eglise à stopper sa marche en la convertissant en chute, ou l'amener à clore le dialogue, faute de reprise.

L'Eglise scande l'histoire du monde à la manière d'un pendule oscillant qui, soucieux de garder la mesure, maintient son mouvement en le renversant lorsqu'il juge le maximum d'amplitude atteint. La juste mesure n'est jamais l'affairement des petites combinaisons pusillanimes, réticentes ou politiques.

Or, la présente Encyclique entend aujourd'hui battre un de ces temps où un certain renversement doit s'opérer. Il y aurait toute une histoire des Encycliques à faire sous cet angle ; ainsi en matière d'études bibliques : *Divino Afflante Spiritu* succède à *Spiritus Paraclitus, Providentissimus.* En matière de théologie du politique : *Summi Pontificatus, Non abbiamo bisogno, Ubi Arcano*, succèdent à *Immortale Dei.*

Peut-être les dernières lignes de l'Encyclique donneraient-elles le sens profond des volontés actuelles du magistère romain : *Que les professeurs d'instituts ecclésiastiques,* y est-il dit, *cherchent, certes, de toutes leurs forces, à concourir au progrès des sciences qu'ils enseignent, mais qu'ils se gardent* d'outrepasser *les limites que Nous avons établies pour défendre la vérité de la foi et de la doctrine chrétienne.*

Comme toujours, l'Eglise met en garde contre les excès : elle met ici en garde contre le moment où une attitude irénique indispensable se mue en « irénisme », où le sens de la relativité et du développement fait place au relativisme, où le sens de l'histoire et du devenir se durcit en historicisme.

Mais on ne voit pas qu'il faudrait faire dire à l'Encyclique, par surenchère intégriste, que désormais l'Eglise demanderait à ses docteurs et à ses maîtres, comme brevet d'orthodoxie, de pousser l'exact souci des formes et des vocables, qui ont fait leurs preuves, jusqu'au formalisme et au psittacisme, ni la juste estime de la raison humaine jusqu'au rationalisme, ni une légitime préférence pour une philosophie ou une méthode d'enseignement jusqu'à un totalitarisme fanatique. Une salutaire intelligence des exigences et de la fidélité ne s'impose qu'à ceux qui ont assez de pureté, d'humilité et d'amour. Autrement dit, c'est le « sens de l'Eglise », c'est l'amour qu'on lui apporte qui peut ici le plus faire pour livrer le

(1) Voir plus haut, col. 1281, le texte de cette lettre. (*N. D. L. R.*)

(1) Voir cardinal SUHARD : *Le sens de Dieu* (1948), introduction.

secret de ce juste et libre cheminement de l'obéissance au magistère, dont la fonction est essentielle, dans la tradition vivante, au maintien de l'unité.

Mais ce qui, incontestablement, inquiète et attriste le plus l'Eglise — le style de l'Encyclique, par moment, laisse transparaître cet émoi, — c'est non plus seulement le risque de l'audace et de la liberté, mais la tendance qui amènerait à minimiser la valeur du magistère dans la portée de ses actes tant dans le domaine de la Révélation que dans celui de l'éthique naturelle.

Quant aux « questions qui se rapportent aux sciences positives en relation plus ou moins étroite avec les vérités de foi », comme l'évolution et les origines de l'homme, l'Eglise demande à ses fils, surtout ceux qui enseignent, de ne pas aller plus vite que la science « authentique », en donnant comme « absolument certain » ce qui relève encore pour une part de l'hypothèse de travail ni de chercher dans la voie d'un concordisme passager et trompeur l'accord fondamental qui ne peut manquer d'exister entre la science et la foi.

Dieu veuille que cette Encyclique soit lue avec respect, humilité et confiance. Que chacun cherche à la penser pour sa propre fidélité plus qu'à la fulminer pour le profit qu'il voudrait « charitablement » voir son voisin en retirer. En ce domaine, « charité bien ordonnée commence par soi-même » ! Il peut arriver que les plus fidèles ne soient pas ceux qui triomphent — comme le pharisien du publicain, — mais ceux dont la souffrance silencieuse purifie l'amour et enrichit la communauté.

La France Catholique.

Dans la France Catholique *du* 15. 9. 50, *Jean* LE COUR GRANDMAISON *nous dit : « A propos d'une Encyclique », le trouble que font naître parfois dans l'esprit du simple croyant les discussions et les positions avancées des spécialistes. Leçon de prudence pour ces derniers.*

L'Encyclique *Humani Generis* s'adresse surtout et d'abord aux théologiens, aux philosophes, aux savants. Je ne suis ni l'un ni l'autre, et la plupart des lecteurs de *la France Catholique* ne le sont pas davantage. L'Encyclique nous intéresse cependant et nous apporte des enseignements précieux. A défaut de compétence pour les exposer et pour les commenter, je voudrais noter ici quelques réflexions que m'a suggérées sa lecture.

Depuis plusieurs années, théologiens et philosophes portent volontiers sur la place publique leurs discussions de spécialistes. Les profanes, dont je suis, éprouvent parfois l'impression qu'on cherche à les enrôler dans l'un ou l'autre camp, comme s'il s'agissait de réunir une majorité en faveur de telle ou telle thèse, de telle ou telle école. Des publications destinées au grand public, et largement diffusées, nous expliquent que les progrès et les découvertes de la science moderne imposent une revision de l'enseignement traditionnel de l'Eglise, par exemple sur l'origine de la vie, sur le péché originel, sur le péché lui-même. Je suis convaincu qu'aux yeux de théologiens avertis, ces livres et ces articles sont parfaitement orthodoxes ; mais le lecteur non-théologien auquel ils sont destinés est porté à ne pas bien voir toutes les nuances, toutes les distinctions, et à conclure que ce qu'on lui a jadis, au catéchisme, donné comme vérité inébranlable et dogme immuable est aujourd'hui « dépassé », sinon périmé. Un trouble naît — ou risque de naître — dans son esprit : ce qu'il croyait définitif, à jamais fixé, n'était que provisoire, temporaire ; où s'arrêtera cette évolution ? Pourquoi respecterait-elle, dans vingt-cinq ou cinquante ans, ce qu'on lui affirme être aujourd'hui la vérité ? J'avoue, pour ma part, n'avoir jamais pu découvrir pourquoi tel raisonnement, déclaré par l'auteur décisif dans le cas du péché originel, ne s'applique pas avec la même rigueur dans le cas de l'Incarnation ou dans le cas de l'Eucharistie, qui heurtent, elles aussi, nos conceptions scientifique[s] actuelles. On voit où cela peut mener : à s[e] demander, comme Pilate, ce que c'est que la vérit[é] et à conclure, en définitive, que seule la sincé[rité] s'impose, puisqu'on ne sait pas ce qui es[t] immuable ni même s'il y a quelque chose d'im[muable].

Le péril n'est pas imaginaire.

Nous avons tous observé autour de nous, souven[t] chez des catholiques admirables de générosité, l[a] tendance que signale l'Encyclique à minimiser l[e] dogme et à admettre que toutes les religions — [:] elles ne se valent pas à proprement parler — son[t] bonnes, pourvu qu'on les professe sincèrement.

Un des grands bienfaits de l'Encyclique, pou[r] nous autres laïques, c'est de nous rappeler qu[e] nous n'avons pas à prendre parti dans les discu[s]sions des spécialistes ; qu'il existe une véri[té] immuable, définie par le magistère, et que si so[n] expression peut varier au cours des siècles, la fo[r]mulation essentielle du dogme n'est plus à déco[u]vrir, non plus que les principes de la philosophie ce que nos pères ont cru demeure valable po[ur] nous et le restera pour nos plus lointains descen[]dants. C'est au magistère et à lui seul, que no[us] devons demander l'expression de notre foi.

Il n'y a là rien de nouveau ? Bien sûr ; mais [il] est des vérités qu'il est utile de rappeler, surto[ut] quand les esprits sont exposés à croire qu'ell[es] ont pu évoluer.

Il me semble d'ailleurs que ce rappel, bien lo[in] de gêner les recherches des savants, des phil[o]sophes et des théologiens, leur donne les coudé[es] plus franches. Leur devoir d'état les oblige [à] suivre de très près les conquêtes de la science [et] les démarches de la pensée humaine ; cette obl[i]gation les entraîne nécessairement sur des te[r]rains difficiles, où risqueraient de s'égarer l[es] fidèles qui essayeraient de les suivre.

Affranchis par l'Encyclique de cette crainte, l[es] spécialistes seront plus libres de leurs mouv[e]ments, pourvu qu'ils renoncent à prendre po[ur] témoins de leurs inévitables discussions, d[es] laïques et des clercs qui ne sont pas préparés [à] les comprendre. A chacun son métier et son rô[le].

Ce rappel de la mission et de l'autorité [du] magistère apparaît, on le voit, comme un des trai[ts] capitaux de l'Encyclique. Celle-ci confère u[ne] actualité plus grande à l'étude de l'Eglise, q[ui] constitue la partie doctrinale de la campag[ne] d'année 1950-1951 de l'Action catholique gé[né]rale (1) : conclusion qu'on jugera peut-êt[re] modeste et disproportionnée au sujet. Elle a [au] moins l'avantage d'être pratique et orientée ve[rs] l'action.

L'Observateur politique, économique et littérai[re]

L'Observateur politique, économique et littérai[re], *hebdomadaire parisien, publie dans son numéro* [du] 31. 8. 50 *un article : « L'Encyclique contre [les] nouveautés françaises », signé de* Ch. SEJOURN[É]. *Cet article montre comment un observateur [du] dehors, dont nous ne voulons aucunement s[us]pecter la bonne foi, comprend l'Encyclique [et] se représente les motifs et le contexte his[to]rique de sa publication. On est en présence [de] faits exacts et de racontars, de vérités et [de] méprises, d'hypothèses gratuites et d'approxim[a]tions et de la difficulté pour l'auteur d'admet[tre] une prise de position théologique sans arriè[re-]pensée politique. Nous ne pouvons songer à rele[ver] tout ce qui est discutable dans ces lignes. Qu'[on] compare seulement l'affirmation, d'après laque[lle]* la Croix *aurait voulu présenter l'encyclique com[me] un nouveau* Syllabus, *avec l'extrait de l'article*

(1) Cf. chez Spes l'ouvrage du chanoine Protat, aumô[nier] général de la F. N. A. C. : *L'Eglise pour vous, qu'est[-ce] que c'est ?* (135 francs).

Mgr Fontenelle, cité plus haut, col. 1295. *Et que penser de l'utilisation du* Manchester Guardian, *organe du parti libéral anglais, comme source d'information pour identifier les personnes visées par le document pontifical ?*

Les différents thèmes de l'Encyclique *Humani Generis*, datée du 12 août 1950, peuvent être résumés de la manière suivante :

1° les tendances de la science laïque conduisent cette dernière à mettre l'accent non seulement sur l'évolution générale du monde matériel, mais sur l'évolution constante de tous les concepts ;

2° ce manque de stabilité atteint même certains théologiens et philosophes catholiques qui, soit par « irénisme » (Eiréné, grec pour paix) — c'est-à-dire afin de rallier des adversaires ou des « frères séparés » en masquant les oppositions dogmatiques, — soit par une sorte de snobisme scientifique, s'attachent plus qu'il ne faudrait aux « nouveautés » ;

3° ces « nouveautés » sont particulièrement dangereuses parce que, même enseignées avec « précaution et distinction » par les maîtres, elles sont répandues par d'autres sans restrictions dans les communautés religieuses et parmi les fidèles ;

4° le Pape s'oppose à la thèse selon laquelle *les mystères de la foi ne peuvent être exprimés en termes vrais, mais seulement approximatifs, et toujours changeables,* thèse qui, dit-il, conduit à envisager le dogme comme un ensemble de vérités relatives.

Il attaque ceux qui, se fondant sur cette mutabilité de l'expression du dogme, ont imaginé de *retourner aux sources* (Ecritures, Pères de l'Eglise), pensent y trouver l'essentiel de la pensée chrétienne débarrassée du sédiment des époques et des civilisations, et réduisent de ce fait l'apport de la philosophie scolastique, que le Pape défend, au contraire, avec vigueur. S'il faut « retourner aux sources », c'est au magistère de l'Eglise, c'est-à-dire au Pape de le faire. Dans le même ordre d'idées, le Pape critique l'exégèse symbolique et l'exégèse trop libre de la Bible, contraire au sens littéral de l'Ecriture ;

5° il condamne de même ceux qui, pour accorder leur foi et la science, pensent que l'on ne peut *prouver* la religion et que l'on peut parvenir à la foi par intuition et acte de volonté. Il reprend la thèse thomiste de la vérité démontrable du dogme, et défend la doctrine scolastique d'une théologie et philosophie formant un ensemble logique ;

6° il attaque ce qu'il appelle les excès de l'évolution dans les sciences. *Cette doctrine n'est pas interdite pour autant qu'elle recherche si le corps humain fut tiré d'une matière déjà vivante,* mais elle ne saurait être admise comme un fait établi ni surtout tendre à prouver que le premier homme n'était pas un être individuel, responsable d'un péché personnel, le péché originel.

Sur le plan théorique et intérieur de la chrétienté, il ne s'agit pas d'une querelle nouvelle : elle est aussi vieille que l'Eglise elle-même. Mais elle a pris un caractère extrêmement actuel depuis quelques années et s'est développée essentiellement au sein des deux grands ordres enseignants, Dominicains et Jésuites. Elle est, comme *l'Observateur* l'a fait remarquer, étroitement liée au rapport des forces politiques.

Les tendances au sein de l'Église.

A l'intérieur de l'Ordre des Dominicains, deux tendances principales représentent les courants fondamentaux du monde intellectuel et politique moderne : une tendance politiquement plus libérale et intellectuellement plus évoluée, au premier rang de laquelle on trouve certains Dominicains français de la province de Paris, comme ceux des Editions du Cerf (fondateurs, avant la guerre, de la revue *La vie intellectuelle* et de l'hebdomadaire catholique social *Sept*, devenu *Temps Présent*). A leurs côtés on peut placer les Dominicains spécialistes des rapports avec les Eglises séparées, comme le P. Congar. A l'autre bout de l'horizon intellectuel, on trouve une tendance politiquement réactionnaire et intellectuellement traditionnaliste, voire « intégriste » (contre toute novation à ce qu'elle considère comme l'intégrité du dogme). Cette tendance est animée par les Dominicains espagnols inféodés au franquisme et par les Dominicains français de la province de Toulouse (Saint-Maximin). Le Supérieur général des Dominicains est actuellement un Espagnol, le R. P. Suarez.

En 1943 déjà, à la suite des attaques des Dominicains espagnols, le R. P. Chenu et le R. P. Féret, accusés d' « historicisme », avaient dû quitter l'école dominicaine du Saulchoir. On appelle « historicisme » la tendance d'après laquelle la Révélation divine est obligée de s'exprimer, du fait de l'imperfection de l'homme et de l'évolution du genre humain, en concepts qui demandent sans cesse à être précisés, et sont donc, dans une certaine mesure, changeants et « relatifs ».

La Résistance, la Libération, le grand mouvement d'hommes et le brassage d'idées qu'elles ont provoqués furent naturellement favorables aux « novateurs ». En 1945, quand Mgr Saliège, l'un des seuls évêques résistants de France, alla à Rome recevoir son chapeau de cardinal, il fut reçu à l'ambassade de France et prononça un discours où il félicitait les prêtres résistants et parla pour la première fois (d'une manière d'ailleurs un peu impropre) de « l'Ecole de Fourvière », pour désigner la Faculté théologique jésuite de Lyon (1). L'animateur de Fourvière, le R. P. de Lubac, avait d'ailleurs été un des inspirateurs de la résistance catholique et avait, contre certains dirigeants de l'A. C. J. F., pressés d'envoyer les jeunes catholiques au S. T. O., mis au point la théorie catholique de la désobéissance licite à un pouvoir injuste.

Ce mot d' « Ecole », ces louanges, la personnalité résistante du P. de Lubac, comme le travail même accompli par Fourvière, furent profondément désagréables au milieu catholique conservateur et vichyste, au premier rang duquel il faut ranger le nonce apostolique et les Pères de la Faculté théologique d'Angers, qui inspire *la Pensée catholique,* revue théologique de tendance réactionnaire et intégriste.

De plus, en 1946, le R. P. Daniélou (Jésuite) fit paraître dans la revue *Etudes* un article favorable aux nouvelles tendances. Cet article fut, dit-on, porté par un traditionnaliste scandalisé jusque sur la table du Saint-Père : l'alerte était donnée.

L'offensive.

Dès 1946, les Dominicains de Saint-Maximin, en liaison avec ceux d'Espagne, attaquaient à la fois la collection « Théologie » (Aubier, éditeur), publiée sous la direction de la Faculté jésuite de Fourvière, et la collection « Sources chrétiennes », publiée à Paris par les Dominicains des Editions du Cerf, sous la direction du Jésuite de Lubac. Le mot « innovations françaises » revient souvent dans la polémique des Espagnols.

Les Jésuites mis en cause répondent alors dans *Recherches de science religieuse* — ce qui provoque un nouveau pamphlet de Saint-Maximin, signé des RR. PP. Labourdette, Nicolas et Bruckberger, pamphlet dont même la prudente *Revue de métaphysique et de morale* (avril-juin 1950) critique le ton acerbe. Sont spécialement visés les livres *Le surnaturel,* du P. de Lubac, et *Conversion et grâce chez saint Thomas,* du R. P. Bouillard. Dans *Le surnaturel,* de Lubac combat certaines notions telles que la notion de *pure nature,*

---

(1) Voir le texte de ce discours dans *la D. C.*, t. XLIII (1946), col. 555. Il n'y est pas question de « l'Ecole de Fourvière », mais d'équipes de théologiens, dont « l'équipe de Lyon, composée de professeurs à la Faculté de théologie de l'Institut catholique et au scolasticat de Fourvière, l'équipe du Saulchoir », etc. (*N. D. L. R.*)

introduite au XVIe siècle dans les controverses avec jansénistes et protestants, et qui ne se trouve pas telle quelle chez les théologiens du moyen âge. Il pense que c'est dans le dynamisme même de la nature humaine que s'insère l'action divine, ce qui défend à la fois l'ordre historique et évite le galvaudage du surnaturel. Ces positions expliquent à la fois le « retour aux sources », préconisé par de Lubac, et l'opposition des éléments réactionnaires et autoritaires de l'Eglise, qui ont toujours eu peur de cette confrontation avec les origines chrétiennes (1).

L'attaque n'est pas menée par les seuls Dominicains : à l'intérieur même de la Compagnie de Jésus, la Faculté grégorienne des Jésuites de Rome, sous l'inspiration du R. P. Boyer et du R. P. Guy de Broglie, tiennent une Semaine d'études contre le livre du P. de Lubac.

Le R. P. de Lubac, le R. P. Bouillard et trois autres Pères de Fourvière ont été déplacés il y a trois mois. Il est clair, comme le signalait ces jours-ci le *Manchester Guardian*, qu'ils sont visés par l'Encyclique, dans ses passages sur le « retour aux sources », « l'exégèse symbolique » et le « relativisme ». De même, le R. P. Congar semble visé par les critiques concernant un « irénisme » trop large à l'égard des autres Eglises chrétiennes : il aurait été, lui aussi, déplacé de l'Ecole dominicaine du Saulchoir, il y a quelques mois.

Enfin, les attaques contre l'évolutionnisme et l'interprétation des nouvelles données scientifiques visent sinon nettement le P. Teilhard de Chardin (que l'on fait mine d'admirer et de respecter au Vatican), du moins ses disciples, et surtout la trop grande publicité donnée à ses œuvres. *La Pensée catholique*, déjà citée, attaque dans son numéro 4 de 1947 plusieurs de ceux-ci, et non des moindres.

Cette « bombe » était attendue dans les milieux ecclésiastiques français. On craignait même — ou bien l'on souhaitait, suivant les cas — qu'elle soit beaucoup plus explosive. A la querelle dogmatique devait, paraît-il, se joindre primitivement, à la demande des réactionnaires français et espagnols, une condamnation du progressisme politique en général, ainsi que de l'action des « Missions ouvrières ». Des dignitaires de l'Eglise, des chefs d'Ordre, des ministres et des ambassadeurs catholiques sont intervenus auprès du Vatican. On a cru un temps que l'Encyclique en verrait pas le jour. Aujourd'hui, on dit : « Nous avons évité le pire. » C'est là un raisonnement bien matérialiste pour des spiritualistes. C'est oublier que la lutte d'idées théoriques se traduit dans la vie de chaque jour avec une vitesse et une vigueur confondantes quand elle met en jeu des questions fondamentales.

On dit aussi : « Les Pères (comme de Lubac) s'en sortent avec les honneurs de la guerre. » Le cardinal Gerlier, mécontent du déplacement de Lyon de deux des Pères de Fourvière, également professeurs à la Faculté catholique de Lyon, les aurait énergiquement défendus. On dit enfin : « C'est un procès de tendance — il n'y a aucune preuve des accusations avancées, — les hommes visés peuvent aisément répondre : « Ceci ne nous concerne pas. » Il est vrai que le ton de l'Encyclique n'est pas violent. Rien de précis n'est condamné. Aucun nom n'est cité. Il est vrai, de plus que cette Encyclique, d'un niveau intellectuel assez élémentaire, peut difficilement atteindre la dialectique nuancée des religieux visés. Exemple des « amalgames » de l'Encyclique, la phrase suivante : *Les fausses affirmations d'un semblable évolutionnisme selon lesquelles se trouve rejeté tout ce qui est absolu, certain, immuable, ont ouvert la voie à une nouvelle philosophie aberrante, qui, rivalisant avec l'idéalisme, l'immanentisme et le pragmatisme, a reçu le nom d'existentialisme, étant donné que, négligeant les essences immuables des êtres, elle s'intéresse seulement à l'existence de chaque chose.*

La lumière sous le boisseau.

Mais ce qui est également certain, c'est que les réactionnaires philosophiques et politiques, ou même les simples conservateurs timorés, triomphent et n'auront pas le triomphe modeste. *La Croix* aurait voulu présenter l'Encyclique comme un nouveau *Syllabus*. *Carrefour* consacre un article au P. Teilhard. Demain, les Dominicains espagnols, ceux de Saint-Maximin, les Jésuites de Rome, tout le ban et l'arrière-ban du clergé de droite reprendra, pour parler comme le Saint-Père, le contenu de l'Encyclique, *sans précaution ni distinction.*

On sent dans ces milieux, à travers la vague du traditionnalisme, percer un syllogisme grossier, malheureusement plus accessible à la foule des catholiques que les *distinguo* du Vatican : *l'évolutionnisme sert le matérialisme dialectique, donc le communisme ; par conséquent, à bas l'évolutionnisme ! L'identification de la nature et du surnaturel revient à l'exaltation de la nature, donc de la matière. C'est donc du matérialisme, donc du communisme : à bas*, etc. L'an dernier déjà, *l'Osservatore Romano* avait critiqué un article du cardinal Salièges, paru dans *la Semaine religieuse de Toulouse*, l'accusant d'identifier « matière » et « esprit ».

Sans doute, l'Eglise de France peut se défendre. Elle l'a déjà fait : le ton de l'Encyclique le montre. Il y a des Encycliques qui tombent au rebut : celle-ci mérite bien un tel sort. Enfin on peut dire que si « l'Eglise est éternelle », la vérité scientifique l'est au moins autant... Il suffit aux victimes d'aujourd'hui d'attendre pour triompher. Mais dans le moment présent, on verra vite les ravages politiques causés par cette offensive contre un effort de recherche qui faisait la gloire et l'honneur de l'Eglise de France.

Cette Encyclique s'insère d'ailleurs dans un ensemble de manifestations de l'attitude de plus en plus réactionnaire du Vatican : discours aux patrons catholiques (mai 1949), vantant l'initiative patronale : « Nous n'en demandions pas tant », disait un aumônier des groupements patronaux. Discours sur l'utilité des banques (juin 1950). Discours (ronéotypé) aux syndicalistes chrétiens, contre la cogestion ouvrière (juin 1950) (1). Cette thèse étant chère aux syndicalistes chrétiens allemands, le discours provoqua un profond désarroi en Allemagne, et *l'Osservatore* dut employer trois articles de mise au point pour limiter les dégâts.

La conjoncture mondiale, qui favorise pour le moment les forces de droite en Occident, y est certainement pour beaucoup. Il en était de même en 1854, au moment du *Syllabus*, après l'échec des

---

(1) Dans son ouvrage *Le Surnaturel, Etudes historiques*, le P. de Lubac prend une double position : historique et théologique.

Historique : il pense avoir montré que la notion de « nature pure » telle qu'on la trouve dans la théologie contemporaine est récente et remonterait tout au plus à Cajetan.

Théologique : le P. de Lubac pense que la gratuité du surnaturel n'est pas nécessairement liée à la possibilité de la « nature pure ».

En face de théologiens qui pensent sauver la gratuité du don de Dieu à l'aide de la théorie de la « nature pure », hétérogène au surnaturel :

1° soit en formant l'hypothèse d'un univers possible où la nature aurait connu son développement complet et sa fin « proportionnée » ;

2° soit en affirmant la dissociation possible des deux ordres, naturel et surnaturel, dissociation telle que le premier se suffise en tout,

le P. de Lubac, en proposant un retour intelligent à la position des anciens Pères qui tienne compte du développement du dogme, s'est efforcé de montrer, dans la conclusion de ses études historiques, comment on peut se représenter la gratuité totale du don de Dieu sans faire appel à la théorie de la « nature pure » qui lui paraît onéreuse, et même ruineuse, à plus d'un titre.

(1) Il doit s'agir du discours aux membres du Congrès international des études sociales, reproduit dans *l'Osservatore Romano* du 4. 6. 50. Cf. *la D. C.* du 2. 7. 50, col. 833-837. (*N. D. L. R.*)

révolutions de 1848. Mais c'est aussi aujourd'hui comme à la fin du pontificat de Pie X, une époque où, devant un Pape vieilli, les bureaux du Vatican dominent et peuvent faire prévaloir leur liaison permanente avec toutes les forces de l'argent et de l'obscurantisme. La même chose avait failli se produire à la fin du pontificat de Pie XI : seule la mort du Pape avait changé le cours des événements.

Il faut plaindre les catholiques de France et peut-être ajouter, comme le fait le *New Statesman* à propos d'une autre initiative pontificale : « Voilà qui calmera à la fois les intellectuels qui croyaient avoir trouvé dans le catholicisme un refuge contre les incertitudes de la science moderne et les chrétiens d'autres confessions qui avaient rêvé de rétablir l'unité du christianisme. »

Rectification du R. P. Congar.

Le R. P. Congar, O. P., nous communique la lettre suivante qu'il a adressée au directeur de l'Observateur politique, économique et littéraire.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Mis en cause par votre collaborateur M. C. Séjournas, dans *l'Observateur* du 31 août, page 13, puis-je vous prier de vouloir bien porter à la connaissance de vos lecteurs la rectification suivante :

Je n'ai nullement été déplacé du Saulchoir, où j'enseigne, et où je donnerai, l'année scolaire prochaine, le traité de l'Eglise. Je n'ai pas le sentiment d'être particulièrement visé par les endroits où l'Encyclique met en garde contre un « irénisme » qui chercherait une réconciliation de tous au delà des dogmes et aux dépens des dogmes. Ceux qui ont suivi mes publications, conférences, exposés multiples, etc., savent que j'ai toujours présenté la doctrine catholique sans fard ni diminution, tout en cherchant à la saisir le plus « catholiquement » possible, c'est-à-dire en son maximum de profondeur et d'ampleur.

Enfin, bien que votre collaborateur n'ait pas touché ce point, puis-je ajouter encore ceci ? Certains journaux ont, paraît-il, annoncé que j'avais reçu l'interdiction de rééditer mon livre de 1937, *Chrétiens désunis*.

Je suis en mesure d'affirmer de façon formelle et absolue que cette assertion est fausse. Si *Chrétiens désunis* n'est pas réédité depuis 1937, le fait a tenu d'abord aux circonstances de la guerre, aux difficultés de l'après-guerre, enfin à ma propre et seule décision : car j'aurais plus d'une chose à y mettre au point, et je n'en trouve pas le loisir.

Je serais heureux si ces précisions pouvaient être publiées par *l'Observateur*.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, etc.

Deux commentaires

Un quotidien catholique néerlandais, De Tijd, *vient de publier trois commentaires de l'Encyclique, signés par des spécialistes : l'Encyclique et les sciences bibliques, l'Encyclique et la philosophie, l'Encyclique et la théologie dogmatique. Comme ce dernier commentaire, contrairement aux deux premiers, se contente de suivre de près la lettre de l'Encyclique, nous publierons seulement les deux premiers.*

L'Encyclique " Humani Generis " et la philosophie (1).

L'auteur de l'article, le Dr Bernard DELFGAAUW, *de l'Université municipale d'Amsterdam, a fait paraître en 1947 un ouvrage sur* L'existentialisme spiritualiste de Louis Lavelle *(en néerl.).*

L'Encyclique *Humani Generis* a mis en émoi bon nombre de gens. Des non-catholiques voient dans ce document une preuve que le catholique est privé de la liberté de penser. D'ailleurs, plus d'un catholique se sent limité dans sa liberté, tandis que d'autres y trouvent des arguments pour jeter de la suspicion sur tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Sans doute ces deux extrêmes, le désarroi et le triomphe, sont relativement rares ; mais toujours est-il que l'Encyclique a suscité un intérêt des plus vifs dans un cercle assez large. [*L'auteur mentionne deux articles parus dans des publications néerlandaises.*] Nous nous proposons d'éclairer ici un seul aspect — et non le plus important — de l'Encyclique, à savoir l'aspect philosophique. D'autres l'étudieront du point de vue théologique et exégétique. Mais d'abord quelques observations générales.

Comment un catholique doit-il recevoir une Encyclique ? Avec la crainte de voir sa liberté tronquée ? Avec un sentiment de triomphe parce qu'elle lui donne raison sur certains points ? Ces sentiments sont toujours déplacés. L'attitude du catholique en face d'une Encyclique est celle du croyant en face du Maître, du chrétien qui se réjouit d'entendre la voix du Christ. Dans le Pape, c'est le Christ qui lui parle, qui lui donne des directives, lesquelles guideront sûrement sa pensée et son activité. Envers cette direction convient seule une gratitude croyante.

Dans beaucoup de cas, il sera difficile ou impossible de faire comprendre au non-catholique la signification d'une Encyclique pour la vie des catholiques. L'individualisme et le rationalisme, souvent aussi une tradition protestante plusieurs fois séculaire, empêchent d'admettre qu'il puisse y avoir des déclarations de l'autorité dans le domaine de l'esprit. Mais on peut essayer de faire comprendre que le contenu d'un article de foi demande à être toujours précisé davantage et que ces précisions ne peuvent venir que d'une autorité impérative qui repose sur les fondements mêmes de la foi, en d'autres termes qu'il est raisonnable d'accepter une autorité en matière de foi, dès qu'on a admis la nature spécifique de la foi.

Alors on objecte souvent que si l'acceptation par un croyant d'une autorité en matière de foi peut se comprendre, cette autorité est dépourvue de compétence quand il s'agit de questions purement scientifiques, comme la philosophie et la théorie de l'évolution. Il faut répondre qu'en effet la foi n'est pas *de* ce monde, mais qu'elle est bien *dans* ce monde ; que croire et penser ne sont pas séparés par une cloison étanche ; que c'est au contraire le même homme qui pense et qui croit, pense comme croyant et croit comme être pensant. Ne s'ensuit-il donc pas que le croyant est nécessairement prévenu puisqu'il envisage toute question avec des yeux de croyant ? Non, cela veut dire simplement qu'il est un homme comme les autres, puisque chacun — croyant ou incroyant — aborde tout problème toujours d'un point de vue qui déjà lui est propre. Le croyant comme l'incroyant ont toujours des *préjugés*, c'est-à-dire des jugements antérieurs à tout jugement suivant.

Si donc, tout en n'étant pas *du* monde, l'Eglise est néanmoins *dans* le monde, elle sera amenée à se prononcer aussi sur certaines questions qui concernent le monde, à savoir dans le cas où elles concernent en même temps la foi. De telles déclarations peuvent toucher des domaines très divers, mais le plus souvent elles se rapportent à la philosophie, parce que la pensée doit être saine pour pouvoir recevoir la Révélation. Or, c'est un fait indéniable qu'il est des idées philosophiques qui

(1) *De Tijd* du 15. 9. 50. Traduction et notes de *la D. C.* L'auteur fait remarquer dans une note qu'il utilise le texte néerlandais de l'Encyclique, tout en le comparant au texte latin. Nous citerons l'Encyclique d'après la traduction française parue dans *la D. C.*, sauf quand le texte utilisé par l'auteur présente une divergence d'une certaine importance, divergence due généralement à une interprétation tantôt plus stricte tantôt plus lâche de l'original latin.

s'accordent et d'autres qui ne s'accordent pas avec la Révélation. Qui accepte la Révélation divine doit le faire avec tout son être, donc aussi — et même éminemment — avec l'intelligence. Il nous semble que plus d'un non-catholique approuvera la conséquence de ce point de vue dans le croyant. En effet, la foi serait indigne de l'homme si, par exemple, on croyait que Dieu existe, tout en prouvant philosophiquement qu'il n'existe pas.

Ces principes généraux une fois admis, la question concrète se pose : qu'est-ce que cette Encyclique demande au philosophe ? Tout le monde a remarqué dans ce document une certaine tendance conservatrice. Mais on va trop loin, si l'on pense qu'il refuse le contact avec la philosophie moderne. Il n'est pas question de cela. En termes populaires, nous pourrions résumer l'Encyclique par ce proverbe néerlandais : « Il ne faut pas jeter ses vieux souliers avant d'en avoir de neufs. » Nous essayerons maintenant d'éclairer de plus près cette idée fondamentale de l'Encyclique en étudiant certains points concrets.

Ce document assez court, dont la majeure partie se rapporte à la théologie et à l'exégèse, traite cependant d'un nombre considérable de questions philosophiques. Nous les examinerons dans l'ordre suivant : 1° la position du thomisme ; 2° l'attitude envers la philosophie moderne ; 3° la « condamnation » de l' « existentialisme » ; 4° le rejet de l'historicisme ; 5° le rôle de la volonté et du sentiment en philosophie ; 6° les preuves de l'existence de Dieu.

1° La position du thomisme.

Personne ne s'étonnera de voir le thomisme recommandé et prescrit dans la formation du clergé. La raison en est simplement que le thomisme est une philosophie qui fait entièrement droit à la raison humaine tout en restant entièrement dans la ligne de la Révélation. Cela est vrai de plusieurs pensées philosophiques ; mais aucune n'a été si solidement et si largement élaborée que le thomisme, qui de plus a joué un rôle important dans la formulation de l'enseignement de l'Eglise. Le Pape ne dit nulle part que le thomisme est une fois pour toutes la philosophie « officielle » de l'Eglise ni qu'avec le thomisme le dernier mot a été dit. Il dit seulement que c'est cette philosophie qui doit présider à la formation du clergé, « parce que sa doctrine s'harmonise avec la Révélation divine comme par un juste accord et qu'elle est singulièrement efficace pour établir, avec sûreté, les fondements de la foi » (1). Le Pape y ajoute encore quelques arguments philosophiques que celui qui est initié à cette philosophie peut entièrement accepter : « L'expérience de plusieurs siècles a appris à l'Eglise que la méthode de saint Thomas, qu'il s'agisse de l'enseignement ou de la recherche de la vérité, se distingue par une excellence particulière tout en sachant recueillir, de façon sûre et utile, les fruits du vrai progrès. » (2)

Si l'on ne se laisse pas tourner la tête par ce que le Pape appelle « une vaine recherche des nouveautés » (3), il est possible de clairement comprendre le sens de cette prescription. La théologie comme la philosophie ne peuvent se développer sainement que par une croissance progressive, qui ne rejette rien d'ancien parce qu'ancien, mais seulement s'il s'avère réellement insoutenable, et qui accueille ce qui est nouveau dans un esprit de saine critique, non pas parce que c'est nouveau, mais uniquement dans la mesure où c'est vrai. La possibilité d'une telle assimilation existe sans aucun doute abondamment dans la philosophie (et la théologie) thomiste. Aussi serait-ce une interprétation extrêmement servile des directives pontificales que de les appliquer uniquement au clergé. Il est clair que tout penseur catholique doit tâcher de les mettre en pratique et de former ses élèves dans cet esprit. Cela ne doit pas entraîner une diminution d'ouverture au présent, mais cela contribue au maintien d'une robuste tradition, qui n'est pas un obstacle pour la vie philosophique, mais au contraire un sol nourricier plein de fécondité.

2° L'attitude envers la philosophie moderne.

Sans contredit, l'Encyclique insiste davantage sur la conservation des solutions philosophiques anciennes que sur l'acquisition d'idées nouvelles. Mais cela se comprend parfaitement dans l'état actuel de la philosophie (et de la théologie). Qui connaît la situation en France (et l'on sait que c'est à elle que l'Encyclique songe tout d'abord) sait qu'il y existe parmi les penseurs catholiques une réceptivité particulière pour les courants philosophiques contemporains. Cette réceptivité — qui en elle-même n'est blâmée nulle part dans l'Encyclique — va très souvent de pair avec une négligence de la tradition scolastique. C'est cette négligence qui est blâmée. Le Pape met en lumière qu'il s'agit pour le penseur catholique d'enrichir les idées anciennes d'idées nouvelles — *vetera novis augere* — et non pas de remplacer les idées anciennes par des idées nouvelles. L'Encyclique indique à plusieurs reprises que le penseur catholique doit étudier la philosophie contemporaine et que cela peut lui être profitable non seulement pour une apologétique plus efficace, mais pour un enrichissement et un approfondissement de sa pensée. Mais il est demandé une grande prudence dans l'accueil du neuf. Cette prudence s'impose toujours parce que le nouveau comme tel exerce une attraction qui ne conduit pas nécessairement au vrai. Le Pape demande au philosophe une attitude critique, ce qui n'est pas un attentat à sa liberté, mais une confirmation de sa vocation véritable.

3° L'existentialisme.

Jusqu'ici le sens de l'Encyclique ne saurait susciter de difficultés. Mais ensuite la question se pose : ne condamne-t-elle pas radicalement une philosophie comme l'existentialisme ? Il faut avouer que l'Encyclique n'est pas claire sur ce point. Elle déclare : « Les fausses affirmations d'un semblable évolutionnisme, selon lesquelles se trouve rejeté tout ce qui est absolu, certain, immuable, ont ouvert la voie à une nouvelle philosophie aberrante, qui, rivalisant avec l'idéalisme, l'immanentisme et le pragmatisme, a reçu le nom d'existentialisme, étant donné que, négligeant les essences immuables des êtres, elle s'intéresse seulement à l'existence de chaque chose » (1), et plus loin « ils semblent insinuer dans les esprits que n'importe quelle philosophie, n'importe quelle façon de penser peut, moyennant, s'il le faut, des corrections et des compléments, s'accorder avec le dogme catholique. Ce qui est absolument faux, surtout lorsqu'il s'agit de systèmes comme l'immanentisme, l'idéalisme ou le matérialisme, soit historique, soit dialectique, ou encore de l'existentialisme, soit qu'il professe l'athéisme, soit que du moins il rejette la valeur de la pensée métaphysique. Il n'est pas un catholique pour contester ce désaccord » (2).

La question est de savoir ce qu'on entend ici par existentialisme (3). S'agit-il d'une confirmation de la condamnation de Sartre (4) ou cette déclaration va-t-elle plus loin ? Concerne-t-elle aussi des auteurs comme Heidegger, Jaspers, Marcel ? Peut-on dire de ces derniers que, « négligeant les essences immuables des êtres, ils ne s'intéressent qu'à l'exis-

(1) Cf. *la D. C.* du 10. 9. 50, col. 1163.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.* Le texte latin porte : « *Non... leviter amplectatur quidquid novi in dies excogitatum fuerit.* »

(1) Cf. *la D. C.* du 10. 9. 50, col. 1155.
(2) *Ibid.*, col. 1164.
(3) Sur l'existentialisme, voir *la D. C.*, t. XLIII (1946), col. 1280-1284 et t. XLIV (1947), col. 753-760.
(4) Cf. *la D. C.*, XLVI (1949), col. 5-6.

tence de chaque chose » ? Cette définition caractérise l'existentialisme de beaucoup de pseudo-philosophes, mais s'applique-t-elle aussi à l'existentialisme des penseurs signalés ? Mais peut-être fait-on fausse route en voulant chercher derrière cette formule des philosophies déterminées, élaborées dans le concret. Elle ne vise peut-être qu'une tendance, à savoir la tendance à rejeter toute vérité constante et absolue et à n'admettre qu'une vérité changeante et relative. Dans ce cas, on ne saurait nier qu'une telle tendance existe dans diverses formes d'existentialisme. Le deuxième passage cité apporte d'ailleurs une restriction à la condamnation générale : « L'existentialisme, soit qu'il professe l'athéisme, soit que du moins il rejette la valeur de la pensée métaphysique. » L'expression « athéisme » s'applique manifestement à l'école de Sartre ; mais il est difficile d'établir de quel courant on dit qu'il rejette la pensée métaphysique. Peut-être s'agit-il de la négation par Jaspers de la validité universelle de la métaphysique.

Si, dans le cas présent, il est à peu près impossible d'interpréter l'Encyclique à la lettre, il nous semble que dans les grandes lignes l'intention du Pape est parfaitement claire. La tendance existe ici et là — surtout en France — de prendre comme base de la théologie certaines formes d'existentialisme au lieu du thomisme. Le Pape oppose à ces tentatives un refus catégorique. De plus, l'Encyclique signale le danger, certainement latent dans toute forme d'existentialisme, de subjectiver la vérité. On rappelle ainsi au philosophe la nécessité d'une attitude critique envers l'existentialisme. Il ne faut certainement pas y voir une condamnation formelle d'un philosophe comme Gabriel Marcel, mais bien un avertissement de ne pas abandonner la tradition pour cette philosophie : *vetera novis augere*. L'Encyclique ne se propose sûrement pas de fulminer à tort et à travers des anathèmes. Il y a dans l'Encyclique des formules analogues à celles que jadis on a considérées parfois comme une condamnation de Maurice Blondel. Que cela est exclu ressort clairement de la Lettre du Pape à Blondel même, à l'occasion de son 80e anniversaire (1). Il ne faut pas retomber dans l'ancienne erreur et interpréter cette Encyclique comme une condamnation de Gabriel Marcel. Tout ce qui convient ici, comme toujours, c'est la prudence et le maintien des vérités anciennes.

4° L'historicisme.

Il nous semble qu'en ce qui concerne la portée de leur condamnation, les erreurs reprochées à l'existentialisme et à l'historicisme reviennent essentiellement au même, à savoir l'abandon d'une vérité absolue et immuable pour une vérité relative et changeante. Il est clair qu'un chrétien ne saurait admettre un relativisme absolu à l'égard de la vérité. Car la relativité absolue de la pensée humaine entraînerait celle de notre foi. Si notre activité intellectuelle était privée de toute valeur, *Je suis la Voie, la Vérité et la Vie* (*Jean*, XIV, 6) serait une formule dénuée de sens. Un catholique ne saurait jamais admettre la contradiction absurde entre raison et foi posée par Kierkegaard. Pour le catholique vaut toujours le *credo quia rationabile*, je crois parce que c'est raisonnable. Il est vrai que le contenu de la foi ne se démontre pas rationnellement, mais la raison démontre qu'il est raisonnable de croire. Aussi le Pape déclare-t-il que la raison est capable « de prouver irréfutablement à partir de signes divins les fondements de la foi chrétienne » (2).

Le Pape définit l'historicisme comme un mode de penser « qui, s'attachant aux seuls événements de la vie humaine, renverse les fondements de toute vérité et de toute loi absolue en ce qui concerne tant la philosophie que les dogmes chrétiens

(1) Voir le texte de cette Lettre dans *la D. C.* du 8. 7. 45, col. 498.
(2) Cf. *la D. C.* du 10. 9. 50, col. 1162.

eux-mêmes » (1). Contre cet historicisme, le Pape maintient « l'authentique et exacte valeur de la connaissance humaine, les principes inébranlables de la métaphysique, enfin la possibilité pour l'intelligence d'arriver à une vérité certaine et immuable » (2). Cette attitude est entièrement dans la ligne du Pape, qui ne veut sacrifier aucune valeur traditionnelle à des nouveautés problématiques. Disons en passant l'éminente importance de cette attitude pour la défense et le développement d'une véritable culture, qui sans ces principes périrait irrévocablement.

5° Le rôle de la volonté et du sentiment en philosophie.

A cela est liée la discussion autour du rôle de la volonté et du sentiment en philosophie. Deux constatations s'imposent clairement : 1° le Pape maintient que la philosophie est et doit être une activité de l'intelligence ; 2° le Pape insiste sur le fait que cette activité n'est pas quelque chose d'isolé dans l'homme, mais qu'il existe une action réciproque entre elle et la volonté et le sentiment. Ainsi le Pape rejette d'une part un rationalisme, d'origine cartésienne, mais qui a pénétré chez certains thomistes modernes, d'autre part un volontarisme ou émotionalisme qui, par réaction contre la tendance précédente, a trouvé accès auprès de certains penseurs catholiques. Le Pape maintient l'intégrité de la raison humaine, aussi bien que l'unité de la personne ; c'est toujours la personne qui à la fois pense et veut et sent. La pensée, la volonté et le sentiment ne sont jamais dans l'homme (normal) isolés les uns des autres, mais s'influencent réciproquement. On connaît la thèse thomiste d'après laquelle les passions déréglées induisent la raison en erreur. Mais à côté il y a la thèse positive d'après laquelle les passions réglées mettent la raison sur la bonne voie. C'est un fait inéluctable qu'il n'existe pas d'état dans lequel l'homme ne fait que penser : le vouloir et le sentir accompagnent toujours la pensée. La volonté et le sentiment peuvent être réglés et laisser alors la voie libre à la saisie de la vérité ; déréglés, ils y mettent obstacle. Mais la saisie de la vérité elle-même demeure toujours du domaine de l'intelligence.

6° Les preuves de l'existence de Dieu.

Tout cela éclaire enfin le problème des preuves de l'existence de Dieu. Celles-ci sont affaire de l'intelligence et non pas de la volonté ou du sentiment. La raison est incapable d'arriver ici à des conclusions exactes, si la volonté et le sentiment ne sont pas ordonnés. Le Pape explique avec insistance que la démonstration de l'existence de Dieu est affaire de la raison et qu'elle est irréductible à un besoin de la volonté. Il ne fait que répéter une tradition chrétienne qui remonte à saint Paul et a été explicitement formulée par le Concile du Vatican, quand il parle de « l'importance de la raison humaine, parce qu'elle est capable de démontrer avec certitude l'existence d'un Dieu personnel » (3).

Nous n'avons pas étudié dans cet article toutes les questions philosophiques que traite l'Encyclique. Mais nous croyons avoir éclairé les points au sujet desquels règne une certaine inquiétude. Cette inquiétude ne nous paraît pas fondée ; en effet, bien que sur certains points, comme l'existentialisme, l'Encyclique ne soit pas parfaitement claire, ses grandes lignes prolongent la tradition : maintien de l'ancien avec ouverture sur le nouveau, ou plus concrètement : maintien du thomisme avec enrichissement et approfondissement par la pensée moderne. A notre avis, tout philosophe qui connaît vraiment le thomisme devra reconnaître qu'avec ce système sont données toutes les condi-

(1) Cf. *la D. C.* du 10. 9. 50, col. 1155.
(2) *Ibid.*, col. 1162.
(3) *Ibid.*, col. 1162.

tions pour une synthèse complète de tous les acquêts philosophiques, parce qu'aucune philosophie n'a un plus grand pouvoir d'assimilation que le thomisme. C'est ainsi qu'on maintient la culture chrétienne et qu'on la défend contre le danger d'une rupture avec la tradition, qui conduit toujours et nécessairement à une perte de culture.

L'Encyclique " Humani Generis " et les sciences bibliques (1).

Cet article, intitulé « La nouvelle Encyclique et la science biblique catholique », a pour auteur le Dr W. GROSSOUW, *professeur d'exégèse du Nouveau Testament à l'Université de Nimègue :*

[...] L'Encyclique envisage principalement le domaine de la philosophie et de la théologie. L'interprétation de la Bible n'est abordée que quelques fois, et encore brièvement; dans ce domaine, après les déclarations antérieures du magistère, notamment l'Encyclique *Divino afflante Spiritu* de 1943, le présent document n'ouvre guère de perspectives nouvelles. Résumons brièvement en quatre points ce qu'il dit de la Bible.

1. L'inerrance biblique.

Ayant, en vertu de l'inspiration, Dieu comme auteur, l'Ecriture ne peut se tromper en ce qu'elle a l'intention de dire. De par sa nature, cette « infaillibilité » s'étend à tout ce que les auteurs, organes de l'inspiration divine, affirment réellement ; on ne saurait la limiter aux « parties qui concernent Dieu et les choses morales et religieuses » (2). C'est une conséquence claire, tirée depuis longtemps du dogme de l'inspiration. Etablir ce que *in concreto* l'Ecriture « veut exprimer » demeure, il est vrai, affaire d'interprétation compétente et délicate. Car les méthodes littéraires de ces livres anciens diffèrent beaucoup des nôtres. C'est l'exégèse qui, dans la soumission au magistère ecclésiastique et en observant l'analogie de la foi, mais en utilisant aussi tous les moyens fournis par la science, a pour tâche de rechercher le sens exact de l'Ecriture, tâche à laquelle le Pape actuel a encouragé les exégètes dans son Encyclique *Divino afflante Spiritu,* comme ils se le rappellent avec reconnaissance.

2. Le sens spirituel de l'Ancien Testament.

Le Pape se contente également d'une brève référence à son Encyclique antérieure en ce qui concerne « l'interprétation symbolique ou spirituelle » de l'Ancien Testament. Ici encore, pour apprécier exactement le problème, il faut en connaître le contexte. Le Saint-Père ne songe pas, comme il l'a d'ailleurs déclaré expressément dans *Divino afflante Spiritu,* à condamner la véritable interprétation typologique de l'Ancien Testament. En effet, le Nouveau Testament nous en donne l'exemple, les Pères de l'Eglise en ont élaboré les principes avec délectation et l'ancienne liturgie en est pénétrée. Il ne s'agit ici que de certains excès, de ceux-là surtout qui s'accompagnent d'un dédain, d'une part du sens direct, littéral ou « verbal » de la Sainte Ecriture, d'autre part des résultats certains de la science biblique moderne. L'occasion prochaine qui avait amené l'Encyclique antérieure à parler de cette question furent les écrits interminables, pieux, inintelligents et réactionnaires d'un prêtre italien qui diffusait ses idées sous le pseudonyme Dain Cohenel (3) ; bien que leur influence fût pratiquement nulle en dehors de l'Italie, dans leur pays d'origine, ces écrits ont provoqué pas mal d'agitation.

3. Polygénisme.

Ce qui parmi les questions bibliques traitées brièvement dans la nouvelle Encyclique intéressera probablement le plus les lecteurs de ce journal, ce sont les déclarations concernant le polygénisme et l'interprétation des premiers chapitres de la Genèse. Le premier de ces sujets n'a qu'un rapport indirect avec la Bible. Il a trait aux grands progrès et aux résultats encore incertains des sciences qui s'occupent de l'origine de l'homme. Mais ici il faut bien lire le texte. (J'espère que la traduction que j'ai devant moi est exacte.) Alors on verra que l'Encyclique n'exclut pas la possibilité qu'il y ait eu des hommes, *sapientes* ou non, avant le premier homme biblique, pourvu qu'on admette qu'eux et leurs descendants étaient éteints avant que notre premier père ait paru sur terre.

4. L'interprétation de l'Ancien Testament, notamment du début de la Genèse.

L'exégèse des premiers chapitres de la Genèse n'a pas cessé d'être une question brûlante, bien qu'au cours des dernières dizaines d'années on ait constaté parmi les catholiques un progrès indéniable dans l'interprétation de ce qu'on a appelé parfois la *Urgeschichte* (1) ou protohistoire biblique. Ces termes seuls indiquent déjà que le problème fondamental des textes en question est celui de leur genre littéraire. Faut-il considérer les récits de la création, du paradis, de la chute, du déluge, etc., comme de l'histoire ou comme un mythe ? Si d'une manière ou d'une autre, on peut les considérer comme de « l'histoire », dans quel sens faut-il alors entendre ce terme ? Le Pape se contente d'une exhortation à la circonspection et d'une citation prudente d'une déclaration antérieure du magistère. Car plusieurs fois déjà, le magistère ecclésiastique s'est occupé de cette question qui, en effet, « touche aux fondements de notre religion ». En 1909, en pleine crise moderniste, la Commission biblique avait publié un *responsum* sur « Le caractère historique des trois premiers chapitres de la Genèse », décision qui traçait des limites assez étroites à la liberté et qui, en fait, a eu pour conséquence que pendant un certain temps les savants catholiques n'ont guère produit de travaux personnels ou originaux sur les problèmes en rapport avec ces chapitres.

Mais cette décision aussi, il faut la comprendre à la lumière des circonstances de cette époque, où le modernisme au sein même de l'Eglise avait mis l'orthodoxie dans une sorte d'état d'alerte. En fait, les choses se passèrent de telle sorte que dès avant la dernière guerre le décret fut interprété avec indulgence. Ce qui n'empêche pas qu'on a accueilli avec joie la lettre adressée en janvier 1948 au cardinal Suhard par la même Commission biblique (2), lettre citée ici par le Pape et relative aux onze premiers chapitres de la Genèse et à l'authenticité mosaïque du Pentateuque. Evidemment, cette lettre n'était pas une rétractation formelle du décret antérieur, ne fût-ce que parce qu'elle était libellée sous une forme inusitée, plus personnelle. Tout en maintenant les principes, elles autorisa cependant une interprétation large des onze premiers chapitres de la Genèse et, très sagement, elle fit état de la grande incertitude qui règne encore en cette matière. Maintenant, en revanche, le Pape met en garde contre une interprétation trop large de la lettre au regretté cardinal. L'aiguille aimantée ne cesse d'osciller ! Cependant, le Pape ne rétracte pas cette lettre, au contraire, il la cite avec approbation. Donc une tâche nous attend encore, parmi beaucoup d'autres, dans ce mélange mystérieux de liberté et de soumission volontaire, qui sont la marque des enfants de l'Eglise maternelle. Les exégètes catholiques, qui non moins que leurs confrères théologiens, sont disposés *a priori* à accueillir de tout cœur les décisions du magistère ecclésiastique, peuvent aussi *post factum* continuer tranquillement leur travail.

(1) *De Tijd* du 12. 9. 50. Traduction de *la D. C.*
(2) Cf. *la D. C.* du 10. 9. 50, col. 1160.
(3) Cf. *la D. C.* du 21. 1. 45, col. 92.

(1) En allemand dans le texte.
(2) Voir le texte dans *la D. C.* du 25. 9. 48, col. 523-6.

QUESTIONS ACTUELLES

L'APPEL DE STOCKHOLM et le problème de la paix (1)

III — Réactions dans les milieux non communistes

1. Des signataires ajoutent au texte de Stockholm.

Quelques personnalités catholiques ont signé l'Appel de Stockholm, en l'accompagnant, il est vrai, d'autres textes de la hiérarchie catholique, qu'on va lire. Témoignage Chrétien *— on l'a vu dans notre recension de presse* (1) *— a signé cette initiative.* L'Humanité *du 15 mai, sous le titre : « Des chrétiens contre la bombe atomique », l'a fait encore plus complètement :*

Des personnalités catholiques, dont les noms suivent, viennent de lancer un appel reprenant *in extenso* le texte de Stockholm et qui déclare, en outre :

Des chrétiens contre la bombe atomique.

« Si jamais une génération a dû entendre s'élever, au fond de sa conscience le cri de « guerre à la guerre », c'est certainement la génération présente. »

(Pie XII, Noël 1944.)

Le danger est pressant.

« Les destructions du patrimoine national causées par les attaques aériennes et par les armes horribles qu'on vient d'inventer sont telles que, pendant de longues années, elles laissent dans la misère aussi bien les peuples vaincus que les peuples victorieux. »
(Mgr Ottaviani, *Traité de droit public ecclésiastique,* Rome 1947.)

« Un chrétien ne peut pas et ne doit pas se désintéresser des efforts qui sont tentés pour maintenir la paix entre les nations. »
(Cardinaux et archevêques de France, 20 octobre 1949.)

« Nous appuyons la résolution déposée par les députés de tous les partis, dont les trois prêtres de l'Assemblée nationale : M. le chanoine Kir, M. l'abbé Gau et M. l'abbé Pierre Grouès, qui ont invité le gouvernement à déposer devant les Nations Unies « une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupable d'un crime devant l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilités, auront utilisé l'arme atomique. »

Nous approuvons tous les efforts tentés dans tous les pays pour développer dans le monde la volonté de paix et, en particulier, nous approuvons l'appel de Stockholm.

Nous savons que si l'opinion mondiale oblige les gouvernements à s'entendre sur le désarmement atomique, la porte sera ouverte pour une large et peut-être décisive négociation internationale pour le désarmement et le sauvetage de la paix. »

Marie Aubertin (Jeunesse de l'Eglise) ; Suzanne Barrat (Institut de culture ouvrière) ; abbé René Besnard ; abbé Jean Boulier ; Jacques Chatagnier ; P. Chenu ; Mgr Chevrot ; Paul-Henri Chombart de Lauwe (ethnologue) ; Michel Coignac (J. O. C.) ; Charles Cuzol (Action catholique ouvrière) ; P. Dabosville ; abbé Depierre ; P. Desroches ; Hubert Dufour (*Sillage*) ; Duman-Primbaut (Action catholique indépendante) ; Robert Edouard ; P. Feret ; abbé Gory (curé de Villepreux) ; Jacques Gueriff (journaliste) ; chanoine Hollande (Supérieur de la Mission de Paris) ; abbé François Laporte ; Jean Lacroix ; Françoise Leclercq (Combattants de la paix et de la liberté) ; Dr de Leobardy (de l'Académie de médecine) ; Georges Levasseur (professeur à la Faculté de droit de Lille) ; Etienne Lonchamp (ingénieur M. I. C. I. A. C.) ; Claude Manigaut (Action catholique ouvrière) ; Marceau Bossier (*Cahiers du Travail*) ; André Mandouze (professeur à la Faculté d'Alger) ; Marcel Moiroud (Union des chrétiens progressistes) ; Georges Montaron (*Témoignage Chrétien*) ; P. M.-I. Montuclard ; abbé Charles Pautet ; Pierre Quéraud (J. O. C.) ; Jean et Jeanne Quercy (Université populaire) ; Reynet (Action catholique ouvrière) ; P. Robert (prêtre ouvrier) ; Paul Rodi ; P. Auguste Rosi ; Ella Sauvageot ; Raymond Vatier (ingénieur M. I. C. I. A. C.) ; Vedrenne (*Vie Nouvelle*) ; Jean Verlhac (U. C. P.) ; Leprince-Ringuet (membre de l'Académie des sciences).

M. le chanoine Rodhain a vivement désapprouvé les signataires de ce document. La France catholique *du 26 mai nous le révèle par cet article en tête de ses colonnes, intitulé : « Je signe aussi le manifeste ».*

M. le chanoine Rodhain, secrétaire général du « Secours catholique », publie, dans le numéro qui paraît ces jours-ci du Bulletin interdiocésain du Secours, *les lignes que nous reproduisons cidessous. Nous avons dit, la semaine dernière, à quelles conditions un combat pour la paix pouvait être efficace. Ceci complète cela.*

Si les communistes lançaient une pétition pour le beau temps ou un manifeste contre les gelées printanières, ils trouveraient des catholiques, y compris quelques religieux notoires, pour donner aussitôt leur signature, tellement certains ont pris l'habitude d'être à la remorque. Par désir louable d'être en contact avec la masse, on la suit.

Par crainte de l'opinion populaire, on n'oserait point participer à cette « Marche de la paix », qu'est le cheminement des pèlerins de l'Année sainte vers Rome.

Mais dès qu'il s'agit de Stockholm, on marche.

***

En lisant les noms des braves gens qui ont signé l'affiche de Stockholm, je reconnaissais tous ces admirables militants ouvriers, sans cesse hési-

(1) *D. C.* des 16. 7. 50, col. 929 et suiv. ; 30. 7. 50, col. 991 et suiv. ; 24. 9. 50, col. 1233 et suiv.

tants à travailler avec le Secours catholique pour ne pas être compromis avec un pareil mot : « catholique ». Mais les voici désormais singulièrement compromis, leur courte liste est truffée de chanoines, de Pères Dominicains, d'abbés de tout poil, et coiffée d'un prélat de Sa Sainteté. Les quelques noms laïcs de l'affiche sont noyés dans un fleuve ecclésiastique. Gribouille, déjà, pour éviter la pluie, finissait par se jeter à la rivière. Du coup, tous ces militants sont classés, étiquetés, compromis. Mille affiches dans Paris prouvent qu'ils sont désormais cléricalisés jusqu'au cou.

***

Je souscris et je signe avec les milliers d'adhérents du Secours catholique le manifeste contre la misère, et je m'explique.

Je crois avoir vu, et de près, au moins autant de misères que ces messieurs de la masse qui, dans leurs bureaux parisiens, ont signé ce manifeste. Je reviens des camps d'enfants grecs, des camps de Palestine, des camps de D. P. d'Europe centrale. J'ai vu, de mes yeux vu, il y a quelques jours, les jeunes Parisiens enfermés au bagne de Lambèze (Sud algérien). Nulle part dans ces misères sans bombe, mais permanentes, nulle part je n'ai rencontré, pas même dans les visites aux malheureuses prisons parisiennes, un seul de ces signataires émotifs et charitables.

La misère quotidienne du vieillard et de l'enfant possède son manifeste. Je reconnais qu'il date un peu. Mais je fais confiance aux premiers signataires : Luc, Matthieu, Marc et Jean. Et si cet Evangile est trop long, il a bien une page qui vaut, en actualités, toutes les affiches nordiques ou progressistes : « Bienheureux les pauvres, bienheureux ceux qui souffrent persécution... »

Joergensen, parlant de saint François, constatait que ce sont les mots d'amour qui sont, en définitive, les plus révolutionnaires.

Aux Journées d'études de Champrosay, Mgr Calvet, dans un de ces raccourcis d'histoire dont il a le secret, prouvait qu'une période limitée de l'histoire de France avait traversé de terribles disputes intérieures sans effusion de sang, exactement cette période où les Français avaient été influencés par la personnalité et les réalisations secourables de Monsieur Vincent. La charité n'a pas attendu les découvertes atomiques pour provoquer des « réactions en chaîne ».

Je signe ce manifeste-là. Celui de Luc, de Matthieu, de Marc et de Jean. Il est plus actuel. Il est plus atomique que l'autre.

Cependant, quelques semaines plus tard, l'Humanité *du 7 août* 1950 *faisait connaître que M. l'abbé Boulier avait « adressé à certains adversaires de l'Appel de Stockholm, ainsi qu'à des chrétiens s'étant refusé à le signer, un texte dans lequel il explique : « Pourquoi j'ai signé l'Appel de Stockholm ». Voici les fragments de ce texte tels que les présente le journal communiste :*

Après avoir montré la gravité de la situation internationale, l'abbé Boulier tire cette première conclusion :

Il faut renverser cette situation abominable. Comment ?

Par la prière. Assurément. La prière peut des miracles. Mais il ne faut pas tenter Dieu. Aide-toi, le ciel t'aidera.

Par la neutralité, en disant aux deux colosses : allez vous battre ailleurs ; vous ne vous battrez pas en Europe. Assurément. Mais l'un des colosses est déjà installé chez nous. Comment l'en faire déloger pour revenir à une neutralité réelle ? Et puis, le crime perpétré hors d'Europe serait-il moins détestable ?

En faisant confiance aux gouvernants ? Les gouvernants se dérobent. A Lake-Success, la Commission des Nations Unies est dans une impasse. Il faut en sortir. Le contrôle suppose l'interdiction. L'interdiction suppose une arme déclarée crim[inelle]. C'est l'évidence même.

Et c'est tout l'Appel de Stockholm. Mais il [n']s'adresse pas aux gouvernants qui font les sourd[s]. L'Appel s'adresse aux peuples. Il formule la volon[té] du peuple. Et devant cette volonté souveraine, l[es] gouvernants devront s'incliner : se soumettre o[u] se démettre.

Et il poursuit :

Voilà pourquoi l'Appel de Stockholm n'est pa[s] une déclaration de principe, mais une déclaratio[n] de volonté, une résolution, la résolution de[s] peuples du monde de sauver l'humanité.

Une résolution modeste, qui ne vise que la plu[s] spectaculaire des armes d'extermination en mass[e], qui ne parle pas des fusées radio-guidées, pa[r] exemple, ni des bombardements par germes por[]teurs de peste ou de choléra..., mais qui, év[i]demment, ouvre la voie à d'autres interdiction[s].

Une résolution réaliste, qui se définit en tro[is] termes inséparables : la mise hors la loi, le con[]trôle, la sanction.

Une résolution efficace, qui sera souscrite e[n] France par plusieurs millions de signatures, dan[s] le monde par des centaines de millions, et qu[i] imposera par là aux gouvernants de cesser d[e] recourir aux diversions et aux échappatoires, e[t] ne leur laissera que ces alternatives : ou refuse[r] de signer à leur tour, et avouer qu'ils envisagen[t] l'emploi de cette arme criminelle, ou signer, e[t] l'employer quand même, et se rendre parjures dè[s] le début de la guerre, pour être pendus quand ell[e] finira.

. . . .

« Je suis contre l'Appel », a dit un malheureux, qui serait, par surcroît, bâtonnier du Barreau d[e] Paris. « Si la première bombe atomique est pou[r] Moscou, je suis pour. »

A la bonne heure ! Voilà une opinion coura[]geuse, mais cynique, et qui met son auteur hor[s] de l'humanité. Ce n'est pas un homme, c'est un[e] bête féroce.

Le pilote de l'avion qui a jeté la bombe su[r] Hiroshima, le capitaine Robert Lewis, est entr[é] au couvent. Il a décidé d'expier jusqu'à la fin d[e] sa vie le crime qu'on lui a fait accomplir à so[n] insu, car il ignorait le genre d'engin qu'il trans[]portait et qu'il a lâché. Robert Lewis, c'est u[n] homme et c'est un chrétien. M. le bâtonnier es[t] une brute.

Et cette brute se met hors du bon sens, car s[i] la première est pour Moscou, où tombera l[a] seconde ?

« Je suis contre l'Appel », a dit un théologien[,] « car cet Appel est un panneau publicitaire. J[e] ne tombe pas dans le panneau. » Il est tombé plu[s] bas : dans le sophisme par équivoque, le plu[s] grossier de tous.

. . . .

La seule réponse est de s'en tenir au sens propre[,] univoque. C'est un panneau publicitaire ? Faites-y donc votre publicité ; apposez-y votre signature en toutes lettres, la signature d'un chrétien ; rendez témoignage à votre christianisme sur ce panneau, où les hommes, tous les hommes, rendent témoignage à leur humanité.

« Je suis contre l'Appel », dit-on encore, « il ne parle pas de Dieu. Sans Dieu, pas de paix véritable. Je suis pour la paix chrétienne, la seule vraie ».

Moi aussi, mais ne confondons pas. L'Appel de Stockholm ne nous introduit pas à « la paix du Christ dans le règne du Christ », ni dans la paix du cœur, ni dans la paix éternelle. Il concerne la paix des tombes. Voulez-vous avoir à ensevelir les restes d'êtres humains brûlés vifs, s'il en reste ? Voulez-vous creuser par milliers des tombes d'enfants ?

* * *

Dans la revue Etudes *de juillet-août* 1950, *sous le titre : « Les catholiques et l'Appel de Stockholm », le R. P. René d'Ouince a publié un article*

pénétrant et fort compréhensif, dont voici les principaux passages. Ils éclairent singulièrement le cas de conscience posé par la question de la signature de l'Appel.

Le sens de la signature.

[...] Les éléments de l'option ainsi définis — et nous ne pensons pas que les conclusions précédentes puissent être contestées par un observateur attentif, — la question de la signature des chrétiens reste entière. Les uns seront sensibles avant tout à l'apparente rectitude du texte ; les autres rejetteront le piège. Les premiers optant pour la simplicité de l'Evangile, les seconds invoquant la prudence ; et le verset de l'Ecriture qui recommande ces deux vertus ne les départagera point.

Je n'ai pas l'intention de prolonger ici les discussions fraternelles amorcées entre théologiens sur la valeur respective du sens objectif et du sens historique que l'on peut attribuer à toute parole humaine. Ce thème fournirait matière, en d'autres temps, à un beau débat ; mais j'ai la naïveté de croire qu'il n'est pas nécessaire de résoudre ce problème théorique pour trancher notre cas de conscience. Car la réalité est plus simple : quelques réflexions de bon sens, un peu de psychologie suffiront à l'éclairer.

Apposer sa signature au bas du manifeste de Stockholm constitue, en effet, un engagement précis, assez proche de celui que contracte un personnage qui fait une déclaration publique, ou l'électeur prenant part à un référendum.

Or, une déclaration publique, qui normalement répond à une question posée à l'opinion par une conjoncture définie, est un acte qui reçoit des circonstances dans lesquelles il a été accompli une signification particulière, dont serait impuissante à rendre compte l'analyse littérale du texte.

Ainsi quand, au cours d'un conflit social, un évêque rappelle publiquement la doctrine traditionnelle de l'Eglise soit sur le droit de grève, soit sur les exigences du bien public, ce rappel prend, du fait des circonstances, un accent qui fait partie de sa signification objective. Notre récente histoire politique nous fournirait des exemples plus frappants encore : pendant l'occupation, le cardinal Suhard avait été maintes fois sollicité par les autorités allemandes de faire quelque déclaration pour condamner le communisme athée ou le matérialisme marxiste. Le cardinal s'y est toujours refusé, par un souci de dignité et de justice. Car, s'il était facile de rédiger un texte d'une orthodoxie incontestable, sans aucune allusion politique, il était bien évident que, dans les circonstances concrètes, ce texte était souhaité et aurait été utilisé comme instrument de la propagande nazie. Et quel prisonnier de la dernière guerre, invité à faire partie d'un cercle d'études s'intéressant aux questions juives, n'a compris qu'en acceptant de ratifier un programme qui, en d'autres temps, eût été parfaitement légitime, il était sûr de faire le jeu de la campagne antisémite ? Encore une fois, composer une déclaration publique, ou la ratifier, est un acte, un engagement d'ordre civique, dont la portée ne peut être objectivement définie sans tenir compte de son contexte historique.

Mais signer l'Appel de Stockholm n'est pas seulement ratifier une déclaration historique, c'est la ratifier en commun. Une campagne de signatures vaut surtout par le rassemblement qu'elle opère. Nous sommes ici très proches de l'engagement politique par lequel nous choisissons un parti. Et il est clair que, dans un tel choix, la qualité des hommes l'emporte beaucoup sur le son des mots qu'ils prononcent. Il est d'une habileté élémentaire pour un groupement politique de prendre comme thèmes de ralliement les plus substantielles promesses : « le pain, la paix, la liberté ». Qui oserait nier que ces biens soient désirables ? « Famille, travail, patrie » ! Comment contester la réalité de ces valeurs ? Les grands mots ne coûtent guère, mais un parti les honore ou les galvaude selon les hommes qui les prononcent et, à leur appel, se rassemblent.

L'Appel de Stockholm a, lui aussi, ses promoteurs ; leur passé politique est légitimement garant de l'interprétation du texte. A moins de prétendre entrer dans le mouvement pour le noyauter — ce qui ne serait plus simplicité ni prudence, mais machiavélisme présomptueux, — un catholique qui donne sa signature choisit leur compagnonnage politique et concourt pratiquement à réaliser leur programme. Telle est, indépendamment de ses intentions, la signification objective de son geste ; telle sera, à n'en pas douter, son efficacité réelle : il augmente d'une unité, il enrichit de son autorité morale le mouvement de propagande en faveur de Moscou.

Le Manifeste chrétien.

Les initiateurs du *Manifeste chrétien* contre la bombe atomique ont été soucieux, sinon de formuler des réserves, du moins de proposer un commentaire qui affirme l'originalité et l'antériorité de la prise de position catholique. Une étude historique pouvait d'ailleurs fournir matière à rectification cruelle. Car les communistes sont néophytes de fraîche date en matière de désarmement. Au temps de Hiroshima, l'efficacité irrésistible de la bombe était célébrée par les organes communistes, tandis que le Souverain Pontife, qui avait témoigné sa compassion aux victimes, se voyait grossièrement injurié pour ses sympathies fascistes. Mais le *Manifeste chrétien* évite toute rectification polémique ; quelques citations datées précèdent le texte de Stockholm. Les voici telles qu'on a pu les lire affichées sur les murs de Paris.

. . . .

Ici la qualité d'un bon nombre de signatures ne permet pas de douter de leurs intentions. Intellectuels ou apôtres, prêtres ou laïques, leur vie témoigne d'un attachement filial à l'Eglise et d'un don sans réserve à leurs frères ouvriers. Ce double attachement les rassemble. Ils ont voulu à la fois affirmer l'autonomie doctrinale de la position catholique et maintenir la présence active de catholiques dans le mouvement populaire provoqué par les Partisans de la paix. Mais c'est une demi-mesure : leur geste trahit la droiture de leurs intentions. En se ralliant au mouvement historique issu de Stockholm, ils lui apportent l'appoint de leur autorité morale, sans que les considérants que leur *Manifeste* énonce influent sur son orientation. De plus, ils contribuent à accréditer une équivoque qu'ils réprouvent. Car il est pratiquement inévitable que le Français moyen, lisant cette affiche où des textes émanant à la fois de Rome et de Moscou sont juxtaposés sans réserve, ne conclue à la convergence des deux programmes de paix.

Qui de nous n'a entendu devant ce texte, sous une forme ou sous une autre, cette réflexion d'un homme simple : « Oui, c'est bien dit : guerre à la guerre. Pour une fois, on peut marcher tous ensemble. Sur le chapitre de la paix, Rome et

Moscou sont d'accord. » Je ne sais si, ce jour-là, le lecteur de l'affiche pensait que le maréchal Staline venait de se convertir à l'idéal des Béatitudes, ou s'il estimait que S. S. Pie XII appelait de ses vœux l'ère pacifique de l'Etat universel dans la société sans classe... Mais je trouve l'équivoque amère. L'actualité politique de ces dernières années nous a cependant fourni assez d'occasions éclatantes de discerner les sentiments du Vatican et du Kremlin autrement que par conjecture. A chaque fois que l'U. R. S. S. annexe un nouvel Etat satellite, tous les organes communistes célèbrent le recul du capitalisme, la victoire remportée sur les fauteurs de guerre, un pas accompli dans la direction de la paix. Et ce même événement, prélude de tyrannie policière et de persécution religieuse, l'*Osservatore Romano* le déplore comme une injustice nouvelle, grosse de menace de guerre.

Ces constatations sont flagrantes ; rien ne peut être accompli de solide sur le plan mondial en feignant de les oublier. Et c'est pourquoi, tout en rendant hommage à la bonne volonté des signataires du *Manifeste chrétien,* je ne puis que reprendre la formule dont usait récemment le pasteur Boegner pour caractériser une initiative analogue prise par quelques pasteurs protestants : ce ralliement motivé à l'Appel de Stockholm est de nature à engendrer « une confusion intellectuelle... regrettable ».

Explications de vote.

Est-ce à dire que je condamne sans réserve tout catholique qui, directement ou par le truchement du *Manifeste chrétien,* a signé l'Appel de Stockholm ? Je ne serai pas aussi radical. J'ai signalé, avec le plus de force que j'ai pu, les risques du geste : favoriser une manœuvre politique où le communisme est gagnant, engendrer un peu plus de confusion, quand ce n'est pas de mensonge. Mais il est des circonstances où nous pouvons êtres amenés à nous taire devant un mensonge ou à être victimes d'une manœuvre injuste, pour éviter un plus grand mal ou dans l'espoir de servir une cause plus haute.

Le plus grand mal, ce peut être le danger de scandale ; l'impuissance psychologique qu'éprouve un chrétien à justifier son désaccord, la nécessité d'éviter cet absurde contresens qui le ferait paraître partisan des exterminations massives si elles tournent à son profit. Ce danger est parfois réel et je me rends bien compte que, de loin, j'en parle à mon aise. Si j'étais dans un quartier populaire ou dans un atelier, où de bon cœur, dans un désir sincère de paix, tous les camarades ont signé, il est fort possible que je désespérerais de leur faire comprendre mon refus et que je signerais comme les autres. De mon bureau, je suis incapable d'estimer le poids de la pression sociale, la force de l'opinion soulevée dans certains milieux ouvriers par les Partisans de la paix. Je souhaite cependant que les prêtres et les catholiques qui la subissent et croient devoir signer l'Appel de Stockholm soient assez lucides pour se rendre compte qu'ils sont contraints à faire politiquement un geste de dupes, qui n'est pas sans incidences religieuses.

A diverses reprises, au cours de ces dernières années, les voix les plus autorisées dans l'Eglise ont rappelé aux fidèles qu'il y avait danger et faute à favoriser, fût-ce sans compromission doctrinale, l'avènement d'un régime délibérément hostile à la foi catholique. Ici, la collaboration s'exerce sur le terrain privilégié choisi par le parti communiste pour accroître son influence ; elle s'aggrave d'un danger permanent de tentation contre la foi, au moins de défiance envers l'Eglise. Car toute la propagande des Partisans de la paix tend à mettre l'Eglise catholique en état d'accusation, à lui reprocher son prétendu silence, à faire honte aux chrétiens de leur inefficacité. Le catholique isolé finit par admettre ces griefs, il rallie les Partisans de la paix en auxiliaire honteux, embauché à la dernière heure, nourrissant une vague amertume contre l'Eglise qui a failli, pense-t-il, à sa mission. « Si la hiérarchie avait parlé plus fort contre la bombe atomique, nous n'aurions pas eu besoin de signer l'Appel de Stockholm. » Cette impression déprimante, génératrice d'amertume, est le fruit de beaucoup d'ignorance en même temps qu'elle prouve l'efficacité d'une propagande assez cynique. Il est vrai que la voix des catholiques ne porte pas loin dans le vacarme de notre époque ; mais l'Appel de Stockholm, épisode sonore de la guerre froide, n'est pas une contribution à la paix. Il faut d'impérieux motifs — qui, je le répète, existent parfois — pour se résigner à ne pas dénoncer une imposture qui trouble et exaspère tant d'âmes.

J'en dirai autant de l'autre motif, plus spécieux et plus noble, invoqué spécialement par les signataires du *Manifeste chrétien* : maintenir la présence active de l'Eglise au sein d'un grand courant populaire qui charrie le meilleur et le pire, ne pas interrompre un dialogue qui s'est révélé depuis quelques années si bienfaisant, aider des pacifistes sincères à discerner dans leurs apirations confuses un élan vers la paix fraternelle promise aux hommes de bonne volonté. Ne peut-on pas, pour de tels biens, se résigner à paraître naïfs sur le plan politique et même à scandaliser quelques chrétiens ?

Il convient d'écouter d'autant plus volontiers cette requête qu'elle se présente avec sagesse, comme un geste de pionnier, une vocation d'exception. Je ne nie point que ces vocations existent ; l'Eglise a autorité pour les reconnaître et les contrôler. Mais, si c'est la loi de l'apôtre de se faire tout à tous, c'est son honneur de n'appartenir à personne, de demeurer un libre témoin de la parole de Dieu, qui ne souffre point d'être enchaînée. Cette liberté exige des ruptures. Qui s'y refuse *a priori* est déjà prisonnier. Plusieurs chrétiens progressistes figurent parmi les signataires du *Manifeste.* Pour eux, qu'un pacte tacite admet à collaborer avec le parti communiste à condition de n'être jamais ni contradicteurs ni adversaires, l'allégeance au programme de Stockholm est un geste sans retour (1). Pour les autres, selon toute vraisemblance, elle ne durera pas longtemps. Si le mouvement des Partisans de la paix risque actuellement de grossir ses effectifs et de gagner des sympathisants parmi les chrétiens, je ne doute pas que se reproduise assez vite l'expérience tant de fois répétée dans des formations analogues, depuis le Front national jusqu'à la Fédération des déportés. Les catholiques indépendants seront

---

(1) La tactique des chrétiens progressistes consiste précisément à choisir dans le programme du parti communiste des objectifs limités qui semblent admissibles à une conscience chrétienne et, sans tenir compte du contexte, à proposer leur concours. Ces chrétiens deviennent ainsi pour le parti des auxiliaires intermittents mais sûrs. Sans doute se récuseront-ils devant certaines tâches. Ils ne pousseront la machine que par saccades, mais ils ne l'arrêteront jamais ni n'infléchiront sa route.

contraints d'en sortir — sur la pointe des pieds ou en claquant la porte, — et les sympathisants s'éloigneront, parce qu'ils s'apercevront que, s'étant offerts à être compagnons de route, ils sont devenus des otages.

Pour une action sans équivoque.

Faut-il donc réviser la formule des directeurs de conscience qui, depuis plusieurs années, autorisent les catholiques à collaborer à partie égale avec les communistes sur des objectifs limités, sans inféodation au parti et sans compromission de doctrine ? En aucune façon. Cette formule est excellente, et je déplore précisément que, dans le cas que je signale, elle ne soit pas correctement appliquée.

Une collaboration loyale, à visage découvert, suppose en effet une certaine parité d'initiative et de liberté d'expression. Elle suppose que, parallèlement au plan d'action (politique, sociale) proposé par les communistes, les catholiques aient élaboré un programme, sinon exigé par leur foi, du moins pénétré de principes chrétiens. La coïncidence des programmes sur un point particulier permet la collaboration temporaire, étant bien entendu que ni l'un ni l'autre des partenaires, en poursuivant de concert un objectif immédiat, n'ait à renier sa tendance vers l'objectif final qui lui est propre.

Si la claire vision de cet objectif final n'existe que d'un côté, ou si l'une des parties prenantes n'a pas le droit de s'exprimer, il y a au moins début d'inféodation et cette forme atténuée de compromission doctrinale qu'est la confusion intellectuelle en des matières où la foi nous impose des options.

Dans le cas qui nous occupe, l'interdiction de la bombe atomique est un objectif limité, qui se situe, dans les perspectives communistes, à l'extrême pointe d'un programme de paix. Paix nettement définie, qui tend à l'hégémonie des pays socialistes et dont la pierre de touche est la fidélité à l'Union soviétique.

Ce même objectif limité se rencontre également, dans les perspectives catholiques, faisant partie d'un autre programme de paix. Paix fondée sur la volonté de coexistence, de respect mutuel et d'entente entre les peuples, et dont la pierre de touche est la fidélité à la règle transcendante de vérité et de justice. *Opus justitiae pax.*

La paix selon l'idéal communiste ne reconnaît qu'une injustice : l'injustice capitaliste ; seul l'armement des pays capitalistes est un danger (1).

La paix selon l'Eglise catholique ignore ces partialités : toute injustice, toute démesure la menace. Aussi bien l'injuste répartition des ressources économiques que le régime concentrationnaire, aussi bien le superarmement soviétique que celui des Etats d'Occident, aussi bien l'exploitation colonialiste que le mensonge de la guerre froide...

En poursuivant l'interdiction de l'arme atomique, les catholiques se doivent de ne renier, ni verbalement ni en pratique, aucune des exigences de leur idéal de paix.

On pourrait donc concevoir théoriquement sur ce point précis deux modes de collaboration légitime. Ou bien deux actions simultanées mais distinctes : parallèlement à la campagne des Partisans de la paix, les catholiques suscitent un mouvement d'opinion en faveur du désarmement, composent un texte inspiré de principes chrétiens authentiques et recensent leurs signatures. On laisserait à MM. Truman et Staline, s'ils veulent bien en tenir compte dans leurs projets d'armement, le soin d'additionner les listes. Ou bien, une campagne commune : une organisation politiquement neutre (la Croix-Rouge, par exemple, dont la tâche traditionnelle est précisément d'humaniser la guerre), ou un comité formé de catholiques et de communistes également représentatifs compose un appel commun rédigé de telle sorte qu'ils soit admissible par tous et qu'il prévienne dans la mesure du possible les utilisations partisanes. A un tel texte, pourvu que la campagne de propagande n'en fausse pas l'impartialité initiale, les catholiques pourront souscrire sans inféodation ni compromission doctrinale.

Le double devoir.

Mais l'Appel de Stockholm ne répond nullement à ces conditions. D'une part, il revendique dès l'origine le monopole absolu de la défense de la paix. Qui n'est pas avec nous est contre nous. Et c'est la pression du chantage. D'autre part, le Congrès qui l'a lancé et le mouvement qui l'exploite favorisent ouvertement la politique d'un parti. C'est le piège de l'inféodation, le mensonge de la fausse paix. Concrètement à ce projet de désarmement se trouve lié le triomphe de la politique soviétique, et les conditions dans lesquelles on sollicite les signatures ne permettent pas une efficace explication de vote. C'est pourquoi, s'il veut résister au chantage et déjouer le piège, il faut au catholique un double courage : refuser sa signature et affirmer en même temps sa volonté de paix. « Nous ne signons pas l'Appel de Stockholm. Mais il faut mettre la bombe atomique hors la loi », publiait en gros caractères *Témoignage Chrétien* du 19 mai. Sous cette forme ou sous une autre, ce double geste est nécessaire pour rendre intégralement témoignage à la vérité.

Je supplie mes amis théologiens de ne pas m'opposer la simplicité de l'Evangile : « Oui, oui ; non, non. Tout ce qui est de plus vient du malin. » Mais le commandement évangélique ne nous enjoint pas d'être dupes. Quand ses ennemis interrogèrent le Seigneur sur l'obligation de payer le tribut à César, il commença par se faire apporter une drachme et demanda à quelle effigie elle était frappée. Quand on lui amena la femme adultère, il proposa à celui qui était sans péché de jeter la première pierre. Et, parlant des scribes et des pharisiens assis dans la chaire de Moïse, il disait : « Faites donc ce qu'ils enseignent, mais ne faites pas ce qu'ils font. » C'était à la fois prononcer un oui et un non ou, pour employer notre jargon moderne, affirmer la vérité objective de la loi et renier l'inféodation à la secte.

Je voudrais conclure ce trop long article par une remarque personnelle : en le rédigeant, j'ai fait le plus honnêtement possible un travail d'intellectuel, analysant une situation, précisant des termes, rappelant des principes... C'est une tâche relativement facile. Je crains de n'avoir pas su exprimer combien j'étais sensible aux valeurs spirituelles que contient, mêlée à des passions impures, soumise à une exploitation cynique, la puissante aspiration des peuples à la paix. Comment ne pas deviner

---

(1) « L'U. R. S. S. a fait de très grands progrès en matière atomique. Et, fort heureusement, je le dis très haut, elle possède aussi la bombe qui, entre ses mains, est une contribution à la garantie de la paix. » (Discours de M. Thorez, à Chambéry, le 4 juin 1950, cité par *l'Humanité* du 5 juin 1950.)

l'angoisse qui saisit l'apôtre à la pensée de méconnaître, sous ses travestissements dérisoires, une authentique valeur chrétienne, le pressentiment des âmes qui s'ouvrent à la paix fraternelle de l'Evangile ? Et c'est pourquoi j'évoquerai une dernière fois ces prêtres et ces militants engagés dans l'Action missionnaire ouvrière, dont plusieurs ont signé l'Appel de Stockholm, dont plusieurs également s'y sont refusés. Aux premiers, je voudrais redire que je n'ai pas pris mon parti de désavouer leur choix sans avoir tenté de les comprendre dans un grand effort d'équité. Aux seconds, je tiens à exprimer, beaucoup mieux que mon accord, ma reconnaissance et mon respect. Isolés à l'extrême pointe de l'effort missionnaire, ils ont éprouvé le poids de la pression sociale et la tentation du vertige. Le fait de l'avoir éprouvée, puis dominée, donne à leur témoignage un incomparable prix. Car, si la générosité trop naïve conduit à des options finalement décevantes, la réflexion trop détachée risque de demeurer stérile. Seule fait œuvre libératrice une lucidité vivifiée par la souffrance de l'amour.

2. Des signataires protestants.

Quelques personnalités protestantes ont également signé l'Appel de Stockholm. Avec empressement encore, l'Humanité *a salué ces nouvelles recrues, dans son numéro du 6 juin, sous ce titre : « Un groupe de personnalités protestantes prend position » (1). Voici leur manifeste, d'après l'organe du communisme :*

Pour la paix

Au milieu des menaces effroyables d'une nouvelle guerre, vient de retentir l'appel de Stockholm.

Cet appel coïncide, par ailleurs, avec :

— La Conférence américaine du demi-siècle pour la paix ;

— la condamnation de la bombe atomique par le Conseil des Eglises protestantes anglaises ;

— la déclaration du Conseil fédéral des Eglises des Etats-Unis d'Amérique appelant « à un gigantesque effort pour la paix » ;

— l'appel du Conseil œcuménique des Eglises invitant les gouvernements à s'entendre sur le désarmement ;

— l'appel de la Croix-Rouge internationale pour l'interdiction de la bombe atomique ;

— le voyage de M. Trygve Lie, secrétaire général de l'O. N. U., pour tenter de renouer les relations entre l'Est et l'Ouest.

Si nous voulons être fidèles au Christ, nous ne pouvons pas demeurer indifférents dans la tourmente. Nous ne pouvons qu'approuver aujourd'hui, sans réserve, tous ces efforts en faveur de la paix qui, dès maintenant, peuvent avoir une action salutaire.

Nous pensons que l'appel de Stockholm constitue un effort extrêmement important pour maintenir la paix par l'ampleur de sa diffusion et la diversité de ceux qui y répondent. Il peut marquer une étape vers la reprise des négociations et favoriser une détente internationale.

Hommes solidaires des autres hommes dans l'angoisse et dans l'espérance, nous nous débattons tous ensemble pour chercher une issue favorable à la paix et nous sommes résolus à combattre les craintes et les haines suscitées par la menace d'une guerre atomique.

Nous sommes convaincus que la fidélité à l'Evangile du Christ impliquera pour nous, demain, de nouvelles exigences. En répondant aujourd'hui, parce que chrétiens, à cet appel, nous nous savons engagés à poursuivre chaque jour nos efforts pour rechercher tout ce qui pourra contribuer à la paix du monde et à la réconciliation entre les hommes.

Voilà pourquoi, en tant que chrétiens, nous signons l'appel de Stockholm.

Premières signatures :

Pasteur André Aeschimann (Paris) ; pasteur Francis Bosc (Paris) ; pasteur Robert Chéradame (Saint-Quentin) ; pasteur I. Exbrayat (Rodez-Nîmes) ; pasteur Jean-Daniel Fischer (Mulhouse) ; professeur Pierre Gardère (Rodez) ; Suzanne Grumbach (Paris) ; pasteur Henri Hatzfeld (Strasbourg) ; pasteur Marc Hérubel (Rouen) ; pasteur Jacques Lochard (Montbéliard) ; pasteur Etienne Mathiot (Belfort) ; Roger Miquet, instituteur (Lille) ; Maurice de Montmollin (Paris) ; pasteur Henri Ochsenbeim (Strasbourg) ; Claire Jullien (Paris) ; pasteur Jean Jousselin (Paris) ; pasteur Pongy (Nîmes) ; pasteur Roland de Pury (Lyon) ; Jean-Jacques Kirkyacharian (Paris) ; Eugène Quéry, employé à la R. A. T. P. (Paris) ; pasteur Alfred Richard-Molard (Saint-Germain) ; pasteur René Rognon (Aubervilliers) ; pasteur Charles Solo (Montbéliard) ; pasteur Charles Westphal (Paris).

Les signataires de ce manifeste ont été formellement désapprouvés par le récent Synode de l'Eglise réformée de France (1), tenu à Nîmes. A la journée de clôture, le 5 juin dernier, le pasteur Lauriol, exposant la position de l'Eglise réformée devant les problèmes mondiaux, a déclaré à propos de l'Appel de Stockholm :

— Il ne s'agit pas de demander l'abolition de l'arme atomique, mais de toutes les armes.

Après lui, le pasteur Marc Boegner, président de la Fédération protestante de France, s'est exprimé ainsi :

— Je me réserve de répondre à ceux qui ont signé l'Appel de Stockholm et ont ainsi fait preuve d'une regrettable confusion intellectuelle, pour ne pas dire morale.

Le Synode s'est terminé par le vote d'un ordre du jour réclamant « qu'une action immédiate soit entreprise auprès des gouvernements nationaux et auprès de l'O. N. U. afin que, par un contrôle international vigoureux et un renoncement aux principes des intangibles souverainetés nationales, un désarmement progressif et total soit réalisé, en commençant par les armes bactériologiques et atomiques ».

3. Les juifs devant l'Appel.

Les représentants autorisés du judaïsme ont également fait des réserves dans une déclaration relative au « mouvement d'opinion suscité par l'Appel de Stockholm qui exige l'interdiction de l'arme atomique ». Cette déclaration a été rédigée au cours de l'Assemblée générale de juillet de l'Association des rabbins de France. La Croix *du 11 juillet 1950 en a reproduit le passage suivant :*

L'Association considère « que cet Apppel constitue, en faveur de la paix, une initiative généreuse, mais incomplète, puisque l'utilisation de l'arme atomique seule y est frappée d'interdit. Rappelant que, selon la doctrine du judaïsme, toute guerre est, hormis le cas de de légitime défense, une violation de la loi divine et un crime contre l'humanité ; envisageant avec horreur l'éventualité

---

(1) *L'Humanité* du 17 juin 1950 a encore publié un manifeste d' « étudiants chrétiens » en faveur de l'adhésion à l'appel de Stockholm, où il semble bien que l'élément protestant domine.

(1) D'après *le Figaro* du 7 juin 1950.

d'une nouvelle conflagration et partageant l'angoisse qui étreint les populations devant la menace du massacre que provoqueraient les armes nouvelles, les rabbins français abjurent les fidèles d'unir leurs prières et leur action à celles de tous les hommes et de toutes les collectivités qui, passionnément attachés à la cause de la paix, de la liberté et de la fraternité humaines, luttent contre l'emploi de tous les engins et moyens de destruction ».

Conclusion

Dans un article publié par le Monde *du 22 juin 1950, sous le titre : « Après la déclaration des cardinaux et archevêques. La bombe et la paix », M. André Fontaine fait ainsi le point sur la campagne communiste en faveur de l'Appel de Stockholm :*

Personne ne peut plus ignorer la campagne que les « Partisans de la paix » mènent en faveur de l'Appel de Stockholm. La terre entière est couverte d'affiches conviant les hommes et les femmes de bonne volonté à « signer pour l'interdiction de la bombe atomique », et *l'Humanité* nous apprenait hier qu'en Afrique noire, « où l'on signe sur des cannes de bambou, le tam-tam porte de village en village le message de la paix ». La question n'est pas de celles qui s'éludent facilement. L'adhésion ou le refus est ici une chose grave, une affaire de conscience. La déclaration des cardinaux et archevêques, que *le Monde* a publiée avant-hier, en est une preuve supplémentaire. Il n'est donc pas inutile de rappeler ce qu'est cet appel, qui en a pris l'initiative, pour quelles raisons, et, en même temps, d'énumérer les principaux arguments qui peuvent pousser les non communistes à adopter à son endroit telle ou telle attitude. On nous pardonnera de préférer, en pareille matière, la sécheresse chère aux dialecticiens marxistes à une littérature qui serait hors de mise. Il s'agit de discuter sérieusement de choses sérieuses.

L'Appel de Stockholm.

Qu'est-ce donc que l'Appel de Stockholm ? C'est une courte résolution dont *le Monde* a publié le texte en son temps, et qui exige « l'interdiction absolue de la bombe atomique », précisant que le gouvernement qui en ferait le premier usage serait à traiter comme criminel de guerre. Quant au nom d'appel de Stockholm, il lui vient du fait qu'il a été adopté par la dernière session du Comité mondial des Partisans de la paix, qui s'est tenue en mars dernier, à Stockholm.

Qu'est-ce que le Comité des Partisans de la paix? La vérité oblige à dire que c'est une des multiples organisations sous lesquelles le communisme mondial juge bon de camoufler (encore que le camouflage soit vraiment un peu trop voyant) tel ou tel aspect de son action. La présence dans ses rangs de personnalités non communistes ne saurait tromper personne. Les unes, d'entière bonne foi, se laissent abuser par la lettre des statuts ; pour d'autres, on se demande ce qui les retient de se proclamer communistes, puisqu'elles sont déjà intégralement staliniennes. Les récents soubresauts intervenus au sein des Combattants de la paix, qui sont le répondant français du mouvement, montrent bien qu'aucune libre discussion n'est plus possible dans leurs rangs, contrairement à ce qui avait été prévu au départ.

L'Appel de Stockholm est donc une initiative communiste ; il est officiellement appuyé, et avec d'énormes moyens, par les démocraties populaires et par les partis communistes des pays capitalistes, qui n'ont pas pour habitude de pratiquer la générosité gratuite. Il est du reste en conformité avec l'attitude de la délégation soviétique aux Nations Unies, et s'inscrit dans cette campagne de paix qui est devenue, depuis plus d'un an, la dominante de la propagande d'extrême gauche.

Une campagne de persuasion.

Mais pourquoi cette propagande ? Pour la raison bien simple qu'il s'agit de persuader les masses dans le monde entier que la politique soviétique est une politique de paix. Il ne faudrait du reste pas croire que la fourberie fût de rigueur chez les dirigeants communistes, et que s'ils prêchent la paix, c'est qu'ils préparent la guerre. Il en est pour croire que le socialisme gagnerait la bataille de l'émulation pacifique entre les deux mondes ; que dans ces conditions, le capitalisme, pour survivre, n'a qu'un seul recours : la guerre ; qu'il la prépare et qu'il la fera. Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que, le cas échéant, et s'il était assuré au départ d'une confortable marge de supériorité, Staline ne déclencherait pas une guerre qu'il considérerait peut-être comme « préventive »...

Toujours est-il que, pour le moment, l'U. R. S. S. n'a pas cette marge de supériorité, en dépit d'un énorme effort d'armement. Et si elle ne l'a pas, c'est en raison de l'avance des Américains dans le domaine des armes de destruction massive. Que l'Amérique n'ait plus la bombe atomique, et elle se trouve placée en face de la Russie dans une telle position d'infériorité qu'elle est pratiquement incapable de résister à des initiatives qui n'auraient même pas besoin d'être militaires.

Un symbole : la bombe.

On comprend, dans ces conditions, l'acharnement avec lequel les communistes et leurs alliés réclament l'interdiction pure et simple de la bombe atomique. Or il se trouve que la bombe parle à l'imagination populaire : elle symbolise admirablement la guerre de demain, la guerre aveugle, la guerre qui tue les nerfs avant de volatiliser les corps. Le premier réflexe de tout individu sain de corps et d'esprit, lorsqu'on lui demande de signer pour l'interdiction de l'arme atomique, c'est de dire : « Mais bien sûr... » Les communistes jouent sur ce réflexe.

Croient-ils vraiment à l'efficacité de leur campagne ? Croient-ils que des dizaines de millions de signatures seraient de nature à influencer les Nations Unies et le gouvernement de Washington ? Plus ou moins. Mais ce qu'ils pensent, c'est impressionner l'Amérique par le courant déclenché en leur faveur, persuader les dirigeants que les peuples « ne marchent pas » dans leurs projets et entraîner les masses dans une action préventive qui dépasse largement la campagne de signatures : sabotage du matériel militaire, refus de débarquer les armes américaines, etc. Enfin il suffit de lire la prose officielle du parti pour se convaincre que celui-ci attend de la campagne pour la paix un renforcement de sa propre puissance : c'est M. Léon Mauvais qui écrit dans *les Cahiers du communisme* de mars dernier : « ... en intensifiant cette grande bataille, en contribuant de toutes leurs forces à l'unité d'action la plus large avec tous les patriotes, AVEC TOUS LES PARTISANS DE LA PAIX (1), quelles que soient leurs opinions politiques, qu'ils soient croyants ou incroyants, nos adhérents et organisations créeront les conditions pour développer encore l'influence et les bases d'organisation du parti. »

Quoi qu'il en soit des intentions de ses promoteurs, l'appel de Stockholm a connu un grand retentissement ; en U. R. S. S., il vient d'être adopté par le Soviet suprême. Dans les démocraties populaires, la grande majorité de la population a signé. En Europe occidentale, des centaines de milliers de personnes qui ne sont pas communistes ont apporté leur adhésion. En France, où cinq millions de signatures, selon M. Tillon, auraient été recueillies à ce jour, des Conseils généraux, des municipalités ont adopté à l'unanimité, des communistes aux R. P. F., le texte de l'appel ; celui-ci a été signé par de nombreuses personnalités

(1) En capitales dans le texte.

des lettres, des arts, par des magistrats, des avocats, des auteurs connus. Déjà, en décembre, un groupe de députés de tous partis avait demandé que l'on considérât comme crime contre l'humanité le fait pour un belligérant de se servir le premier de la bombe atomique.

Dans les milieux chrétiens.

Un tel effort devait nécessairement rencontrer un écho dans les milieux chrétiens ; il y a quelques semaines, un certain nombre de catholiques français, ecclésiastiques et laïques, signaient l'appel en le complétant par un paragraphe en faveur du désarmement général. Ils s'appuyaient sur différentes citations du Pape et de canonistes autorisés. C'est un fait d'ailleurs que, dès le moment d'Hiroshima, l'Eglise catholique avait réprouvé l'emploi de la bombe atomique, comme elle avait précédemment condamné les bombardements de populations civiles et, en général, tout ce qui contribue à accentuer le caractère inhumain de la guerre.

Cette initiative fut suivie d'autres, en sens contraire ; *la Croix*, par la plume de son rédacteur en chef, puis *Témoignage Chrétien*, qui peut difficilement passer pour réactionnaire, se prononcèrent contre ce qu'ils réduisaient à une manœuvre communiste. Les évêques de La Rochelle, de Saint-Dié, de Versailles et de Limoges ont, dans des lettres pastorales, adopté une position analogue. Mais, il y a quelques jours encore, un groupe d'étudiants chrétiens décidait de signer. Mêmes discussions, sur le ton de confrontation qui leur est habituel, chez les protestants. *Réforme* a consacré une place importante au débat ; le pasteur Boegner, au dernier synode, prenait parti contre l'appel, tandis qu'un certain nombre de pasteurs, et non des moindres, adoptaient l'attitude inverse.

A l'étranger, les épiscopats tchèque, polonais et hongrois refusaient de prescrire la signature et s'exposaient ainsi à de nouvelles attaques de leurs gouvernements. Enfin, *l'Osservatore Romano* vient de prendre violemment parti contre l'appel, écrivant notamment : « L'humanité ne peut pas écouter le pacifisme suspect des partisans de Stockholm. »

L'appel des cardinaux et archevêques de France.

La position adoptée par les cardinaux et archevêques de France est bien différente, et l'on n'aura pas manqué de s'étonner, dans certains milieux, de n'y voir aucune condamnation formelle de l'initiative communiste. Elle s'explique avant tout par des considérations nationales, et d'abord par l'inconvénient qu'il y aurait à désavouer les chrétiens qui ont signé ; certains sont actuellement en butte à des attaques qui n'ont rien de désintéressé et contre lesquelles l'épiscopat français entend les défendre. Le contexte prouve cependant que la hiérarchie considère comme injurieux le fait qu'on puisse lui poser la question : Etes-vous contre la bombe atomique ? étant donnée la position traditionnelle de l'Eglise, que Pie XII n'a cessé de rappeler par la parole et par les actes, depuis le début d'un pontificat qu'il a lui-même placé sous le signe de la paix : *Pax, opus justitiae*. Et elle en appelle à une action plus large et plus précise à la fois, visant à appuyer tous les efforts actuellement entrepris en faveur de la paix.

La déclaration des cardinaux et archevêques laisse cependant entière la question de l'opportunité de la signature. Il sera difficile aux chrétiens qui ne veulent pas cautionner l'appel de Stockholm de se retrancher derrière des arguments de discipline religieuse. Et, d'autre part, si l'on n'examine que son texte sans s'interroger sur sa raison d'être ni sur les conditions dans lesquelles il a été lancé, rien, en conscience, n'interdit d'y adhérer. Le fait qu'il soit défendu par les communistes n'est pas, en soi, un argument péremptoire ; que les communistes fassent quelque chose ne suffit pas à interdire de le faire. Heureusement... Pas plus que n'est péremptoire l'argument de sens contraire, selon lequel l'adhésion serait la preuve nécessaire de la fidélité à certaines amitiés.

Un argument de plus de poids en faveur de la signature peut se trouver dans telle ou telle situation de fait ; il est certain que pour des militants chrétiens, prêtres ou laïques, engagés dans l'action en milieu ouvrier, le refus de signer peut paraître un refus de prendre part à un vaste mouvement de défense et d'espoirs collectifs : on ne saurait critiquer ceux qui ont signé dans ces circonstances-là.

Une interdiction illusoire.

Mais à ceux qui disposent de plus de champ et de plus de recul, le moins qu'on puisse demander est qu'ils procèdent à une analyse un peu poussée du texte, qu'ils l'étudient d'un point de vue pratique. Et s'ils sont chrétiens, qu'ils n'oublient pas le sort promis à leur foi par nos nouveaux pacifistes. L'histoire nous prouve la vanité des prohibitions de cet ordre ; une seule arme a disparu : les gaz asphyxiants. Non par suite d'un sursaut moral, mais parce qu'en fait on n'a jamais très bien su les maîtriser. Quant aux sous-marins, aux bombardements de populations civiles, aux massacres d'otages, aux déportations, à toutes les pratiques que vingt conventions internationales ont condamnées, il n'a guère fallu plus de quelques mois de combat pour qu'elles soient de nouveau employées, et sur une vaste échelle. Se représente-t-on aujourd'hui ce que serait une troisième guerre mondiale ? Croit-on qu'il existerait encore une autorité internationale capable de donner des leçons de morale aux belligérants ? Une autorité capable de dire, en toute impartialité : celui-ci est criminel de guerre, celui-ci ne l'est pas... Le rôle des plus effacés qu'a joué la S. D. N. au cours du dernier conflit permet d'en douter. Et cette guerre n'était pourtant qu'une sorte de répétition générale de la prochaine qui sera totale ou ne sera pas. L'enjeu de la lutte serait tel qu'aucun des deux belligérants n'hésiterait pas à employer une nouvelle arme, si criminelle qu'elle puisse paraître, s'il était sûr qu'elle lui assurerait la victoire. Quant aux criminels de guerre, on peut être persuadé qu'il y en aura, mais seulement chez les vaincus ; le jugement de Nuremberg a réintroduit le *Væ victis* dans les relations internationales. L'épuration est désormais la loi de l'humanité.

Encore faudrait-il supposer que l'appel de Stockholm recevrait la consécration d'une autorité internationale compétente. Mais c'est là une vue de l'esprit. Efficace comme instrument de propagande stalinienne, il n'est d'aucun poids sur les gouvernements. Quand on pense d'ailleurs à l'idée que les communistes se font des « fauteurs de guerre » de Washington, on voit mal comment ils peuvent les croire sensibles à une manifestation de l'opinion, pour laquelle ceux-ci n'auraient selon eux que profond mépris et totale indifférence...

Pourquoi seulement la bombe ?

Il ne suffit pas de se demander si l'appel a ou non des chances de succès ; il faut aussi porter sur lui un jugement de valeur. Certains humoristes ont dit qu'ils étaient partisans de l'interdiction de toutes les armes, de la bombe atomique au lance-pierres. Ce genre de pirouettes a le don de mettre les communistes en fureur. Mais ceux-ci croient-ils vraiment qu'il existe une différence de nature entre le jet d'une bombe atomique et le bombardement-tapis d'une grande ville par quelques centaines de forteresses volantes munies de bombes de 10 tonnes et de plaquettes au phosphore ? Les rescapés des bombardements de Dresde, de Hambourg, de bien d'autres villes, ont rapporté des récits qui ne le cèdent pas en horreur à ceux des survivants de Hiroshima. Ce qui

nous heurte, ce qui nous bouleverse, c'est l'idée que la guerre touche maintenant indistinctement, aveuglément, par masses immenses, hommes et femmes, vieillards et enfants, qu'il n'est plus d'oasis, plus de refuge où dormir tranquille, au moins l'espace d'une nuit...

En interdisant la bombe atomique, on ne supprimerait pas ces horreurs. On ne supprimerait pas les fusées radio-guidées, les armes bactériologiques, la contrainte des esprits, la terreur... Ce qu'il faut, c'est lutter contre la guerre. Mais on ne lutte pas contre la guerre en posant en postulat la parfaite pureté d'intentions de l'un des deux camps en présence. On ne se pose pas en défenseur de la paix lorsqu'on a galvaudé ce mot, lorsqu'on a appelé pacte de paix l'accord conclu en 1939 entre l'U. R. S. S. et le Reich, sur le dos de la Pologne et lorsqu'on a attribué l'agression soviétique, dans l'hiver 1939-1940, aux « provocations finlandaises ».

Les vrais pacifistes n'ont pas d'arrière-pensées.

Dans le Journal de Genève *du* 23 *juin* 1950, *M. René Payot, sous le titre : « Méfions-nous de l'Appel de Stockholm », juge ainsi la stratégie communiste :*

Les communistes poursuivent leur ardente campagne en faveur des résolutions votées par le Congrès mondial de la paix, qui s'est réuni à Stockholm, et dont ils furent les inspirateurs. Ils recueillent des signatures pour un texte « exigeant l'interdiction absolue de l'arme atomique, l'institution d'un rigoureux contrôle international et la mise hors la loi d'un gouvernement qui, le premier, utiliserait cet engin dévastateur ».

Présenté sous cette forme, dégagé des mobiles qui l'ont fait naître et des buts qu'il vise, cet Appel peut émouvoir ceux qui cherchent à épargner une nouvelle catastrophe à l'humanité. De très braves gens, mal renseignés sur les contingences politiques, lui ont apporté leur adhésion. Ils croient très sincèrement que leur geste est une contribution au maintien de la paix. Il est curieux qu'ils ne se demandent pas pourquoi l'Appel de Stockholm ne concerne que la bombe atomique, et non point le désarmement général, pourquoi il passe sous silence les autres moyens de destruction, les gaz, les V2, les procédés bactériologiques. Au fond, une bombe d'où se dégage l'énergie nucléaire n'est qu'un explosif plus puissant que les autres. On n'empêchera pas la guerre en prohibant telle ou telle arme, mais en éliminant ses causes et, notamment, en procédant à une réduction massive des armements, car enfin les immenses armées soviétiques constituent une menace aussi grande pour la tranquillité de l'Europe que les découvertes américaines. Il n'est pas difficile de discerner que si l'Appel de Stockholm ne mentionne que la bombe atomique, c'est que, dans ce domaine-là, les Etats-Unis ont une forte avance sur l'U. R. S. S., avance qui compense dans une certaine mesure l'énorme disproportion des forces terrestres.

Ceux qui signent de bonne foi cet Appel feraient bien de méditer sur l'attitude prise par les communistes français. La Commission des Affaires extérieures de la Chambre a adopté une résolution réclamant le désarmement général, simultané et contrôlé, qui rendra impossible toute agression, sous quelque forme que ce soit. Or, les communistes ont voté contre ce projet, alléguant que c'était une idée d'inspiration américaine mettant sur le même pied la production de l'énergie atomique pour des buts de guerre ou pour des buts de paix. Au Congrès de Gennevilliers, M. Thorez a déclaré que la possession de la bombe par la Russie constituait une garantie de paix, et qu'il n'était pas question de demander à cette puissance d'accepter un contrôle portant atteinte à sa souveraineté nationale. Alors, quel résultat pratique, quelle solution équitable peut apporter l'Appel de Stockholm ? Ceux qui l'ont lancé partent d'un axiome secret : avec tout son armement, l'U. R. S. S. défend la paix, tandis que les Etats-Unis cherchent la guerre. Nous ne pensons pas que les braves conseillers communaux vaudois et genevois qui ont donné leurs signatures acceptent cette manière simpliste et partiale de voir les choses. Mais on eût souhaité qu'ils examinassent la question avec le sérieux qu'ils mettent à étudier le budget dont ils ont la responsabilité. Ils ne se sont sans doute pas doutés que la politique internationale est semée de chausse-trapes et que les communistes, dans la poursuite de leurs desseins, savent admirablement spéculer sur l'ignorance et la bonne foi de leurs contemporains.

Sous la direction de Wladimir Potiemkine, le ministère des Affaires étrangères de l'U. R. S. S. a publié un grand ouvrage consacré à l'histoire de la diplomatie. Au tome III, qui traite des méthodes, on lit ceci :

« *L'exploitation de la propagande pacifiste et de l'idée de désarmement pour des fins de camouflage idéologique doit être rangée dans la catégorie des manœuvres diplomatiques. L'idée de désarmement constitue depuis toujours la forme de mascarade préférée par les gouvernements en mal subit de pacifisme. La chose n'est pas difficile à comprendre. Toute proposition de réduction des armements a des chances d'être bien accueillie par l'opinion publique.*

L'Appel de Stockholm n'est qu'un élément de la campagne déchaînée par l'U. R. S. S. pour stimuler les sentiments pacifiques — non sur son territoire, mais dans les Etats demeurés libres — et pour dresser l'opinion contre une arme dont disposent les Américains. L'U. R. S. S. ne réduira pas d'un centime son budget militaire et l'effectif de ses troupes terrestres et aériennes capables de causer, dans une invasion, autant de dégâts que l'énergie nucléaire. Que les communistes fassent son jeu, cela est naturel ; mais il faut vraiment être aveugle pour ne pas discerner le dessein qu'elle poursuit. Un Danois, M. Hedtoft, a fort bien caractérisé cette offensive de paix, en disant qu'elle est « la plus grande escroquerie politique que nous ayons connue depuis les jours de Hitler ». M. Hedtoft n'est point un impérialiste réactionnaire : c'est un socialiste. — RENÉ PAYOT.

Cet aperçu qui s'efforce d'être objectif, il est bon de le compléter par ces judicieuses réflexions du P. Gabel, dans la deuxième partie de son article de la Croix *du* 23 *juin* 1950, *sur « La cause de la paix » :*

Il faut donc sauver la paix par une campagne, par une propagande.

Mais par une campagne et une propagande de sincérité, de loyauté et de respect. Car l'attentat le plus grave contre la paix commis depuis longtemps, aussi grave, à notre sentiment, que la menace de la bombe atomique, est cette supercherie de l'Appel de Stockholm, ce viol des consciences et des libertés, ce chantage au sentiment humanitaire. On veut tout à la fois nous chloroformer, nous enchaîner et nous exciter. On sim-

plifie une question à l'excès ; on détourne l'attention des vrais problèmes et des vrais dangers ; on divise le monde en fauteurs de guerre et partisans de la paix.

Vous n'avez plus le droit d'avoir votre opinion sur la question : on vous en impose une toute faite par le mensonge et l'excitation.

Que faut-il penser d'un tel procédé ? S. S. Pie XII en a dénoncé le danger dans son allocution aux journalistes, au cours du IIIe Congrès international de la presse catholique :

« Dès lors que la prétendue opinion publique est dictée, imposée de gré ou de force, que les mensonges, les préjugés partiaux, les artifices de style, les effets de voix et de gestes, l'exploitation du sentiment viennent rendre illusoire le juste droit des hommes à leur propre jugement, à leurs propres convictions, alors se crée une atmosphère lourde, malsaine, factice qui, au cours des événements, à l'improviste, aussi fatalement que les odieux procédés chimiques aujourd'hui trop connus, suffoque ou stupéfie ces même hommes et les contraint à livrer leurs biens et leur sang pour la défense et le triomphe d'une cause fausse et injuste.

En vérité, là où l'opinion publique cesse de fonctionner librement, c'est là que la paix est en péril. »

Or, il est incontestable qu'avec l'Appel de Stockholm, tel qu'il nous parvient, l'opinion publique cesse de fonctionner librement.

Si nous refusons de nous laisser mobiliser dans une campagne d'affolement et de chantage c'est parce que nous ne croyons pas que la cause de la vraie paix soit perdue. Elle ne peut l'être dans la mesure où elle est la cause même de l'humanité et de Dieu.

Voilà, me direz-vous, un optimisme pas difficile à porter et qui ne résout rien.

Pas tant que vous croyez : car, pour défendre une cause, il importe au préalable de ne douter ni de sa grandeur ni de ses chances de succès ; car notre action pour la paix est un aspect de notre combat pour que la grâce triomphe sur le péché et de notre indéfectible espérance dans la rédemption du genre humain.

Si, comme individus, nous n'avons peut-être pas la conscience tranquille pour n'avoir pas fait tout ce qui était en notre pouvoir et de notre devoir, comme chrétiens nous n'avons aucune raison de ployer sous un complexe d'infériorité.

L'Eglise a, toujours et en toutes circonstances, déclaré et fait « la guerre à la guerre » : ni revirements spectaculaires ni compromis sordides. L'Eglise est au service de la paix : si elle avait à choisir entre des « résultats immédiats et des buts lointains, une efficacité manifeste et de profondes maturations », elle n'hésiterait pas ; car elle a, depuis toujours, pris le parti de la vérité, de la justice, de la liberté et de l'amour, contre le mensonge, l'injustice, les tyrannies et la haine.

C'est ainsi qu'elle défend la cause de la paix.

*Versons encore au débat cet article de l'*Osservatore Romano *des* 19-20 *juin* 1950, *intitulé* : « *Pour la paix* » (1).

La campagne de « paix » que les communistes ont entreprise depuis quelques semaines bat son plein. Il est permis de s'attendre aux plus laborieuses recherches de la pyrotechnique, dès que le Soviet suprême de l'U. R. S. S. aura voté à l'unanimité naturellement, lui aussi, sa propre adhésion à l'Appel de Stockholm des « Partisans de la paix ». En attendant, les trompettes de la propagande résonnent un peu partout, avec des accents menaçants en Europe orientale, où le refus de s'associer à une manœuvre politique de grande envergure est considéré comme un crime de haute trahison. Inutile de dire que ces accusations serviront, au nom de la « paix », à exaspérer la guerre contre ceux qui sont décidés à défendre leur liberté. En particulier, contre les catholiques. En Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, partout, en un mot, où les communistes au pouvoir exécutent les ordres de Moscou, l'attitude des catholiques s'inspire, déclare-t-on, des instincts belliqueux du « haut clergé » et des ordres du Vatican, doublement lié à la politique impérialiste des Américains. Dimanche soir, la Radio de Moscou développait ce thème en attaquant l'épiscopat italien, lequel mit en garde les fidèles contre la perfidie de ceux qui ne parlent de paix que pour arriver à une tyrannie tendant à étouffer toutes les libres aspirations, y compris cette volonté de paix, qui est conaturelle avec le christianisme. Les communistes n'ont pas besoin d'hommes qui travaillent pour la paix — dans les consciences, dans les familles, dans la société, au sein des nations ; — ils veulent des automates qui obéissent, croient et combattent, aux ordres de chefs privés de scrupules. Ces chefs n'hésiteraient pas, demain, au nom d'un « intérêt » de la classe ouvrière, dont ils se considèrent comme les interprètes infaillibles, à faire couler des fleuves de sang, sans regarder aux coups et en employant toutes les armes, même la bombe atomique.

Ils ont montré, en 1939, qu'ils étaient capables de le faire, lorsqu'ils lancèrent l'Allemagne contre l'Occident, en l'aidant durant des années, jusqu'au jour où eux-mêmes furent victimes de l'agression qu'ils avaient déchaînée. Ils en feraient autant demain, car la « morale » à laquelle ils se réfèrent est toujours la même, fondée sur la prétendue « utilité » d'une classe.

Ces hommes n'ont aucun droit à endosser la blanche tenue des pacificateurs, eux qui laissèrent, impassibles, la bombe de Hiroshima s'abattre sur des populations désarmées, alors qu'ils pouvaient l'empêcher. Inutile, aujourd'hui, d'insister sur les horreurs de la guerre atomique. Aucun de nous ne dispose de ce fruit de la « civilisation moderne », et les perspectives des Européens sont tout autres que joyeuses à la pensée que demain ils pourraient bien succomber dans quelque formidable cataclysme artificiel, sans même savoir s'ils le devraient aux Russes ou aux Américains.

Quant à nous, nous travaillons pour la paix, parce que c'est notre devoir, et le jour où nous l'oublierions nous ne serions plus chrétiens. Elle retentit encore la parole de Pie XII : « Rien n'est perdu avec la paix ; tout peut l'être avec la guerre ». Il la prononça au moment même où la « raison d'Etat » communiste favorisait, avec l'agression hitlérienne, la seconde guerre mondiale. Que disait alors la presse soviétique et que répétaient en chœur les journaux de même couleur dans tous les pays d'Europe ? Que le pacte germano-soviétique était un « instrument de paix ». L'humanité a vu de quelle « paix » il s'agissait. Et c'est précisément parce qu'elle l'a vu qu'elle ne peut l'oublier ni prêter l'oreille au pacifisme suspect des « Partisans de la paix » de Stockholm, même déguisé sous des mensonges systématiques.

(1) Traduit de l'italien par J. THOMAS-D'HOSTE.

La presse stalinienne de notre pays assurait que 'évêque de Trieste avait signé l'Appel ; que 'évêque d'Arezzo et celui de Grosseto en avaient ait autant. Ces affirmations sont démenties par les ntéressés eux-mêmes, lesquels préviennent qu'aucun catholique n'a besoin, pour soutenir la paix, de signer des appels rédigés par les communistes et par leurs courageux alliés.

A la veille tragique de la seconde guerre mondiale, Pie XII rappelait que le salut ne vient pas le l'épée, « qui peut imposer des conditions de paix, mais ne crée pas la paix ». Cet enseignement, qui est l'écho fidèle de la grande parole évangélique, n'a rien perdu de son actualité. Les catholiques savent, sans qu'il soit besoin de le leur rappeler, que les actes arbitraires de l'égoïsme, collectif et individuel, sont la cause des maux du monde. Dans la lutte contre ces égoïsmes, dans a réaffirmation du droit contre la force, c'est là eur contribution irremplaçable à la paix de la famille humaine.

*Un deuxième article de l'*Observatore Romano, *intitulé : « Contre la vérité », a dénoncé, avec preuves à l'appui, la mauvaise foi soviétique :*

Dans la soirée du 25 juin, la Radio de Moscou a consacré une longue émission en italien à l'action que le Saint-Siège serait en train de mener contre les « Partisans de la paix », et par conséquent, suivant la logique totalitaire, en faveur de la bombe atomique. Depuis plusieurs années, nous sommes habitués aux accents rageurs de la voix de Moscou : impuissante à discuter en termes raisonnables certaines positions et surtout dépourvue de cette élémentaire moralité qu'exige le débat, elle éclate en ses injures habituelles qui, d'ailleurs, ne peuvent effacer des responsabilités précises, établies par l'histoire, sinon par l'historiographie marxiste-léniniste. Nous sommes visés directement ; l'article paru dans l'*Osservatore Romano* des 19-20 juin — et non du 21 — attesterait « que le Vatican est du côté des atomistes et des boute-feu ». Mais l'honnête voix se garde bien des citations.

Par exemple, nous avons rappelé que les pacificateurs d'aujourd'hui laissèrent la première bombe atomique exterminer les paisibles habitants d'Hiroshima, alors qu'ils pouvaient l'empêcher. Quel sens a, après ces précédents, la campagne contre la bombe atomique ?

L'*Osservatore Romano* a écrit : « Nous travaillons pour la paix, parce que c'est notre devoir, et le jour où nous l'oublierions nous ne serions plus chrétiens. Elle résonne encore la parole de S. S. Pie XII : « Rien n'est perdu avec la paix, tout peut l'être avec la guerre. » Or, elle fut prononcée précisément lorsque « la raison d'Etat » favorisait la seconde guerre mondiale. La voix de Moscou répond — ou plutôt ne répond pas, — sinon par des injures et des mensonges. Que pourrait-elle dire d'autre, de quelle façon pourrait-elle détruire, dans son impuissance à imposer le silence à tous les hommes libres, les témoignages gênants d'un passé qui écrase ses inspirateurs et ses maîtres ? Le 29 novembre 1939, Staline en personne (voir *la Pravda* du 30. 11. 39) affirmait : « Ce n'est pas l'Allemagne qui a attaqué la France et l'Angleterre ; mais la France et l'Angleterre qui ont assailli l'Allemagne : après l'ouverture des hostilités, l'Allemagne a fait des propositions de paix à la France et à l'Angleterre ; et l'Union soviétique a appuyé ouvertement les propositions de paix de l'Allemagne. Les milieux dirigeants français et anglais ont repoussé brutalement aussi bien les propositions de paix allemandes que les tentatives de l'U. R. S. S. de mettre rapidement un terme à la guerre... »

Le 29 mars 1940, Molotov répétait les mêmes idées. Quelques mois plus tard, au moment de l'invasion de la Norvège, le même Molotov exprimait à l'ambassadeur allemand Schulenburg les souhaits soviétiques à l'Allemagne pour le plein succès de ses dispositions défensives. Peu de jours après (11. 4. 39), les *Isvestia* écrivaient : « ... Il est indubitable que les opérations allemandes en Danemark et en Norvège ont été provoquées par des initiatives antérieures de l'Angleterre et de la France. Ces deux pays voulaient affaiblir les positions allemandes et améliorer les leurs... Il est ridicule de pousser des lamentations sur la légalité ou *l'illégalité* des initiatives allemandes en Scandinavie, après que l'Angleterre et la France ont violé la souveraineté des Pays scandinaves... » La *Pravda* du 16 mai ajoutait : « ... Claires sont les responsabilités qui pèsent sur la France et sur l'Angleterre. »

Et, le 18 juin 1940, après la défaite française, Molotov convoque Schulenburg et lui exprime « les plus chaudes félicitations du gouvernement soviétique pour le splendide succès des forces armées allemandes » ; le 31 juillet — commencement de la présentation des comptes, — Molotov lui-même affirme que seul le pacte germano-soviétique « a donné à l'Allemagne l'assurance du calme à l'Orient ».

Si l'on considère ensuite l'attitude des partis communistes vassaux de Moscou à cette époque, on ne peut manquer d'être édifié du zèle qu'ils manifestèrent en suivant de la façon la plus passive les directives du Komintern, alors vivant même officiellement. Avec tant de zèle que, le 20 juin 1941, quarante-huit heures après l'agression allemande conte la Russie, *l'Humanité* clandestine injuriait encore les généraux français de la Résistance, pour se dédire le jour suivant.

A Moscou, on n'avait peut-être pas eu le temps d'envoyer un contre-ordre.

Ce sont là des faits indéniables, qui mettent en lumière la signification du pacifisme communiste, des proclamations contre l'emploi de l'arme atomique, et ils sont commentés par les événements de Corée, où une armée « populaire », liée à Moscou, est en train d'apporter la paix des pénitenciers et des cimetières.

Que la voix de Moscou, après de tels précédents, ose nous accuser de bellicisme — et en nous le Vatican, — qu'elle se hasarde à parler d'alliances entre le Saint-Siège et le fascisme avant et durant la guerre, seule l'explique l'insconscience maladroite. On cite, en la détachant du contexte et, de plus, en l'altérant, une phrase de l'Encyclique *Non abbiamo bisogno*, c'est-à-dire de cette Encyclique dans laquelle étaient condamnées de la façon la plus explicite les velléités totalitaires du régime fasciste et ses tendances inconciliables « avec le nom et avec la profession de catholiques ». Mais on se tait sur l'Encyclique *Mit brennender Sorge*, qui est la condamnation explicite du paganisme hitlérien. Et cela se comprend.

Mais on ajoute : « Malgré les paroles du Pape sur la paix, le Vatican n'a condamné ni l'agression contre l'Autriche, ni l'invasion de la Tchécoslovaquie catholique, ni l'invasion de la Belgique, ni celle de la Pologne. L'agression contre la Russie soviétique eut la pleine adhésion du Vatican. »

La Radio de Moscou ment, et si elle ne mentait pas elle ne pourrait servir ses maîtres. Après avoir travaillé de toutes ses forces pour la paix, le Saint-Siège a condamné les agressions, y compris celle contre la Russie, tandis qu'à Moscou, ainsi que nous l'avons vu, on les encourageait et les justifiait.

Sans compter les condamnations générales, qui remontent aux débuts du Pontificat et à la période de la guerre, il existe d'autres témoignages explicites des discours pontificaux (30 septembre 1939, aux Polonais) ; il y a les télégrammes envoyés à la Belgique, à la Hollande et au Luxembourg, au moment où ces pays pliaient sous le poids de la violence hitlérienne ; il y a le témoignage que le Pape évita, « malgré certaines pressions tendant à le faire échapper de ses lèvres ou de sa plume, un seul mot d'approbation ou d'encouragement en faveur de la guerre déclenchée contre la Russie en 1941... » (Discours aux diplomates, en date de février 1946).

Tout cela est connu et consacré par l'histoire. Le Pontificat romain, et avec lui toute la catholicité, a travaillé et travaille pour la paix et contre la guerre. Nous aussi, nous sommes contre la bombe atomique ; mais dans cette défense contre l'esprit de violence et de destruction, nous ne pouvons nous placer aux côtés du communisme. Sa pratique et ses doctrines ne le permettent pas.

F. A.

***

Telles sont les réactions qu'a suscitées, en dehors du communisme et de quelques sympathisants plus ou moins aveugles, cette vaste entreprise d'escroquerie morale qu'est la campagne en faveur de l'Appel de Stockholm.

En dépit de ces réactions, quels en ont été jusqu'ici les résultats obtenus ? Si nous en croyons les déclarations faites par M. Charles Tillon au Conseil national des Combattants de la paix, siégeant à Montreuil les 3 et 4 juin derniers, 5 millions de signatures auraient été recueillies en France. Dans la suite, l'Humanité *du 5 juillet a annoncé, d'après un communiqué de la Commission permanente des Combattants de la paix et de la liberté, que le cap des 10 millions de signatures était dépassé.*

Sans même tenir compte des signataires dont la bonne foi a été surprise et de ceux qui ont signé par intimidation, on est en droit d'affirmer que c'est encore trop peu pour une action qui, si elle avait été sincère et désintéressée, aurait rallié l'unanimité des Français.

— *Les Fernandez*, par Robert Valette. Coll. « La Frégate ». — Vol. 11,5 × 18 cm., 128 pages, 40 francs. Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris, VIIIe. 1950.

Engagés tout enfants par un acrobate de cirque, les frères Joseph et Louis connaissent un dur apprentissage. Devenus artistes célèbres, ils parcourent le monde et trouvent le bonheur. Histoire authentique que l'auteur a su rendre vivante et passionnante.

— *Sir Guy Mervyn*, par Florence Barclay (Collection « Marie-France »). — Un vol. de 188 pages. Aux Editions de Flore, 22 *bis*, passage Dauphine, Paris, VIe.

Dans cette collection qui veut être de qualité et offrir « des romans attachants, variés, honnêtes, sans puérilité », les Editions de Flore nous présentent, avec ce neuvième volume, un des meilleurs romans du célèbre écrivain anglais. L'éloge du talent n'est plus à faire. La traduction de Ch. Thérésol permet de goûter la délicatesse de ces pages où, après bien des combats, une âme trouve la paix dans son retour vers Dieu.

ÉVÉNEMENTS ET INFORMATIONS

JUILLET 1950

MARDI 25. — A l'étranger. — Réunion, à *Londres*, des suppléants des ministres des Affaires étrangères des « Douze » (pacte atlantique). A l'ordre du jour : production accrue du matériel de guerre par les nations occidentales, financement des dépenses entraînées par cet accroissement, intégration de l'Allemagne occidentale dans le système de défense européen.

MERCREDI 26. — Incident au Tour de France. A la suite des coups et des menaces dont a été victime, au col d'Aspin, le coureur Gino Bartali, les 16 coureurs italiens encore en course dans le Tour de France ne prennent pas le départ à Saint-Gaudens.

— On annonce la mort, à Paris, des suites d'une intervention chirurgicale, du graveur Jean-Gabriel Daragnès, 64 ans, d'origine basque. Il s'était signalé par ses remarquables illustrations de livres d'art.

— Le T. R. P. Francis Griffin est élu Supérieur général des Pères du Saint-Esprit. Né à Kilmurry (Irlande), le 16 septembre 1893, le nouvel élu fut ordonné prêtre à Fribourg, le 18 décembre 1920. D'abord professeur, il s'embarqua, en 1926, pour la Mission de Kilimandjaro, dont il devint le pro-vicaire en 1931. En 1931, il était élu conseiller général et, en 1949, assistant général de sa Congrégation.

A l'étranger. — Au cours d'un grand débat sur la défense, aux Communes, M. Attlee déclare que l'*Angleterre* enverra un contingent en Corée.

— *La Croix* signale l'expulsion de *Pologne* du R. P. Turowski, général des Pallotins, évêque nouvellement élu de Czenstochowa.

JEUDI 27. — A l'étranger. — *L'Osservatore Romano* annonce la nomination de Mgr Augustin Quinn, vicaire général de l'archidiocèse d'Armagh, comme évêque de *Kilmore* (Irlande) ; du chanoine Vincent Hanly comme évêque d'*Elphin* (Irlande) ; de M. Francis P. Leipzig, curé dans l'archidiocèse de Portland, comme évêque de Baker City (Etats-Unis) ; de M. Leo A. Pursley, curé à Fort-Wayne, comme évêque titulaire d'Adrianopolis de Pisidie et auxiliaire de S. Exc. Mgr John Francis Noll, évêque de *Fort-Wayne* (Etats-Unis), et de S. Exc. Mgr G. J. Rehring, évêque titulaire de Lunda, comme évêque de *Toledo* (Etats-Unis).

— En *Belgique*, à la suite du retour du roi Léopold III, les grèves prennent une extension inquiétante. Manifestations devant le palais de Laeken. Les socialistes annoncent qu'ils exigent l'abdication du roi.

— En *Corée*, les Nord-Coréens s'emparent de Yosu ; les Américains reprennent Hadong.

— M. Malik, délégué soviétique au *Conseil de sécurité*, qui n'assistait plus aux séances de ce Conseil depuis plusieurs mois, et dont c'est le tour d'en prendre la présidence, écrit à M. Trygve Lie qu'il accepte cette présidence et qu'il convoquera le Conseil pour le 1er août.

VENDREDI 28. — Après les incidents du Tour de France, qui ont motivé le départ des coureurs italiens, la France présente ses regrets à l'Italie. Une enquête recherche les coupables.

A l'étranger. — La Sacrée Congrégation du Saint-Office publie le texte de l'avertissement relatif à certains mouvements de jeunesse en Italie, condamnant certaines Associations qui visent à faire pénétrer dans l'enfance les principes du matérialisme ainsi que des idées hostiles aux mœurs et à la religion chrétiennes.

DIMANCHE 30. — A Bordeaux, ouverture du Congrès international des « Amis de l'homme », qui se prolongera jusqu'au 5 août.

A l'étranger. — Graves émeutes à *Liège* contre

le retour du roi Léopold III : trois morts, deux blessés graves.

— En *Corée*, le général Walker enjoint aux troupes américaines de ne plus reculer.

— *L'Osservatore Romano* annonce la promotion de Mgr Guido Tonetti à l'archevêché titulaire de Chalcédoine et à la prélature *nullius* de Santa Lucia del Mela (Sicile, province de Messine) et sa nomination comme coadjuteur avec droit de future succession de S. Exc. Mgr Angelo Paino, archevêque de Messine.

LUNDI 31. — Me Roger de Segogne est élu président de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, en remplacement de Me André Morillot, dont les fonctions arrivent à expiration en octobre. Me de Segogne est âgé de 62 ans. Il a été membre du Conseil de l'Ordre de 1934 à 1937.

A L'ÉTRANGER. — En *Corée*, Chinju tombe aux mains des Nordistes.

— M. Malik, délégué de l'U. R. S. S., qui doit présider le *Conseil de sécurité*, fait connaître l'ordre du jour de la séance du 1er août : admission de Mao Tsé Toung à l'O. N. U., règlement pacifique du conflit coréen.

— Le général Mac Arthur s'entretient avec Tchang Kaï Chek à *Formose*.

AOUT 1950

MARDI 1er. — Réunion, à Fontainebleau, de l'état-major de l'Union occidentale.

— Le Conseil de la République adopte à son tour le projet de loi relatif au reclassement des fonctionnaires.

— On annonce la mort, à Mézières-Couesnon, à l'âge de 78 ans, de M. Alexandre Lefas, qui avait été député, puis sénateur d'Ille-et-Vilaine de 1902 à 1940.

— Obsèques, à Gap, de M. Auguste Muret, ancien député-maire de cette ville, 54 ans.

A L'ÉTRANGER. — A *Londres*, reprise de la Conférence atlantique. M. Hervé Alphand y présente une thèse française.

— En *Belgique*, le roi Léopold III accepte de déléguer ses pouvoirs au prince Baudouin et d'abdiquer le 7 septembre 1951, à la majorité de son fils.

— Après de violentes controverses entre M. Jacob Malik et les représentants des puissances occidentales, le *Conseil de sécurité* repousse, par 7 voix contre 3, la proposition soviétique d'expulsion immédiate de la Chine nationaliste.

— En *Corée*, repli stratégique des troupes américaines sur tous les fronts.

MERCREDI 2. — Par 375 voix contre 186 (communistes), l'Assemblée nationale autorise le gouvernement à réduire les impôts par décret.

— *La Croix* annonce que Mgr Jean Villot, directeur des œuvres pontificales missionnaires, dans le secteur de Lyon, et ancien vice-recteur des Facultés catholiques, a été désigné par les cardinaux et archevêques de France, après consultation de NN. SS. les évêques, comme secrétaire général de l'épiscopat, en remplacement de Mgr Chappoulie. M. le chanoine Jean Maury assurera provisoirement l'administration des œuvres pontificales missionnaires du secteur de Lyon.

— A la suite d'une convention passée avec l'Etat, l'encaisse-or de la Banque de France est réévalué, ce qui procure une plus-value de 126 milliards pour le remboursement des dettes du Trésor. Cette réévaluation est faite sur la base du dollar à 349 fr. 60.

A L'ÉTRANGER. — Fin des grèves en *Belgique*. Arrestation de M. Lalemand, secrétaire du parti communiste belge.

— En *Corée*, les troupes nord-coréennes parviennent à 40 kilomètres du port de Fusan.

— Mort, à Rome, à l'âge de 76 ans, du cardinal Luigi Lavitrano, préfet de la Congrégation des Religieux. Né le 7 mars 1874, à Forio, diocèse d'Ischia, il avait été élu évêque de Cava et Sarno, le 25 mai 1914, puis promu archevêque de Bénévent, le 16 juillet 1924, et de Palerme, le 29 septembre 1928. Créé cardinal-prêtre, le 16 décembre 1929, il reçut le chapeau le 19 décembre suivant, avec le titre de Saint-Sylvestre *in capite*. Démissionnaire de son siège en décembre 1944, il fut nommé, le 14 mai 1945, préfet de la Congrégation des Religieux. A la suite de ce décès, le Sacré-Collège ne compte plus que 53 membres, ce qui fait que 17 chapeaux sont vacants.

— A *Lecce* (Italie), mort de S. Exc. Mgr Alberto Costa, évêque de ce diocèse. Né le 15 mars 1873, à S. Croce de Zibello, au diocèse de Fidenza, il fut élu évêque de Melfi et Rapolla, le 4 juin 1912, et transféré à Lecce le 7 décembre 1923.

— A *Forli* (Italie), mort de S. Exc. Mgr Giuseppe Rolla, évêque de ce diocèse. Né le 6 octobre 1877, à Crema, il fut élu le 25 novembre 1932. Il était assistant au trône pontifical.

JEUDI 3. — A Strasbourg, ouverture de la Ve session du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, qui durera jusqu'au 7 août.

A L'ÉTRANGER. — La *Turquie* et la *Grèce* demandent à adhérer au pacte atlantique.

VENDREDI 4. — A L'ÉTRANGER. — *L'Osservatore Romano* annonce l'élection du T. R. P. Eugenio Ayape de Saint-Augustin, comme Prieur général des Augustins Récollets. Né le 4 mars 1907, à Caseda, dans la province de Navarre (Espagne), le nouveau prieur a exercé son activité surtout en Colombie, où il était supérieur provincial de Candelora. La Curie générale est composée des RR. PP. Augustin Fernandez de Saint-Nicolas de Tolentino, vicaire général et définiteur pour le Brésil et l'Argentine ; Vittorino Capanaga, pour l'Espagne, les îles Philippines, l'Angleterre et la Chine ; Fiorentino Armas, pour le Venezuela et le Pérou ; Paul Ganuza, pour les Etats-Unis, la République Dominicaine et le Mexique ; Janvier Fernandez du Sacré-Cœur, procureur général ; Abel Salazar, secrétaire général.

— En *Corée*, des éléments de l'armée nord-coréenne franchissent le fleuve Naktong, une des dernières défenses du réduit américain.

SAMEDI 5. — Ouverture, à Paris, du XXXVe Congrès universel de l'espéranto, qui s'achèvera le 12 août. 35 pays y sont représentés par 2 307 participants. Ce Congrès a pour but de mesurer la pénétration de l'espéranto dans tous les pays, d'améliorer les méthodes d'enseignement et de mettre au point la propagande destinée à certains milieux, en particulier les milieux commerciaux.

DIMANCHE 6. — Clôture, à Versailles, du Congrès des sourds-muets, ouvert le 5.

A L'ÉTRANGER. — A *Rome*, la police perquisitionne au siège du parti communiste.

— En *Hongrie*, démission de M. Gyorgy Marosan, ministre de l'Industrie légère et dernier des anciens sociaux-démocrates participant au gouvernement.

— 400 étudiants de Faculté appartenant à 9 pays européens différents se réunissent en secret à la frontière franco-allemande — les uns venant de France, les autres d'*Allemagne* — pour démolir et pour brûler les poteaux-frontières, après lecture d'une déclaration réclamant notamment l'abolition des frontières nationales. M. André Philip, délégué français au Conseil de l'Europe, prononce un discours approbateur.

— En *Corée*, les Nord-Coréens franchissent le fleuve Naktong au sud-ouest de Taegu, cependant que les Américains contre-attaquent dans le secteur de Chinju.

LUNDI 7. — Le gouvernement français publie le mémorandum qu'il vient d'adresser au gouvernement des Etats-Unis pour exposer le programme de réarmement de la France dans le cadre du pacte atlantique et demander la présence permanente à ses côtés de forces alliées, notamment anglaises et américaines.

— Le Parlement se met en vacances jusqu'au 17 octobre.

— A Strasbourg, deuxième réunion de l'Assemblée consultative européenne. Par 90 voix contre 23, M. P.-H. Spaak est réélu président.

— Le coureur suisse Kubler se classe premier au 37e Tour de France.

— Après s'être réunis toute une semaine à Suresnes, les jeunes de 20 nations lancent un appel à la jeunesse du monde en faveur de la paix et de la concorde internationale.

— La presse fait connaître le texte d'un « appel de Français indépendants » en faveur de l'admission à l'O. N. U. de la République populaire de Chine. Parmi les signataires figurent MM. André Gide, J.-P. Sartre, Vercors, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Jean Cassou, Jean Guéhenno, Maurice Lacroix, Louis Martin-Chauffier, Louis Massignon, l'abbé Pierre Grouès, député.

A L'ÉTRANGER. — *L'Osservatore Romano* annonce le transfert au siège cathédral de San Carlo d'Ancud de S. Exc. Mgr Auguste Osvaldo Salinas Fenzalida, évêque titulaire de Nisirus, Picpucien. Né à Santiago-du-Chili le 11 septembre 1899, Mgr Salinas fut élu évêque de Temuco le 29 août 1939, puis transféré au siège titulaire de Nisirus et nommé auxiliaire à Santiago-du-Chili.

— A *Hanoï*, le général Carpentier lance un appel radiodiffusé à l'adresse du Viet-Minh, pour l'échange de prisonniers et d'internés civils.

MARDI 8. — A l'Assemblée consultative de Strasbourg, un projet anglais d'aménagement du pool est présenté par les conservateurs. M. Philip élève de très vives critiques contre le Comité des ministres.

— Réunion, à Paris, du Comité des chefs d'état-major du groupe régional « Europe méridionale, Méditerranée occidentale » du pacte atlantique Nord.

— Le Comité national de la paix, dont le Comité exécutif groupe un certain nombre de personnalités politiques, syndicalistes et universitaires, parmi lesquelles MM. Gaston Tessier, Léon Jouhaux, Justin Godard, l'abbé Pierre Grouès, vote une résolution condamnant l'agression nord-coréenne.

A L'ÉTRANGER. — Ouverture, à *Gemen* (*Rhénanie Westphalie*), d'un Congrès international d'étudiants catholiques, organisé par le mouvement *Pax Romana*. Le thème de ce Congrès, qui doit durer jusqu'au 16 août, est : « Le chrétien du monde moderne. »

— L'*Angleterre* accueille avec réserve le mémorandum français concernant le réarmement occidental.

— A la Chambre de *Belgique*, M. Duvieusart demande le vote de la loi de délégation des pouvoirs royaux.

— La radio du *Vatican* signale que 3 600 ecclésiastiques ont été emprisonnés dans les « pays de derrière le rideau de fer », depuis l'instauration des régimes de démocratie populaire.

— On retrouve, dans les ruines de l'abbaye bénédictine du *Mont-Cassin*, bombardée en 1944, des reliques de saint Benoît et de sainte Scholastique.

— Au Conseil de sécurité, le délégué des *Etats-Unis*, M. Austin, met celui de l'U. R. S. S., M. Malik, en demeure de cesser ses manœuvres d'obstruction.

— Négociations aux *Etats-Unis* en vue de la conclusion d'un emprunt français de 225 millions de dollars.

— La Sacrée Congrégation des Rites, sous la présidence de S. Em. le cardinal préfet, a donné son vote favorable pour le décret *de tuto* concernant la béatification des vénérables serviteurs de Dieu Alberico Crescitelli, Missionnaire apostolique, martyrisé en Chine en 1900 ; Maria de Mattias, fondatrice de la Congrégation des Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang ; la reconnaissance des miracles de Marguerite Bourgeoys, fondatrice des Sœurs de Notre-Dame, et l'héroïcité des vertus de Pie X.

MERCREDI 9. — Le Conseil des ministres fixe le cours du blé à 2 600 francs le quintal. Le prix du pain subira une légère hausse, variable suivant les régions. Une baisse du prix du sucre est envisagée.

— Mort à Paris, à l'âge de 71 ans, de Mme Andrée Viollis, écrivain et journaliste.

— A l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg, M. Paul Reynaud propose la désignation d'un « ministre européen de la Défense », et M. Georges Bidault celle d'un « haut-commissaire européen ».

— Le vice-amiral Lambert succède au vice-amiral Battet, décédé, comme chef d'état-major de la marine. Né le 13 septembre 1897, à Suresnes, le nouveau chef d'état-major a été notamment adjoint au commandant du front de mer à Dakar et, en 1943, il prit le commandement du *Richelieu*. Nommé contre-amiral en 1944, il se vit confier le commandement de la marine à Oran, puis fut nommé préfet maritime de Toulon. Promu vice-amiral en novembre 1946 et commandant des cadres en février 1949, il dirigea à ce titre l'escadre française de Méditerranée.

A L'ÉTRANGER. — A *Copenhague*, M. Hans Hedtoft, premier ministre socialiste du Danemark, remet au roi la démission de son gouvernement.

— A *Genève*, le Conseil économique des Nations Unies adopte une résolution condamnant comme étant « contraire à la liberté de la presse » le contrôle exercé par certains gouvernements sur le papier-journal.

— A *Bruxelles*, la Chambre belge vote la délégation de pouvoir au prince Baudouin. 165 députés (sociaux-chrétiens, libéraux et socialistes) ont voté pour ; 27 ont voté contre (26 sociaux-chrétiens et un libéral) ; 7 se sont abstenus (1 social-chrétien et 6 communistes).

JEUDI 10. — Devant l'Assemblée nationale, M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, expose son projet de pool européen du charbon et de l'acier, précisant notamment le rôle et la compétence de l'organisme essentiel : l'autorité internationale.

8 oct. 1950. — N° 1079. Nouvelle série : N° 166

Ce numéro contient :

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris-8e. *Le directeur :* R. BERTEAUX.